

RAPPORTS DE LA PAPAUTÉ AVEC LE ROYAUME D'ITALIE DEPUIS 1870

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 12 mars 1936, à 14 h.

PAR

Pierre de MONTESQUIOU-FEZENSAC

	<i>Président</i>	M. GIDEL, <i>Professeur.</i>	
<i>Suffragants</i>	{	MM. LE FUR,	<i>Professeurs</i>
		SCELLE.	

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**Rapports de la Papauté
avec le Royaume d'Italie
depuis 1870**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

RAPPORTS DE LA PAPAUTÉ AVEC LE ROYAUME D'ITALIE DEPUIS 1870

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 12 mars 1936, à 14 h.

PAR

Pierre de MONTESQUIOU-FEZENSAC

Président M. GIDEL, *Professeur.*

<i>Suffragants</i>	{	MM. LE FUR,	<i>Professeurs</i>
		SCELLE.	

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1936

* 38550.



LE CONCORDAT ITALIEN

On a beaucoup écrit sur le Traité du 11 février 1929 qui a résolu la « Question romaine ». Et cela se conçoit, car la situation faite au Pape importe à tous les pays ; on s'est moins occupé du Concordat signé le même jour. Et cependant, il est digne de retenir l'attention.

Les deux actes tendent au même but : la paix entre le Vatican et l'Italie. Ils ont apparu à PIE XI comme deux moyens vers la même fin : d'où son insistance à les faire marcher de front de l'élaboration à la ratification. Le 6 août 1926, le Professeur Domenico BARONE demanda à parler à l'Avocat consistorial Francesco PACELLI, et déclara que M. MUSSOLINI désirait savoir sur quelles bases le Vatican serait disposé à traiter. La réponse fut la suivante : il y a deux points sur lesquels le Saint-Siège ne saurait faire aucune concession : pour le traité, la reconstitution d'un petit Etat pontifical avec souveraineté du Pape manifeste et visible, de telle manière que le Saint-Père eût le libre exercice de sa puissance spirituelle ; pour le concordat, la possibilité de conférer au mariage religieux, sous des conditions déterminées, la même valeur qu'au mariage civil. L'élaboration du traité et du concordat se fit de pair. Après la rédaction du premier texte du traité — 24 novembre 1926 — nous commençâmes, déclara l'Avocat PACELLI

dans une interview retentissante au *Popolo d'Italia*, à rédiger une table des matières qui pourraient former l'objet du Concordat. A ce moment prit part aux négociations un collaborateur direct du Cardinal GASPARRI, Monsignor BORGONGINI DUCA, secrétaire de la Sacrée-Congrégation des affaires ecclésiastiques extraordinaires. Les colloques à trois se déroulèrent au Monte Mario, dans la résidence du Cardinal GRANITO di BELMONTE. Ils furent au nombre de dix, et se poursuivirent pendant des journées entières ; commencés vers 8 heures du matin, ils s'achevaient vers 6 ou 7 heures du soir. Le Concordat était virtuellement prêt en février 1927, mais la rédaction est d'avril de la même année, moment auquel il fut transmis aux Hautes Parties Contractantes. Les pourparlers furent suspendus à diverses reprises ; les négociateurs s'attachèrent en 1928 à perfectionner soit le traité, soit le concordat, et le 20 août, ils aboutirent à des formules définitives pour eux, mais qui devaient être fortement retouchées par leurs mandants et spécialement par le Pape lui-même. Dans un discours aux curés et prédicateurs de Rome (11 février 1929), le Pape revendique la pleine responsabilité des accords de Latran. Si, dans les heures critiques de la navigation, le capitaine a plus que jamais besoin de l'aide de ses collaborateurs, il ne doit pas alors céder son poste à d'autres ; il doit garder les périls et la responsabilité du commandement. Il n'y a pas une ligne, il n'y a pas une expression, dans lesdits accords, poursuit PIE XI, qui, pendant une trentaine de mois au moins, n'ait été l'objet de nos études, de nos méditations et surtout de nos prières.

A maintes reprises, le Pape a vivement insisté sur

la connexité du concordat et du traité. Chose assez étrange au premier abord, car les deux actes n'ont pas la même nature. Les écrivains les plus dévoués au Saint-Siège l'ont eux-mêmes reconnu. Le Comte DELLA TORRE, directeur de l'*Osservatore Romano*, s'exprime à cet égard avec une netteté absolue. Pour lui, le traité et le concordat sont « assolutamente distinti. L'uno riconosce
« un fatto ed un diritto, l'altro decide e disciplina una
« benefica riforma, una elevatrice missione; l'una ha
« valore e riflessi universali, l'altro si volge ai destini
« di un popolo; l'uno definisce un conflitto, l'altro apre
« un' alleanza; l'uno, se vogliamo, si fissa incancellabile nella storia, l'altro affronta la vita fidente nell'
« aiuto di dio e nella buona volontà degli uomini » (Préface à l'ouvrage d'Enrico PUCCI, *La Pace del Laterano* Libreria editrice Fiorentina, p. XIII). — On est en présence de deux actes nettement distincts : l'un a des répercussions d'ordre universel, l'autre regarde les destinées d'un peuple ; l'un met fin à un conflit, l'autre ouvre une alliance ; l'un se fixe de façon définitive dans l'histoire, l'autre affronte la vie, confiant dans l'aide de Dieu et la bonne volonté des hommes. Un autre écrivain italien, Egilberto MARTIRE, a également souligné les différences de nature du traité et du concordat.
« Il trattato è essenzialmente un atto di diritto internazionale intervenuto tra due Stati; esso consacra
« in atto l'assoluta sovranità dell'uno e dell'altro stato.
« Lo Stato Vaticano è indipendente e sovrano... secondo
« l'astratta logica giuridica del Trattato, lo Stato Vaticano e lo Stato italiano sono, semplicemente, due
« Stati confinanti... Il Concordato non intercede, come
« il Trattato, fra lo Stato italiano e lo Stato Vaticano ; il

« Concordato intercede fra lo Stato italiano e la Chiesa, « e il Papa, inquanto vescovo di Roma, Primate d'Italia, sommo Pontefice » (Egilberto MARTIRE, *La conciliazione*, p. 257-58, Libreria del Littorio, Roma).

Le traité est essentiellement un acte de droit international, intervenu entre deux Etats... En logique absolue, l'Etat du Vatican et l'Etat italien sont simplement deux Etats voisins... Le concordat n'intervient pas, comme le traité, entre l'Etat italien et l'Etat du Vatican ; il intervient entre l'Etat italien et l'Eglise et le Pape, comme Evêque de Rome, Primat d'Italie et Souverain Pontife. Le traité et le concordat sont assurément deux actes de nature juridique différente. Et cependant, PIE XI s'est toujours attaché à les lier, à les solidariser. Les prémisses mêmes du concordat sont formelles : Au nom de la Très Sainte Trinité : attendu que dès le début des négociations entre le Saint-Siège et l'Italie pour résoudre la « Question romaine », le Saint-Siège lui-même a déclaré que la négociation relative à cette question avait pour nécessaire complément un concordat ayant pour but de régler la situation de la religion et de l'Eglise en Italie... Dans un discours aux curés et prédicateurs de Rome (11 février 1929, jour même de la signature des accords), PIE XI, souligne cette liaison « aujourd'hui « précisément bien plus, à cette heure même et peut-être juste en cet instant, là-bas, dans notre Palais de « Latran, sont signés un traité et un concordat, d'un « côté par l'Eminentissime secrétaire d'Etat, notre plénipotentiaire, et de l'autre par le Chevalier MUSSOLINI, « plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie... un traité « dont le but est de reconnaître, et, pour autant que *hominibus licet*, d'assurer au Saint-Siège une véritable,

« propre et réelle souveraineté territoriale, attendu qu'on
« ne connaît pas, au moins jusqu'à ce jour, d'autre forme
« de souveraineté véritable et propre, sinon précisé-
« ment la souveraineté territoriale, laquelle est évidem-
« ment nécessaire et due à celui qui, de par son mandat et
« la représentation divine dont il est investi, ne peut
« être sujet d'aucune souveraineté terrestre... un concor-
« dat ensuite, que nous avons voulu, dès le début, indis-
« solublement uni au traité pour régler, comme il con-
« vient, les conditions religieuses en Italie, si longtemps
« éprouvées, abaissées, bouleversées, dévastées, par toute
« une suite de gouvernements sectaires, ou soumis et
« inféodés aux ennemis de l'Eglise, même lorsque per-
« sonnellement, ils n'étaient peut-être pas ses ennemis...».

Mais c'est surtout dans sa lettre au Cardinal GAS-
PARRI du 30 mai 1929 que le Souverain Pontife se montre
formel : « Nous pouvons encore moins partager la ré-
« flexion où l'on a semblé vouloir dire ou laisser croire
« que le sort des protocoles de Latran puisse, dans
« l'avenir, ne pas être le même pour tous les deux. Le
« Comte Della TORRE, directeur de l'*Osservatore Romano*,
« dans le texte cité plus haut, paraissait partager le point
« de vue de M. MUSSOLINI... Nous sommes pleinement
« d'accord si l'on veut dire que par la multiplicité des
« choses que le concordat contient et qu'il touche, quel-
« que divergence particulière et quelque dissentiment
« aussi sont inévitables, qu'il sera facile d'y remédier
« et de les résoudre. Nous tenons cependant à rappeler
« et à déclarer que selon les pactes qui ont été signés,
« le traité n'est pas le seul accord qui ne peut plus être
« mis en discussion ; on pourrait expliquer mieux que
« traité et concordat, suivant leur lettre et leur esprit,

« comme aussi suivant les ententes explicites, orales et
 « écrites, sont le complément nécessaire l'un de l'autre, et
 « qu'ils sont inséparables, indissociables l'un de l'autre.
 « Il en résulte que *simul stabunt* ou bien que *simul*
 « *cadent*; la Cité du Vatican doit-elle en conséquence
 « tomber aussi avec l'Etat qu'elle constitue... ».

Il serait difficile d'affirmer plus clairement et plus solennellement que dans l'esprit et la volonté de PIE XI, le concordat et le traité forment un « bloc », et ne peuvent être disjoints. Est-ce à dire que le Pape ne fait pas de différence de nature entre les deux actes ? Certes non. Dans la lettre au Cardinal GASPARRI, il déclare que si dans le concordat, ce ne sont pas deux Etats qui sont en présence, ce sont très certainement deux souverainetés, au sens total du mot, c'est-à-dire pleinement parfaites, chacune en son ordre, ordre nécessairement déterminé par les fins respectives, où il est à peine utile d'ajouter que l'objective dignité des fins détermine non moins objectivement et nécessairement l'absolue supériorité de l'Eglise.

*
* *

C'est en quelques lignes le rappel sommaire de la théorie traditionnelle de l'Eglise en matière de concordats. On a beaucoup discuté la nature juridique de ces actes et la controverse n'est pas épuisée. La solution dépend de questions plus hautes : c'est à savoir la conception que l'on se fait de l'Etat et de l'Eglise et de leurs rapports réciproques. Que sont en effet les concordats, sinon des procédés, des moyens de régler les relations de voisinage de ces deux institutions qui exercent leur puissance sur les mêmes personnes. Selon le point de vue

où l'on se place, il a été possible de soutenir, tantôt que les concordats étaient des concessions gracieuses de l'Eglise à l'Etat, imposées par le malheur des temps et toujours précaires, et tantôt qu'ils étaient des concessions de l'Etat à l'Eglise. La même activité de l'Eglise a des origines millénaires ; mais tout en restant assez constante dans le fond, elle a reçu des expressions assez diverses selon les temps. Actuellement, elle paraît pouvoir se résumer ainsi : l'Eglise et l'Etat sont deux sociétés parfaitement distinctes qui, pour ne pas se nuire réciproquement, doivent conserver leur liberté et leur autonomie. Elles ne peuvent ni s'ignorer ni s'exclure ; à plus forte raison, ne doivent-elles pas se combattre ; elles ont eu effet comme objet les mêmes personnes, lesquelles sont à la foi fidèles et citoyens ; elles exercent leur activité dans le même territoire et doivent par suite régler les questions qui les intéressent toutes deux. Saint Augustin, commentant la parole du Christ : « Mon royaume ne n'est pas de ce monde ». « *Regnum meum non est de hoc mundo* » faisait déjà observer qu'il n'avait pas dit « *non est in hoc mundo* », et concluait « *Hic est enim regnum ejus usque in finem sæculi ; sed tamen non est hinc* ». Il est inévitable que toujours, tôt ou tard, des relations directes ou indirectes, publiques ou secrètes, s'établissent entre ces deux pouvoirs. Les formes de ces relations ont varié selon les temps et les circonstances. Actuellement, la Papauté paraît estimer que la forme d'accord représentée par les concordats, est en soi théoriquement plus parfaite, plus régulière et plus utile, parce que les deux autorités en traitant, reconnaissent et fixent les limites de leur propre action, se font des concessions réciproques, peuvent discuter et s'entendre si,

comme il est inévitable, des difficultés se présentent. Sans doute, un canoniste a dit que l'histoire des concordats, c'était l'histoire des douleurs de l'Eglise : *historia concordatorum est historia dolorum*, mais cette opinion ne paraît pas en faveur aujourd'hui dans les sphères vaticanes. Dans un recueil d'études récemment paru, l'on peut lire que le glorieux pontificat de PIE XI pourra s'appeler l'ère des concordats. A peine élevé sur le siège de SAINT PIERRE, le successeur de BENOIT XV présidait à la signature d'un concordat avec la Lettonie, le 30 mai 1922, puis, le 29 mars 1924, ce fut le tour de la Bavière, de la Pologne, le 10 février 1925, de la Lithuanie, le 27 septembre 1927. Le 2 février 1928 entra en vigueur une convention passée entre le Saint-Siège et la République Tchécoslovaque. Le 15 avril suivant, le Portugal signait aussi avec Rome un pacte de même nature. L'année 1929 marque la ratification du concordat avec l'Italie (Fr. Louis MISSEY O.P., *Le concordat du Latran, dans les accords du Latran*, éditions Spes).

Sans doute, cette liste est assez importante, mais surtout par le nombre. La société moderne paraît plutôt tendre vers le régime de la séparation, lequel peut d'ailleurs présenter un certain caractère d'hostilité, comme en France, ou au contraire de bienveillance, comme en Amérique et au Brésil.

« Mais en fait, le régime de la séparation est d'un « fonctionnement difficile, sinon impossible, dans les « pays catholiques », écrit M. LE FUR, l'éminent professeur de droit international à l'Université de Paris, « une séparation radicale est contraire à la nature des « choses. En France, en ce qui concerne l'utilisation des « Eglises, les sonneries de cloches, et diverses autres

« questions, il a fallu trente-six mille petits concordats
« exprès ou tacites pour remplacer l'ancien, et de cette
« multiplicité même d'accords pouvait résulter une aug-
« mentation des conflits. D'ailleurs, la loi même de sépa-
« ration, si elle a voulu paraître ignorer la religion catho-
« lique, et si elle ne prononce pas une fois le nom du
« Pape ou des évêques, n'a pu cependant, sous peine de
« devenir immédiatement pour l'Eglise une loi de complète
« spoliation, ne pas décider que les biens des établisse-
« ments du culte devraient être transférés « aux asso-
« ciations qui, en se conformant aux règles d'organisation
« générale du culte, se seront légalement formées ». Or,
« qu'est-ce pour le culte catholique que les règles gén-
« rales d'organisation du culte, sinon au premier plan
« le respect de la hiérarchie ecclésiastique, puisque toute
« l'Eglise catholique est constituée sur cette base?... Et
« aujourd'hui ne parle-t-on pas en France d'un « concor-
« dat de séparation »?... En réalité, d'ailleurs, la séparation
« n'évite la vraie difficulté, le concours des deux souve-
« rainetés de l'Eglise et de l'Etat, qu'en ignorant de parti
« pris les interventions nécessaires du Saint-Siège, direc-
« tement ou par ses délégués, pour le choix et le contrôle
« des évêques, la surveillance générale des conditions où
« s'exercent le culte et l'enseignement de la religion,
« c'est-à-dire précisément ces interventions mêmes que
« prétendent réglementer plus ou moins strictement
« certains Etats concordataires qui ont avec le Saint-
« Siège des relations officielles » (L. LE FUR, *La souve-
raineté pontificale et l'unité italienne dans les Accords
du Latran*, p. 168-169, édition Spes).

De fait, le 4 juin 1872, Maurice de BONALD pouvait écrire, non sans une certaine justesse, que parfois les

princes demandaient des concordats pour lier les mains du Pape. Quoi qu'il en soit, le Vatican est aujourd'hui très favorable au système concordataire, et M. MUSSOLINI ne l'est pas moins. Dans son discours du 13 mai à la Chambre des Députés, il déclarait qu'il était impossible de penser à une séparation complète entre l'Eglise et l'Etat, parce que le citoyen est catholique et le catholique citoyen. Il est dès lors nécessaire de déterminer les confins entre ces deux puissances, c'est-à-dire de réglementer les questions dites mixtes « non si può « pensare ad usa separazione nettissima tra questi due « Enti, perchè il cittadino è cattolico e il cattolico è « cittadino. Bisogna quindi determinare i confini tra « quelle che sono le materie miste ».

Non seulement, le perpétuel souci du Pape a été de faire un bloc indissoluble du traité et du concordat, il est allé plus loin et a solennellement déclaré que l'explication et la justification du traité se trouvaient dans le concordat. « C'est le concordat qui non seulement explique, justifie le mieux le traité, mais encore qui le recommande comme sa véritable condition d'existence et de vie. C'est précisément parce que le concordat devait avoir cette fonction, que, dès le commencement, nous avons voulu que le concordat fût une condition *sine qua non* du traité, désir pour la réalisation duquel, il faut le dire tout de suite, nous avons été noblement et abondamment secondé par l'autre partie » (discours adressé aux professeurs et aux étudiants de l'Université catholique du Sacré-Cœur de Milan, à l'audience du 13 février 1929).

De multiples raisons ont dicté l'attitude si ferme du Pape ; elles peuvent, semble-t-il, se grouper sous trois

chefs : tout d'abord, le traité n'apportait pas de bien grands avantages au Saint-Siège ; en fait du moins, sa situation antérieure n'était guère modifiée. Ensuite, la négociation d'un concordat implique pour l'Etat qui s'y prête la reconnaissance de la souveraineté spirituelle du Pape, ce qui est d'un prix inestimable pour le Saint-Siège. Enfin, le Concordat italien, s'il n'est pas le meilleur de ceux qui peuvent se faire, se range certainement, d'après PIE XI lui-même, parmi les meilleurs conclus jusqu'ici. Tels sont, semble-t-il, les motifs déterminants de la tactique et de l'attitude de PIE XI dans les négociations avec l'Italie. Il ne paraît pas sans intérêt, ni peut-être sans profit, de les mettre en lumière, et ce sera l'objet de l'étude qui va suivre.

CHAPITRE PREMIER

LA MÉDIOCRE AFFAIRE DU TRAITÉ DE LATRAN POUR LE SAINT-SIÈGE

Avec un partenaire comme M. MUSSOLINI, il était impossible pour le Vatican d'arriver à une solution heureuse de la « Question romaine ». Une solution heureuse ne pouvait, semble-t-il, être cherchée que dans deux voies : la reconstitution d'un pouvoir temporel assez fort, ou l'internationalisation de la position du Pontife. La reconstitution d'un pouvoir temporel étendu, le Vatican ne la souhaitait plus « dal modo di parlare dei « sommi Pontefici, specialmente in questi ultimi tempi « e dalle dichiarazioni del Cardinal GASPARRI, non è « già la forma prevalentemente territoriale, che si « aspetta e si vuole come soluzione della questione » (Mgr. av. Giuseppe TREZZI, *La posizione giuridica della Santa Sede nel diritto internazionale*, p. 51, Desclée et C^{ie}, Roma 1929). Dans le Sacré-Collège, le Cardinal de LAÏ continuait seul de revendiquer Rome et les environs. PIE XI s'est expliqué à diverses reprises sur ce point, spécialement dans son discours aux curés et prédicateurs de Rome : « d'aucuns trouveront peut-être trop petit le

« territoire temporel. Nous pouvons répondre, sans
 « entrer dans des détails et des précisions intempestives,
 « que c'est vraiment peu, très peu, le moins possible
 « que nous avons demandé en cette matière ; c'est déli-
 « bérément que nous l'avons fait, après avoir bien réflé-
 « chi, médité et prié. Avant tout, nous avons voulu
 « montrer que nous étions toujours le Père qui traite
 « avec ses enfants ; c'est dire notre intention de ne pas
 « rendre les choses plus compliquées, plus difficiles,
 « mais plus simples et plus faciles. En outre, nous vou-
 « lions calmer et faire disparaître toutes les alarmes...
 « nous voulions rendre tout à fait injustes, absolument
 « injustifiées, toutes les récriminations élevées ou à
 « élever au nom d'une ... nous allions dire superstition
 « d'intégrité territoriale du pays. Il nous a semblé
 « suivre ainsi une idée salubre et bienfaisante pour
 « tous, pour le présent et pour l'avenir, en créant une
 « plus grande tranquillité des choses, première et indis-
 « pensable condition pour une paix stable et pour toute
 « prospérité... En troisième lieu, nous avons voulu dé-
 « montrer d'une façon péremptoire, qu'aucune cupidité
 « terrestre ne pousse le Vicaire de Jésus-Christ, mais
 « seulement la conscience de ce qu'il n'est pas possible
 « de ne pas demander ; car une certaine souveraineté
 « territoriale est la condition reconnue universellement,
 « indispensable à toute vraie souveraineté juridic-
 « tionnelle, donc un minimum de territoire qui suffise
 « comme support de cette souveraineté ; ce qu'il faut
 « de territoire, sans lequel elle ne pourrait subsister, parce
 « qu'elle ne saurait sur quoi s'appuyer.

En somme, comme l'a parfaitement aperçu M. LE MA-
 ROIS, il faut bien reconnaître que le Pape, qui aspire à

être et à rester une personne du droit des gens, subit les exigences de ce droit. Or, c'est une sorte d'adage presque indiscuté que la souveraineté sur un territoire est le seul titre qui permette de faire figure dans le droit international. On ne peut concevoir l'idée d'un souverain sans territoire. En le perdant, il cesse d'exister et disparaît de la vie internationale. Dès lors, le Vatican est amené à revendiquer un pouvoir temporel, si infime soit-il, puisque c'est la condition *sine qua non*, d'après le droit des gens actuel, pour être un sujet de droit international (LE MAROIS, *La question romaine*, p. 89, Recueil Sirey 1923).

PIE XI ajoute même qu'il se plaît à voir le domaine matériel réduit à des limites si restreintes qu'on peut le dire et qu'on doit le considérer lui aussi comme spiritualisé par l'immense, sublime et vraiment divine spiritualité qu'il est destiné à soutenir et à servir. En outre, comme l'écrit encore M. LE MAROIS, le Vatican paraît faire sienne la parole de Sismondi « que l'administration d'un Etat sied mal à un prêtre ». PIE XI déclare en effet dans le même discours qu'on ne réfléchit peut-être pas assez à ce qu'il y a de dangereux et d'incommode — nous parlons pour aujourd'hui — à joindre au gouvernement universel de l'Eglise l'administration civile d'une population, si peu nombreuse soit-elle. La petitesse du territoire nous garantit contre tout inconvénient et danger du genre. Il y a maintenant soixante ans que le Vatican se gouverne lui-même sans complications particulières.

Quoi qu'il en soit, le fait brutal est le suivant : l'Etat du Vatican s'étend sur 44 hectares — voici les Etats les plus petits d'Europe : Principauté de Monaco,

21 kilomètres carrés de superficie, 23 mille habitants ; République de Saint-Marin, 59 kilomètres carrés, 13 mille habitants ; Principauté de Liechtenstein, 159 kilomètres carrés, 11 mille habitants ; République d'Andorre, 452 kilomètres carrés, 6.000 habitants — ce qui n'est pas de nature à rehausser la situation du Saint-Siège. Une telle royauté, réduite à elle-même, prêterait à sourire et pourrait tenter les revuistes, si le Pape n'était en même temps le chef suprême et incontesté de l'Eglise catholique. Ceci sauve cela. Il n'eût pas été possible d'obtenir beaucoup plus de M. MUSSOLINI, et PIE XI fit preuve de réalisme en s'en rendant immédiatement compte, et en se servant des sacrifices qu'il consentait à cet égard comme monnaie d'échange pour obtenir un meilleur concordat. « PIE XI, en se contentant du ter-
« ritoire exigü de la Cité Vaticane, a réduit noblement
« au minimum, à des limites strictement indispensables,
« la condition *sine qua non*, l'attribut essentiel de la
« souveraineté dont il est investi de par l'origine divine
« de son Pontificat, et qui doit reposer sur une base
« territoriale. Sa générosité a été comprise par le chef du
« Gouvernement italien. En échange de cette concession
« capitale, M. MUSSOLINI, esprit réaliste et lui aussi
« hardiment novateur, désireux de donner à son pays
« la paix religieuse dont il a besoin pour courir à de
« nouvelles et plus hautes destinées, a signé avec le
« Saint-Siège un concordat qui assure à la religion catho-
« lique en Italie la situation privilégiée de religion
« nationale » (Baron BEYENS, ancien ambassadeur
de Belgique près le Saint-Siège. Préface de *La question romaine sous Pie XI et M. Mussolini*, par E. DEVOGHEL).

Comme territoire, M. MUSSOLINI n'était pas disposé

à aller bien au-delà de ce qui existait déjà : le *statu quo* avait toutes ses préférences ; mais avec une concession d'importance juridique considérable, mais d'importance pratique quasi insensible ; c'est à savoir que le Saint-Siège n'aurait plus seulement la jouissance perpétuelle et gracieuse des Sacrés Palais, mais la propriété et la souveraineté. Il admettait une interversion de titre, mais ne voulait pas aller plus loin. Cette position du Fascisme s'affirme bien avant la conclusion des Accords de Latran, dans les discussions de la presse. Dans le *Bulletin officiel des ordres du Fascisme*, du 20 octobre 1927, l'on peut lire ceci : après cinquante-sept ans, la « Question Romaine » est revenue ces derniers temps au premier plan de la grande actualité, suscitant un intérêt vif et justifié dans l'opinion publique de l'Italie et du monde. Le débat entre l'organe du Saint-Siège, l'*Osservatore Romano*, et certains écrivains fascistes, permet d'arriver pour le moment aux conclusions suivantes : 1^o..... 2^o..... ; 3^o Il semble légitime de déduire du contexte des articles de l'*Osservatore Romano* que la question de la réelle indépendance politique et juridique n'est pas nécessairement liée à des conditions d'ordre territorial. Il est évident que pour l'Italie fasciste est et serait hors de toute discussion une restauration, même dans le format le plus réduit, du pouvoir temporel qui a cessé en 1870, avec un avantage immense, à notre avis, pour le prestige moral de l'Eglise de Rome. Cela rappelle la formule de Borghesi « di territorio ne tanto, nè poco » (*Foglio d'ordini*, 20 octobre 1927). Dans son discours du 13 mai à la Chambre des Députés, M. MUSSOLINI a remarqué que le problème à résoudre était redoutable quand on disait : « il faut une souveraineté, on ne savait pas quelles

« limites cette souveraineté devait avoir. Allait-on du
 « Pô au Garigliano? Etait-ce la Cité Léonine ? Etait-ce
 « seulement le Vatican ? C'était seulement le Vatican.
 « Eh bien ! messieurs, nous n'avons pas ressuscité le
 « pouvoir temporel des Papes, nous l'avons enterré,
 « aucun territoire nouveau ne passe à la Cité du Vatican
 « en dehors de celui qu'elle possède déjà et qu'aucune
 « force au monde, ni aucune révolution, ne lui aurait
 « enlevé. Le drapeau tricolore ne s'amène pas, parce
 « qu'il n'a jamais été hissé là ! ».

Le Duce donne aux députés d'intéressants détails sur la marche des négociations et l'attitude de PIE XI.
 « Le Saint-Siège avait demandé, non en souveraineté,
 « mais en propriété, ce territoire intermédiaire nommé
 « la Valle dell'inferno et la Villa Doria Pamphili. On
 « voulait mettre dans la Villa Doria Pamphili toutes les
 « légations et ambassades. Cela blessait ma sensibilité.
 « J'ai proposé, si le Saint-Siège tenait vraiment à cette
 « villa, qu'il y reconnût d'une façon indubitable et non
 « équivoque la souveraineté de l'Etat, en payant une
 « redevance annuelle d'une lire. C'est la redevance habi-
 « tuelle lorsqu'on veut être gentil... C'est depuis le 8 no-
 « vembre 1928 que les négociations marchent, on peut
 « le dire, vers leur accomplissement, car le Pape m'a
 « fait savoir qu'il renonce à la Villa Pamphili et à un
 « territoire intermédiaire. En effet, tandis que la cession
 « de la Villa Pamphili aurait blessé notre sensibilité
 « d'Italiens, à quelle utilité aurait-elle servi pour l'autre
 « partie ? La Cité du Vatican est grande pour ce qu'elle
 « est, pour ce qu'elle représente, non par un kilomètre
 « carré en plus ou en moins. Il faut reconnaître qu'à ce
 « point de vue, le Saint-Père est excellemment venu à

« l'encontre du désir du gouvernement italien. Je veux
 « dire plus : à la dernière minute, le 10 février, à la veille
 « de la signature des accords, lorsqu'il s'agissait de céder
 « cinq cents mètres carrés pour y placer une grille en
 « face du Saint-Office, et lorsque le Saint-Père a su que
 « cela blessait ma conscience de gardien jaloux de l'inté-
 « grité territoriale de l'Etat, qui ne peut penser qu'à
 « augmenter ce territoire et jamais à le diminuer, le
 « Saint-Père allait au delà de mes désirs, et comme il
 « aurait été un peu grotesque que la façade d'un édifice
 « fût placée à la frontière d'un Etat, renonçait à l'édi-
 « fice entier et à ses annexes, et le passait dans le nombre
 « de ceux qui jouissent de l'immunité diplomatique ».

En définitive, pour ce qui est de l'étendue, c'est le *statu quo ante*. Seul le titre d'occupation est radicalement modifié. Dans l'article précité, M. LE FUR après avoir comparé la Loi des Garanties et le Traité conclut ainsi : « Tel est donc le statut, nouveau sur beaucoup
 « de points, de l'Etat pontifical, un Etat qui ne ressem-
 « ble guère à tout autre, à coup sûr à ce point qu'on a pu,
 « non sans quelque exagération d'ailleurs, le qualifier
 « d'Etat de paradoxe » (GENTIZON, *Le Temps*, 13 juillet 1929). Non seulement, il a un territoire minuscule, mais sa population infime est de nature toute particulière, puisqu'elle ne comprend en principe que les dignitaires ecclésiastiques et les employés pontificaux résidant dans la Cité du Vatican, de sorte que s'ils perdent leurs fonctions, ou s'ils quittent la Cité, ils cessent d'être citoyens du Vatican, et alors, que deviendront-ils, s'ils ont perdu leur nationalité antérieure ? ... Chose plus anormale, presque tous les services du nouvel Etat sont gérés par un autre Etat, celui où il se trouve enclavé.

Et cela n'est pas vrai seulement des services publics d'ordre temporel, chemin de fer, services postaux et télégraphiques, téléphoniques, radiotélégraphiques et radiotéléphoniques, service des eaux, tous reliés à ceux de l'Italie ou à ceux des autres Etats par les soins de l'Italie (article 6 du traité), mais même des services qui constituent l'essentiel de la souveraineté temporelle, comme l'application des lois pénales et la mise en jugement des personnes accusées de crimes ou de délits. Aux termes de l'article 22, c'est l'Italie qui, par délégation du Saint-Siège, réprime les délits commis dans la Cité du Vatican ; voici donc un Etat qui ne réprimera pas par lui-même les atteintes les plus graves portées à l'ordre public ou à sa sécurité même ; si l'auteur du délit s'est réfugié sur le territoire italien, on procède, dit le texte, sans autre formalité contre lui d'après les règles des lois italiennes, « ce qui semble bien signifier (chose « non moins anormale) que c'est la législation italienne « et non celle du Saint-Siège qui sera appliquée pour les « délits commis par hypothèse sur le territoire pontifical. « Enfin, dans le cas inverse d'actes commis en territoire « italien, et reconnus délictueux par les lois des deux « Etats, par des personnes qui se réfugient ensuite dans « la Cité du Vatican, le Saint-Siège les remet à l'Etat « italien sans extradition ; non seulement, il n'existe « donc aucun droit d'asile pour les personnes accusées « de crimes ou de délits de droit commun, mais le texte « ne fait aucune réserve pour les crimes ou délits poli- « tiques, contrairement à la coutume générale en droit « international. Tout cela n'a lieu que du consentement « du Pape, certes ; mais ainsi, sa souveraineté temporelle ne se trouve-t-elle pas réduite à un *stadum pur* ? »

(L. LE FUR, *La liberté et la souveraineté du Saint-Siège au regard du droit international dans les Accords du Latran*, p. 217 et suiv.).

On est donc — de l'avis de tous — en présence d'un Etat bien spécial, qui n'a les attributs distinctifs des Etats — territoire, population, services organisés — que dans des limites à peine suffisantes pour dire qu'il les a, sans doute. Dans l'article 2, l'Italie reconnaît la souveraineté du Saint-Siège dans le domaine international, comme un attribut inhérent à sa nature, en conformité avec sa tradition et avec les exigences de sa mission dans le monde. Mais cela ne peut engager qu'elle. Les autres Etats peuvent avoir une conception différente, d'autant qu'il saute aux yeux que la combinaison imaginée par l'Italie et le Saint-Siège tend bien à placer le Saint-Siège sur le même plan que les Etats, dans le domaine international, mais qu'elle n'en prend les moyens que dans une mesure bien étriquée. On peut discuter, sans faire preuve d'esprit trop critique, pour savoir si, avec son organisation actuelle, le Vatican est bien un Etat, et cela constitue pour lui une infériorité indéniable. Nous n'ignorons pas que l'on a prétendu exactement le contraire. L'Etat pontifical, a-t-on dit, est d'une espèce à part ; il n'est pas dans un même plan humain que les autres Etats ; il participe de l'indépendance absolue du Souverain Pontife dans l'ordre spirituel. En sa minuscule étendue, celui-ci garde une essence supérieure à tous les Etats purement temporels, dont la fin immédiate et propre est limitée aux horizons de cette vie et dont l'autorité se mesure à cette fin (G. DESBUQUOIS, directeur de l'*Action Populaire*, « La Papauté et l'Italie », p. 4). Et l'écrivain tire de curieuses conclusions

de cette conception : selon lui, l'Etat pontifical échappe aux subordinations mutuelles qui s'imposent aux Etats temporels. Si demain, une Société des Nations évoluée obtient des Etats le sacrifice partiel de leur indépendance, l'Etat pontifical gardera son immunité, et aucune renonciation ne pourra lui être imposée... d'où l'abstention du Pape de la Société des Nations, d'où la centralisation de son territoire. A notre avis, ce sont là de singulières conceptions : en donnant à la cité du Vatican une physionomie si particulière, on risque bien de la rejeter hors du droit international, lequel a plus ou moins déterminé les attributs des Etats, et qui d'autre part est assez attaché au principe d'égalité.

Les apologistes du traité eussent été, semble-t-il, mieux inspirés en s'efforçant de montrer que désormais, du point de vue temporel, le Pape était un souverain comme un autre et qu'à ce titre déjà, sans qu'il fût nécessaire de faire appel à sa souveraineté spirituelle, il était qualifié pour faire figure dans le droit international. Plus l'on met en lumière les particularités de la Cité du Vatican, et plus on enlève de portée à l'œuvre accomplie par le Traité de Latran. Sur le plan du droit international, l'Etat pontifical eût eu fort à gagner à se rapprocher d'un Etat, au sens juridique de l'expression ; mais c'était chose impossible pour des raisons souvent développées, et dont la plus essentielle tenait à l'unité de l'Italie et à Rome, capitale. Le Gouvernement fasciste ne pouvait, *à priori*, accorder les concessions territoriales qui eussent fait du Vatican un Etat comme un autre..... Dans le *Secolo de Milan*, le Sénateur Vincenzo MORELLO écrivait en 1926 : « Il est difficile de voir en « ce moment, d'examiner les diverses propositions, ou

« mieux les divers projets : de celui de la bande de terre
 « vers la mer à celui de l'extension du terrain par l'ad-
 « jonction d'autres villas, à commencer par la Villa
 « Doria Pamphili, aux jardins du Vatican. Mais il y a
 « plutôt lieu de se demander s'il convient à la dignité
 « de l'Eglise un simulacre d'Etat... »

Une œuvre trop artificielle a de la peine à vivre : pour l'étayer, l'on eût pu songer à une garantie internationale. Et de fait, l'on y songea ; mais ici encore, le Gouvernement italien se montra intraitable. La presse fasciste voyait rouge dès qu'il était question d'une extension de territoire ou d'une garantie des puissances.

« Il faut exclure complètement l'hypothèse que, dans la
 « session actuelle de Genève, il puisse être fait une allu-
 « sion quelconque — ainsi qu'on l'a imprimé à Paris et
 « à Londres — à la prétendue « Question romaine » que
 « personne ne pensa jamais à inscrire à l'ordre du jour,
 « et qui ne trouverait à Genève ni la juridiction auto-
 « risée, ni la compétence d'un inadmissible et inaccep-
 « table tribunal international, parfaitement étranger à
 « une *question absolument intérieure* » (*Tribuna*, 3 sep-
 « tembre 1926). Dans un article du 22 décembre 1927,
 l'*Osservatore Romano* ayant dit : « La « Grande Question »
 « n'est pas uniquement nationale, mais, intéressant tous
 « les peuples et nations catholiques, c'est-à-dire, en
 « somme tout le monde civilisé, elle est proprement une
 « question universelle », le frère du Duce, Arnaldo Mus-
 SOLINI repliqua dans le *Popolo d'Italia* (23 septembre) :
 « L'Italie, dans la plénitude de sa force politique et de
 « son droit, peut discuter avec le Saint-Siège, avec bon
 « sens, avec loyauté, avec sa bonté italienne et latine,
 « sans juge et sans garanties internationales. L'Italie

« a tous les attributs nécessaires pour être juge et garant ». L'ancien Ministre GENTILE, dans le *Corriere della Sera* (30 septembre), préconisait le *statu quo*. Il ne servirait de rien que l'Italie fournit au Saint-Siège les éléments essentiels d'un Etat, à commencer par un territoire, si petit qu'il fût, puisqu'elle pourrait toujours les lui reprendre. Il ne resterait donc comme solution qu'une intervention internationale, laquelle limiterait, et, par conséquent, défendrait la souveraineté italienne.

De longue date, le Vatican attachait du prix aux garanties internationales, mais PIE XI finit par en faire fi, soit qu'à cet égard ses opinions fussent différentes de celles de son entourage, soit qu'il se résolut à faire contre mauvaise fortune bon cœur.

En juin 1919, une tentative de solution de la « Question romaine » s'élabora, à Paris, entre le Président ORLANDO et Mgr. CERETTI, depuis nonce et cardinal ; l'une des caractéristiques en est dans la nécessité d'une garantie des puissances. Voici ce que dit à ce sujet le journal de Mgr. CERETTI, publié dans *Vita e Pensiero*, numéro spécial en l'honneur du jubilé sacerdotal de PIE XI, 1929. « Il sera nécessaire de trouver un moyen
« d'avoir une reconnaissance et une garantie interna-
« tionale de l'accord. Comme il est spécifié dans l'aide-
« mémoire du Cardinal GASPARRI (que Mgr. CERETTI
« avait donné d'abord à lire au Président ORLANDO) : il
« est absolument indispensable que le territoire ponti-
« fical soit garanti par les autres nations, sans quoi
« rien ne serait fait et le Pape resterait, comme aujour-
« d'hui, à la merci du Gouvernement italien. Pour arriver
« à ce but, il y a un moyen bien simple et efficace, c'est
« de faire entrer le Pape dans la Société des Nations. Il

« en est effet connu qu'un article du Pacte de la Société
 « des Nations garantit mutuellement le territoire de
 « toutes les nations qui en font partie. Je crois, en outre,
 « savoir que le Président du Brésil, dans son audience
 « avec le Saint-Père, a pris l'initiative de dire qu'il s'ef-
 « forcerait de faire entrer le Saint-Siège dans la Société
 « des Nations. On peut être assuré que la Belgique,
 « l'Espagne, et d'autres puissances seraient favorables.
 « Certainement, répondit l'honorable ORLANDO, ce
 « serait un excellent moyen. Le Gouvernement italien,
 « la paix faite avec le Saint-Siège, demanderait lui-
 « même son entrée dans la Société des Nations, et je suis
 « certain que cette demande serait accueillie. Cependant,
 « il y a une difficulté, qui d'ailleurs ne me regarde pas,
 « mais qui regarde plutôt le Saint-Siège, et qui est celle-ci :
 « le Saint-Siège venant à faire partie de la Ligue, serait-
 « il du Conseil des grandes nations, auxquelles sont
 « dévolues les affaires les plus importantes. Et si non,
 « sa dignité serait-elle sauve ? Ne perdrait-il pas de son
 « prestige ? ».

« Il ne semble pas, répliqua Mgr. CERETTI, puisque le
 « Pape ferait partie de la Ligue, en tant que Chef d'Etat.
 « Et comme son Etat serait petit, sa dignité ne serait
 « pas compromise. Précisément, répondit l'honorable
 « ORLANDO, il est nécessaire que le Pape fasse partie
 « de la Ligue, comme Chef d'Etat, et non comme Chef
 « d'une religion. Autrement, le Calif et le Grand Rabbin
 « demanderaient aussi à faire partie de la Ligue, ce qui
 « serait absurde. Mais si le Pape était membre de la
 « Société, en tant que Chef d'un Etat, d'une étendue
 « tout à fait limitée, il me semble à moi aussi que sa
 « dignité ne serait pas compromise ». (« La soluzione della
 Questione romana », *Vita e Pensiero*, p. 401).

En 1919, le Vatican tenait donc pour nécessaire la garantie internationale des puissances, et même indiquait le moyen de l'obtenir, sans que les susceptibilités de l'Italie puissent en souffrir. Ce n'est pas tout ; au cours même des négociations avec M. MUSSOLINI, le Cardinal GASPARRI souligna à nouveau la nécessité de la garantie des puissances (24 octobre 1926). « La condition
 « que l'on veut faire au Saint-Siège doit être conforme à
 « sa dignité et à la justice. Pour cela, elle doit être telle
 « qu'elle lui garantisse pleine liberté et indépendance
 « non seulement réelle et effective, mais encore visible et
 « manifeste, avec un territoire de sa pleine et exclusive
 « propriété, tant de domaine que de juridiction comme
 « il convient à une souveraineté véritable et inviolable
 « en toute éventualité. Par ces motifs, et aussi parce
 « qu'il s'agit d'une chose qui dépasse évidemment les
 « frontières de l'Italie, il est nécessaire que la nouvelle
 « organisation politique territoriale soit reconnue par les
 « puissances. Il appartiendra au Gouvernement italien
 « d'assurer en principe cette reconnaissance, au moins
 « de la part des puissances européennes, avec lesquelles
 « le Saint-Siège et l'Italie ont des relations diploma-
 « tiques. A la convention politique, il convient de join-
 « dre une convention concordataire qui règle la légis-
 « lation ecclésiastique en Italie. Il est à peine nécessaire
 « d'ajouter que les conventions éventuelles devront
 « toujours être approuvées par les autorités politiques
 « et constitutionnelles de l'Italie, c'est-à-dire par le Roi
 « et par le Parlement ». Le Cardinal évite le mot de
 garantie : il ne parle que de reconnaissance ; mais le
 sens n'est pas douteux, il tient à étayer l'accord avec
 l'Italie et à le placer sous la sauvegarde des autres

puissances. On peut donc dire que le Vatican attachait de l'importance à la garantie des puissances. Il y renonce absolument dans les Accords de Latran. Et d'abord, il n'est plus question de son entrée dans la Société des Nations qui résoudrait automatiquement le problème ; tout au contraire, dans l'article 24 du traité, le Saint-Siège, en ce qui touche la souveraineté qui lui appartient dans le domaine international, déclare qu'il veut demeurer, et demeurera, étranger aux compétitions temporelles entre les autres Etats, et aux réunions internationales convoquées pour cet objet.

Sans doute, ce texte n'est pas absolument clair ; mais si on le rapproche, comme il se doit, des tractations entre le Président ORLANDO et Mgr. CERETTI sa signification ne peut guère faire de doute. Le Gouvernement italien n'a pas voulu que même indirectement, l'état de choses nouveau entre le Vatican et l'Italie fût sous la sauvegarde des puissances. Dans son discours à la Chambre des Députés, M. MUSSOLINI relève l'importance de l'article 24 : « mais il y a enfin une autre condition dans « le traité, sur laquelle j'attire votre attention, et qui est « celle-ci : que la Cité du Vatican se déclare, dès ce « moment, et nous y avons apposé notre signature, « étrangère à toutes les compétitions d'ordre temporel, « qui pourraient surgir entre les Etats, et à tous les « congrès organisés pour un tel but, non seulement donc « les congrès extraordinaires, mais les congrès ordinaires, « comme la Société des Nations ». Ailleurs, dans le même discours, le Duce se félicite tout spécialement de ce que « malgré certaines réserves que vous aurez notées « dans les lettres que j'ai lues, réserves initiales, la « solution est italienne, et aucune puissance n'y a eu « la parole ».

Une solution purement italienne ! Cela signifiait deux choses : tout d'abord, que les autres puissances n'avaient pas eu leur mot à dire dans la conclusion de l'accord, bien que pendant longtemps, le Vatican ait semblé désirer les y avoir comme « parties » ; ensuite que l'accord, une fois conclu, se suffirait à lui-même et serait seulement communiqué aux puissances, pour qu'elles en prennent acte, mais non pour qu'elles le garantissent.

Le Vatican céda sur ces deux points préjudiciels, qui jusque là avaient beaucoup contribué à faire échouer toutes les tentatives de conciliation, et PIE XI paraît en avoir assez facilement pris son parti. Voici comment il s'exprime dans son discours du 11 février aux curés et prédicateurs de Rome : « Lorsque, par l'intermédiaire
« de notre Cardinal, secrétaire d'Etat, nous convoquâmes
« le Corps diplomatique accrédité près le Saint-Siège,
« afin de communiquer par son intermédiaire aux puis-
« sances l'état des négociations et leur prochaine conclu-
« sion, on se demanda aussitôt si le Saint-Siège n'enten-
« dait pas par là demander une permission, un consente-
« ment, ou peut-être se procurer les garanties des puis-
« sances, en faveur du nouvel arrangement. En fait,
« c'était pour nous un devoir élémentaire de faire part,
« avant qu'elles ne prissent fin, de la marche des négocia-
« tions aux personnages qui non seulement nous accor-
« dent et nous manifestent leurs bons offices de leur
« amabilité, mais encore représentent l'amitié et les
« dispositions bienveillantes de nombreuses puissances
« accréditées par le Saint-Siège. Mais après cela, évi-
« demment, il ne pouvait être question, ni de permission,
« ni de consentement, ni de demandes de garanties.

« Tous, et dans toutes les parties du monde, à la

« suite des bruits qui s'étaient répandus sur le présent
 « événement, avaient déjà dit et répété qu'au fond,
 « arbitre des affaires du Saint-Siège, et de l'Eglise, le
 « Pape seul était qualifié pour agir ainsi, et qu'il n'a par
 « conséquent besoin ni d'approbation, ni de consente-
 « ment, ni de garantie. Il nous fait dire à notre tour que
 « ceci est très vrai, pour si précieuses et si chères que
 « nous soient les faveurs de l'amitié de tous les Etats
 « et de tous les gouvernements ».

A la lumière de ces paroles, il semble que PIE XI n'ait pas tenu à associer les puissances aux négociations : il se regarde comme seul qualifié pour apprécier ce qu'il convenait de faire. Mais il va plus loin : « En ce qui
 « concerne les garanties, où pourrions-nous les trouver,
 « sinon dans la conscience de nos justes raisons, sinon
 « dans la conscience et le sens de la justice du peuple
 « italien, sinon et plus encore dans la Divine Providence,
 « dans cette indéfectible assistance divine promise à
 « l'Eglise, et que l'on voit, agissant d'une façon toute
 « particulière en faveur du Représentant et Vicaire de
 « Dieu sur terre ? Quelles garanties peut-on par ailleurs
 « espérer, même pour un pouvoir temporel, aussi vaste
 « que celui qui figurait jadis dans la géographie poli-
 « tique d'Europe ? On a vu à son sujet ce que firent,
 « ou plutôt ne firent pas, ne voulurent pas, ou peut-être
 « ne purent pas faire les puissances, pour en empêcher
 « la chute ».

Dans le discours adressé aux membres du Corps diplomatique, le 9 mars 1929, le Pape revient sur la question des garanties. Il y en a, selon lui, qui ne sont pas désirables — ce sont les garanties juridiques — et d'autres qui le sont : ce sont les garanties morales.

« La garantie juridique est celle que l'ancien et solen-
 « nel langage du droit traduit par défense, tutelle —
 « defensio, tutela — contre l'ennemi ? Mais nous ne
 « sommes l'ennemi de personne, et nous ne croyons pas
 « avoir d'autre ennemi que les ennemis de la vérité et
 « du bien. Défense contre l'insolvable ? Mais nous avons
 « cru et croyons à la loyauté et à la persévérante bonne
 « volonté de ceux qui se sont montrés prêts et désireux
 « de traiter. Sinon défense, tutelle ? Mais encore moins
 « pourrions-nous l'accepter ; c'est l'apôtre Saint-Paul
 « qui dit que même le riche héritier *nihil differt a servo...*
 « *quandiu sub tutoribus est...* Et soit défense, soit tutelle,
 « comment pourrions-nous imposer à d'autres de tels
 « soucis et de telles responsabilités ? ».

On est un peu surpris de voir le Pape abandonner les garanties internationales. On trouve d'autres développements dans des écrivains italiens qui touchent de près le Vatican « Du fait des garanties internationales », écrit Mgr. Giuseppe TREZZI, « certaines difficultés et « certains défauts seraient éliminés. L'Italie ne serait « pas diminuée dans sa dignité, ne serait pas sous le « contrôle, ne serait pas exposée aux périls d'interven- « tion pour des raisons d'ordre interne, mais seulement « pour la violation des dispositions du Pacte. Le Saint- « Siège aurait indubitablement une meilleure garantie « de liberté et d'indépendance, mais la question juri- « dique serait étudiée, non résolue. Le territoire italien, « sous la Loi des Garanties, serait internationalisé. Le « Pape serait sous le contrôle international. Il ne serait « pas le sujet d'un Etat, mais de tous, c'est-à-dire qu'il « ne serait pas souverain ... » (Mgr. Giuseppe TREZZI, *La posizione giuridica della Santa Sede nel diritto interna-*

zionale, p. 62 et 63, Desclé et C^{ie}, Roma, 1929). Peut-être pourrait-on objecter que la tutelle de tous les Etats serait moins dangereuse que celle d'un seul, et peut-être aussi assez efficace. Mais, en cette matière, PIE XI, qui d'habitude se vante d'un certain optimisme, est pessimiste à outrance. Quoiqu'il en soit, l'attitude du Vatican est ici, en 1929, toute différente de ce qu'elle était en 1919. Quelqu'étonnante que soit la chose, PIE XI met son appui dans la puissance de l'opinion publique, et peut-être a-t-il raison. C'est une grande force aujourd'hui, la plus grande peut-être qu'il y ait. « Mais si on
« ne peut parler de garanties juridiques, poursuit le
« Pape, on peut bien parler de garanties morales. Telle
« est — et magnifique dans son genre — la garantie (on
« peut bien l'appeler aussi garantie diplomatique) que
« vous, chers Messieurs, représentez, que vous formez et
« que votre éloquent interprète a si opportunément
« rappelée, si lumineusement mise en relief, dans toute
« la portée et toute la force de sa signification. Il y en a
« une autre qui continue, depuis le 11 février, à remplir
« les pays et le monde entier. C'est ce grand, incompara-
« ble et peut-être jusqu'ici jamais vérifié, plébiscite,
« non seulement d'Italie, mais de toutes les parties du
« monde. Il n'y a dans ce mot aucune exagération ; nous
« venons de recevoir lettres et dépêches, non seulement
« de toutes les villes et de bien des villages de tous les
« pays d'Europe, mais aussi des deux Amériques, des
« Indes, de la Chine, du Japon, de l'Australie, de la
« Nouvelle Zélande, du nord, du centre et du sud de
« l'Afrique, de l'Alaska, du Mackensie, de l'Hudson,
« comme s'il s'agissait d'un événement local... un vrai
« plébiscite, non seulement national, mais mondial...

« Voilà la garantie la plus importante qu'on puisse
« penser et imaginer..... ».

L'opinion publique que le Pape a le plus besoin d'avoir avec lui, c'est évidemment celle de l'Italie, puisque son Etat n'est qu'un atome en plein territoire italien. Mais le moyen ? essentiellement, c'est d'avoir un bon concordat. Ainsi l'Italie sera rendue à Dieu... et par là-même toute dévouée à son représentant.

Rechristianiser profondément l'Italie, c'est le devoir le plus élémentaire, mais aussi l'intérêt le plus vital du Saint-Siège. Et c'est là, croyons-nous, l'une des raisons profondes pour lesquelles PIE XI a toujours exigé que le traité et le concordat marchent de front. Le second est destiné à compenser ce que le premier peut avoir d'insuffisant et même de vain, même sur le plan humain. La vision de PIE XI nous semble d'une grande justesse. Si la religion catholique règne vraiment sur les intelligences et les cœurs en Italie, la situation du Pontife ne peut guère être menacée. On ne voit pas une puissance étrangère violant le territoire italien pour aller châtier le Pape ; mais ce que l'on voit très bien, et ce qui s'est déjà vu, c'est que l'hostilité de l'Italie vis-à-vis du Saint-Siège rende sa position difficile et quasi intenable.

* * *

Le souci du Pape doit donc être de concilier les esprits et les cœurs en Italie. PIE XI l'a compris et c'est pourquoi, d'une part, il a été si libéral quant à la question du territoire et des garanties internationales, mais si impérieux sur la nécessité d'adjoindre au traité un excellent concordat, cet aspect de la question n'a pas échappé à M. LE FUR : « Il y a bien, dit-il, dans les Accords de

« Latran une garantie pour le Saint-Siège, mais d'un
 « tout autre ordre, une garantie morale résultant du
 « lien entre le Traité de Latran et le Concordat. Désor-
 « mais, la Cité du Vatican, puisque ce terme a remplacé
 « celui de Cité Léonine usité en 1870 (La Cité Léonine
 « était bien plus étendue), au lieu d'être étroitement
 « entourée de toutes parts par un Etat souvent hostile,
 « avec lequel, en tout cas, toutes relations officielles
 « étaient rompues, l'est par un Etat, avec lequel elle a
 « conclu une paix complète, manifestée dans leurs rap-
 « ports communs par l'adoption d'un concordat tel que
 « l'Eglise catholique n'en avait jamais encore obtenu
 « d'aussi favorable. On l'a dit avec raison, si le territoire
 « du Saint-Siège est désormais minuscule, en revanche,
 « on peut le considérer comme entouré d'un immense
 « territoire, Rome et l'Italie même, sur lequel il possède
 « certains droits ».

« D'après l'article 1^{er}, § 2, du Concordat « En considé-
 « ration du caractère sacré de la Ville Eternelle, siège
 « épiscopal du Souverain Pontife, centre du monde catho-
 « lique et but de pèlerinage, le Gouvernement italien
 « aura soin d'empêcher à Rome tout ce qui pourrait être
 « contraire à ce caractère ».

Et l'article 21, § 3, du Traité de Latran contient, pour
 le cas de vacance du Saint-Siège, une disposition ana-
 logue. « L'Italie veillera, en outre, à ce que sur son terri-
 « toire, aux alentours de la Cité du Vatican, ne soient
 « pas commis d'actes qui puissent troubler d'une manière
 « quelconque les réunions du Conclave. Le distingué
 « Professeur constate qu'il y a une interpénétration
 « remarquable des deux actes et que même certains
 « articles du traité seraient mieux à leur place dans le

« Concordat, et réciproquement » (LE FUR, *La liberté et la souveraineté du Saint-Siège, dans les Accords du Latran*, p. 222). Toutes ces observations sont exactes ; mais la pensée du Pape va, semble-t-il, bien plus loin ; c'est le Concordat qui doit devenir la meilleure garantie de sa liberté et de son indépendance, parce qu'il doit, peu à peu, rendre l'Italie à Dieu. Dans son discours au corps diplomatique, le Pape dit que certaines voix l'ont particulièrement ému ; une autre voix touchante est celle de ceux qui, surtout l'Italie, nous ont fait dire : « Voilà que nous recommençons à faire nos Pâques ».

Certes, l'Italie est un pays catholique et n'a pas attendu, pour l'être, le Concordat ; mais c'est un catholicisme un peu de surface souvent et qui n'a pas d'influence profonde sur la conduite journalière de chacun. Comme le disait avec humour le Président ORLANDO, dans ses pourparlers avec Mgr. CERETTI, l'Italien est italien parce qu'il parle la langue italienne ; même quand il la parle mal, il reste Italien ; de la même manière qu'il est Italien, il est catholique ; il est peut-être catholique, comme il parle italien, plus ou moins bien, mais il est catholique. C'est un point de départ pour qu'un bon concordat puisse mettre un pays à la disposition du Saint-Siège. Ici, M. DESBUQUOIS, directeur de l'*Action Catholique*, paraît avoir vu juste ; le Concordat donne au Traité de Latran, qui a résolu la « Question romaine », une consistance, une vigueur, incomparables. Il l'enveloppe dans la sphère italienne, où le traité encore neuf est déposé, d'une ambiance chaude, cordiale, toute de confiance mutuelle, propre à la mise en œuvre des dispositions écrites, propre à la vie du traité d'hier (DESBUQUOIS, *La Papauté et l'Italie*, éditions Spes, 1929).

Sans doute, l'atmosphère des jours de la signature des actes de Latran s'est vite embrumée, en raison précisément du Concordat. Mais il reste probable qu'avec le temps, le Concordat réalisera les espérances que PIE XI a mises en lui. En tout cas, la Papauté était dans l'alternative suivante : demeurer dans le *statu quo*, ce qui, pour certains, n'était pas sans avantages, même pour elle, car le dissentiment officiel entre le Vatican et le Quirinal rendait évident, pour les autres pays, l'indépendance du suprême Pontificat. Ruggero BORGHI écrivait en 1887 : « Il y a beaucoup de gens en Italie que le seul mot de « conciliation met sans dessus dessous. Ils croient que « les rapports naturels entre le Vatican et le Saint-Siège, « c'est la guerre ». Dans une forme atténuée c'était l'opinion du Ministre LUZZATTI. « Dans les sphères « vaticanes, l'on ne méconnaissait pas que cette thèse « contenait une part de vérité ; mais on ne pouvait « admettre que ce fut là une solution convenable, que « l'actuel état d'opposition et de lutte entre le Saint-
« Siège, et le Gouvernement italien », écrivait il y a quelques années (1919) Mgr. TREZZI, « soit certainement « aujourd'hui un moyen efficace pour conserver l'indé-
« pendance du Saint-Siège vis-à-vis de l'Etat italien, « pour l'empêcher de devenir national, c'est-à-dire « italien, pour dissiper les soupçons des autres Etats et « de leurs sujets catholiques, nul ne peut le nier. Mais « il ne se peut admettre que ce soit là une solution, et « encore moins une solution convenable et suffisante » (Giuseppe TREZZI, *La posizione giuridica della Santa Sede*, p. 43).

D'ailleurs, les nombreuses tentatives d'accord faites sur les divers pontificats sont une preuve évidente

que le Saint-Siège souhaitait une entente et se tenait prêt à saisir l'occasion favorable. L'avènement du Fascisme par certains côtés paraissait propice ; il s'agissait d'un gouvernement fort, qui était maître de l'opinion publique. Tout pour le peuple, mais rien par le peuple, voilà ce que semblait être sa formule. Il n'avait pas à craindre d'opposition parlementaire. Ses ennemis étaient ceux de l'Eglise, en qui il appréciait une force morale éminente et bienfaisante ; domestiquer cette force, voilà ce qu'il eut fallu pour assurer l'avenir. L'entreprise sans doute serait difficile, mais du moins pourrait-on assez aisément s'assurer la bienveillance et les bons offices de la Papauté. Mais, d'autre part, le Fascisme constitue une exaltation à outrance de l'Italie ; c'est un nationalisme exacerbé ; il n'était pas possible de lui demander une cession de territoire, si petite fut-elle, et il n'était pas possible de paraître douter de sa loyauté en demandant la garantie des puissances pour l'accord qui serait élaboré. PIE XI a eu le mérite de bien connaître son partenaire et de se rendre un compte exact de ce qui était possible. Il a fait un assez médiocre traité, mais un excellent concordat. Ainsi, encore, il est resté dans la logique profonde de l'institution dont il est le Chef suprême. Le pouvoir temporel n'a jamais été regardé comme une nécessité dogmatique, tandis que la christianisation des peuples, c'est le but même de l'Eglise. Il était donc rationnel que le Pape fît des sacrifices sur le traité, s'ils étaient compensés dans le Concordat, d'autant que, comme nous l'avons vu, la véritable garantie du traité se trouvait dans le Concordat et les effets qu'il devait produire à Rome et en Italie.

Il faut ajouter que les concordats sont « les enfants

chérés » de la Papauté et c'est un point que nous voudrions maintenant mettre en lumière. Comme l'écrit le Comte della Torre, « ils impliquent la reconnaissance de l'Eglise comme société religieuse distincte de la société civile, comme société souveraine, avec laquelle l'Etat traite d'égal à égal, reconnaissance qui est d'ailleurs réciproque » (POSTILLE, Libreria editrice Fiorentina, p. 156).

CHAPITRE II

DE LA PRÉDILECTION DU SAINT-SIÈGE POUR LES CONCORDATS

En France, une loi du 9 décembre 1905 a substitué un régime de séparation au régime concordataire qui existait depuis 1801 « Trop heureux de réaliser cette réforme « depuis si longtemps annoncée, les partis avancés », écrit le doyen Berthélemy, « vont se prêter à toutes les transactions, accepter tous les adoucissements que les « modérés demanderont ». De ces délibérations va sortir « un texte admirablement libéral... »

« La loi du 9 décembre 1905 débarrasse-t-elle l'Etat « de l'administration temporelle des cultes. Elle allège « les budgets publics des frais des différents cultes. « Qu'est cela en comparaison de l'indépendance complète qu'elle accorde à l'Eglise ? L'effet capital de la loi de « 1905, constituant un événement sans exemple dans « le monde et sans précédent dans l'histoire, c'est la « soumission sans réserve du clergé de France au Chef « de l'Eglise romaine. Les évêques français ne tiennent « leur autorité que du Pape ; les curés ne tiennent leurs « pouvoirs que des évêques ; il dépend du Pape et des « évêques qu'en tel ou tel lieu de France, le culte catho-

« lique soit ou ne soit pas célébré ; il dépend du Pape et
 « des évêques que l'influence morale, sociale, politique,
 « aussi bien que religieuse des curés s'exerce en tel sens,
 « puisque les curés sont désormais à la discrétion des
 « évêques, comme les évêques à la discrétion du Pape ;
 « les rois de France n'ont jamais accepté qu'une telle
 « puissance morale pût se dresser à côté de leur souve-
 « raineté. Les Papes n'ont jamais demandé tant de
 « pouvoir et le maximum de leurs prétentions consistait
 « en un partage d'autorité avec les chefs politiques.
 « Leurs efforts ont tendu sans cesse à ce qu'aucun
 « évêque ne pût être nommé sans leur intervention ; mais
 « ils n'ont jamais réclamé pour eux le libre choix des
 « évêques, sans l'assentiment des rois » (H. BERTHÉ-
 LEMY, *Traité élémentaire de droit administratif*, 11^e édi-
 tion 1926, p. 291 et suiv.).

Et cependant cette loi, qui pour la première fois offre au Pape plus qu'il ne réclame, dont les règles sont simples et infiniment raisonnables, et ne blessent pas la foi catholique, cette loi a été repoussée par le Saint-Siège. Pour quel motif ? Parce qu'elle avait été faite par le Gouvernement français et le parlement, seuls, sans le concours du Pape. Quelque modérées et conciliantes que puissent être les dispositions prises par le législateur français et par l'administration civile, ces dispositions d'après M. BERTHÉLEMY, sont viciées dans leur essence. Elles constituent des empiètements sur la souveraineté du Pape, exactement comme des dispositions que voudrait prendre le Pape sur l'exercice extérieur du culte, les processions par exemple ou la sonnerie des cloches constitueraient des empiètements inadmissibles sur la souveraineté de l'Etat français.

Lorsque deux personnes sont obligées par d'inévitables circonstances à cohabiter dans la même demeure, il est indispensable que leurs droits respectifs soient fixés par un contrat loyalement observé, ou qu'elles soient également disposées à se faire des concessions ... Ce qu'il faut retenir, c'est ceci : la loi de 1905 si favorable qu'elle fût pour l'Eglise, a été repoussée par le Pape, parce qu'elle n'avait pas été négociée avec lui.

Et la preuve, c'est que, les relations diplomatiques ayant été rétablies entre la République et le Saint-Siège, l'encyclique *Maximum* du 18 janvier 1924, accepta, sauf des modifications de détail, l'organisation cultuelle de la loi de 1905. Le pourquoi du rejet de la loi de 1905 par PIE X réside tout entier dans le fait qu'elle avait été élaborée sans son concours. Le Pape, comme l'observe encore M. BERTHÉLEMY, n'y prohibe pas d'ailleurs les seules associations cultuelles, mais toute autre forme d'association, et tant qu'il ne contestera pas d'une façon certaine et légale que la divine constitution de l'Eglise, les droits immuables du Pontife romain en ses évêques, comme leur autorité sur les biens nécessaires à l'Eglise, particulièrement sur les édifices sacrés, seront irrévocablement, dans les dites associations, en pleine sécurité (*Revue du Culte catholique*, p. 229, 1906), pour qu'il « constate, dit M. BERTHÉLEMY, que l'autorité du Pape « sera irrévocablement réservée, que faut-il donc ? « Il faut évidemment qu'aucune mesure ne soit prise « concernant l'administration religieuse qu'avec son « consentement ou sa tolérance. En résumé, la loi de « 1905 a été rejetée par PIE XI parce qu'elle avait été « faite sans lui et même contre lui ; elle a été acceptée « par PIE XI parce que le Gouvernement français,

« grâce au rétablissement de l'ambassade, l'a officiellement soumise à son jugement. Le Saint-Siège n'admet pas que le régime des cultes soit organisé dans un pays sans son concours ou son assentiment ».

On va en avoir une preuve nouvelle en Italie. Il y avait dans ce pays, au dire même du Pape, « un fatras de lois, toutes contraires, directement ou indirectement, aux droits et aux prérogatives de l'Eglise, des personnes et des choses de l'Eglise. Il s'agissait d'un fouillis de choses, d'une masse vraiment si considérable, si compliquée, si difficile, qu'elle pouvait parfois littéralement donner le vertige » (discours adressé aux professeurs et aux étudiants de l'Université catholique du Sacré-Cœur de Milan à l'audience du 13 février 1929). Or, le 12 février 1925, M. Rocco, ministre de la Justice, dans le cabinet Mussolini, avait institué une commission pour étudier la réforme de la législation ecclésiastique en Italie. Cette commission comprenait des ecclésiastiques et des laïcs : un président de section du Conseil d'Etat, un président de section de la Cour de cassation, le directeur général des affaires du Culte, deux conseillers d'Etat, un professeur de l'Université de Paris et un professeur de l'Université de Palerme, trois prélats, appartenant aux chapitres des trois grandes basiliques romaines, Mgr. TALAMO, Mgr. CAPITANI et Mgr. CISTERNA. La commission se mit activement à l'œuvre et le 31 décembre 1925, M. Mettei GENTILI, sous-secrétaire d'Etat à la Justice, adressait au Ministre, M. Rocco, un rapport accompagné d'avant-projets de lois. Ces avant-projets marquaient un progrès considérable sur la législation en vigueur ; ils reconnaissaient la personnalité juridique aux églises ouvertes au

culte public et aussi aux maisons religieuses appartenant aux ordres et congrégations approuvés par le Pape ; ils supprimaient l'Exequatur que devaient jusque-là obtenir les évêques avant d'entrer en possession de leurs sièges et le remplaçaient par le *nihil obstat* préalable du Gouvernement italien ; ils supprimaient le *placet* pour les bénéfices mineurs, le droit de Régale, etc. Ils instituaient une Caisse de prévoyance et de secours pour le clergé. Il semblait, à première vue, que le Vatican eût dû être satisfait et reconnaissant, et c'est ce qu'escomptait le Fascisme, mais l'organe du Vatican, l'*Osservatore Romano*, tout en constatant que la réforme projetée contenait des améliorations importantes à la législation, qu'un libéralisme anticlérical régnant depuis plus d'un demi-siècle avait imposée à l'Eglise, fit d'expresses réserves, parce que le concours du Pape n'était pas réclamé.

Bien plus, PIE XI adressa à son secrétaire d'Etat, Cardinal GASPARRI, la lettre suivante « On a annoncé
« que les propositions formulées par la commission minis-
« térielle touchant la législation ecclésiastique en Italie,
« vont être traduites en projet de lois formels par le
« Ministre de la Justice et ensuite présentées au Parlement.
« Il s'agit, comme vous le savez, de cette réforme de
« la législation ecclésiastique dont on a traité à plusieurs
« reprises publiquement dans la presse, du fait que des
« experts ecclésiastiques furent invités à faire partie
« de la commission constituée pour l'étude et la prépa-
« ration de la dite réforme ; on a voulu conclure et faire
« croire que la réforme elle-même fut étudiée et préparée
« d'accord avec le Saint-Siège et avec l'autorité ecclésiast-
« tique suprême ; mais il a déjà été démontré plus d'une

« fois clairement que cette argumentation était boî-
 « teuse et que l'accord n'existait pas, les experts ecclé-
 « siastiques auxquels on a fait allusion n'ayant reçu
 « aucun mandat ; que si leurs supérieurs leur ont donné
 « l'autorisation de répondre à l'invitation qui leur était
 « adressée, ils ont bien fait, car on ne savait pas ce que
 « l'on pensait exactement à faire, ni de quelles prémisses
 « on voulait partir, ni à quels résultats on voulait arriver.
 « Maintenant que l'on veut traduire en lois ces propo-
 « sitions, que donc par la force des choses on veut légi-
 « férer sur des matières et des personnes qui sont sou-
 « mises, au moins en ordre principal, au pouvoir sacré
 « qui nous a été confié par Dieu, le devoir du ministère
 « apostolique, dont nous répondons devant Dieu même
 « et devant Dieu seul, nous impose de dire et de déclarer
 « que sur de telles matières et de telles personnes, nous
 « ne pouvons reconnaître à d'autres, ni droits, ni pouvoir
 « de légiférer, sans au préalable les négociations conve-
 « nables et très justes accords avec ce Saint-Siège et
 « avec nous.

« Et certainement, personne ne se laissera facilement
 « aller à penser que sans de telles négociations et de tels
 « accords avec le Souverain Pontife romain, des hommes
 « catholiques, dans cette Rome même, aient prétendu
 « donner un nouveau statut légal à l'Eglise catholique
 « en Italie ; puisque c'est de cela qu'il s'agit mainte-
 « nant, et non plus seulement de l'une ou l'autre mesure
 « comme celles qui tendaient à restituer à l'école d'un
 « peuple catholique, l'enseignement religieux ; au clergé
 « et aux Eglises, quelque partie de ce qui leur avait été
 « jadis pris injustement » (*Osservatore Romano*, 27 fé-
 vrier 1926).

Voilà deux faits vraiment significatifs : en France, la loi de 1905 donne à l'Eglise un statut extrêmement favorable ; le Pape l'a frappé de *veto*, parce qu'elle a été élaborée par les seuls pouvoirs publics, sans sa collaboration. En Italie, le Gouvernement fasciste nomme une commission mixte de laïcs et de clercs pour amender le statut de l'Eglise : elle l'amende de façon considérable de l'aveu même du Pape et au moment où son œuvre est sur le point de se traduire en lois, le Saint-Siège met encore son *veto*.

De prime abord, cela paraît étrange et même choquant ; mais le Saint-Siège a des raisons profondes de se comporter ainsi ; il s'agit pour lui de ne pas perdre le bénéfice d'une politique qu'il a poursuivie pendant des siècles et qui a fini par centraliser exclusivement dans ses mains la représentation et le Gouvernement de toutes les Eglises nationales. On peut noter que M. MUSOLINI n'est pas plus que le Pape favorable aux Eglises nationales : « Je suis très inquiet quand je vois se former
« des Eglises nationales alors que je pense qu'il y a des
« millions et des millions d'hommes qui ne regardent
« plus vers l'Italie et vers Rome » (discours à la Chambre des Députés du 21 juin 1921). « Si quelqu'un dit », déclare le Concile du Vatican : « le Pontife romain n'a qu'un office
« d'inspection et de direction, et non un pouvoir suprême
« de juridiction sur toute l'Eglise, non seulement dans
« les choses qui concernent la foi et les mœurs, mais
« aussi dans celles qui appartiennent à la discipline
« et au Gouvernement de l'Eglise, répandue dans tout
« l'univers, ou qu'il a seulement la principale portion
« et non toute la plénitude de ce pouvoir, ou que le
« pouvoir qui lui appartient n'est pas ordinaire et im-

« médiat, soit sur toutes les Eglises et sur chacune
 « d'elles, soit sur tous les pasteurs et sur tous les fidèles
 « et sur chacun d'eux, qu'il soit anathème ». C'est donc
 en 1870 seulement que le triomphe de la Papauté s'est
 affirmé dans toute sa plénitude.

Après combien de luttes ! Et grâce à quelle suite dans la ligne de conduite du Saint-Siège, comme l'observe Emile OLLIVIER. On retrouve dans l'Eglise les diverses écoles aux prises dans l'Etat ; l'Eglise aussi a (ou du moins a eu) ses démocrates, ses oligarques et ses absolutistes ... Parmi les démocrates, les uns veulent que les laïques soient associés dans une certaine mesure aux prêtres, aux évêques et au Pape dans l'administration des sacrements, la définition de la foi et le Gouvernement de la société spirituelle ; c'est le laïcisme ... d'autres ne poussent pas la démocratie jusqu'aux laïques ; ils ne l'étendent qu'aux prêtres ; c'est le presbytérianisme... Les oligarques écartent les prêtres, et divisent le Gouvernement de l'Eglise entre les évêques et le Pape, c'est le Gallicanisme...

Au Concile de Trente, on put croire que le Pape allait l'emporter, grâce à l'adresse de Marcel CRESCENTIO qui, après avoir été un remarquable juriste, était devenu cardinal puis légat de JULES III, pendant la deuxième période du Concile, sans prévenir, ni consulter aucun des théologiens, dans une série d'articles sur le sacrement de l'Ordre, dont l'objet apparent était de déclarer les évêques de droit divin supérieurs aux prêtres, il avait adroitement glissé une proposition qui reconnaissait dans le Pape une supériorité également du droit divin sur les évêques, ce qui consacrait le pouvoir suprême de la Papauté — *ita visibilis Christi ecclesia summum ipsius*

vicarium pro unico et supremo capite intearis habet...

Les Français que la brouille de leur roi tenait éloignés n'étaient pas en situation de contredire, mais il y avait auprès du Duc François de TOLÈDE, ambassadeur d'Espagne, un jurisconsulte espagnol fort délié et très versé dans les matières ecclésiastiques, qu'on nommait VARGAR ; il découvrit le projet et le signala avec vivacité et insistance.

Pour diverses raisons, l'affaire n'eut pas de suite ; mais l'historien du Concile estime que les trois quarts de ses membres croyaient déjà que le Pape était le suprême dépositaire de l'autorité dans l'Eglise. En tout cas, les progrès de la Papauté ne s'arrêtèrent plus, grâce surtout à la Société de Jésus, tandis que les évêques fléchissaient, écrit encore Emile OLLIVIER, que la royauté s'endormait ou variait, la Cour de Rome restait immobile « comme l'axe sur lequel tourne le monde, sans que « lui-même éprouve aucun ébranlement ; sa conduite « était toujours suivie et par cette suite perpétuelle, « elle s'avavançait sans relâche » (Emile OLLIVIER, *L'Eglise et l'Etat au Concile du Vatican*, *passim*).

Dans une monographie assez fouillée, M. ROUSSEL a montré sur le vif les procédés grâce auxquels le Saint-Siège a, si l'on peut dire, domestiqué les Eglises nationales, dans le cours des XIII^e et XIV^e siècles. Les papes travaillèrent avec un remarquable esprit de suite à centraliser entre leurs mains le Gouvernement des Eglises. Une de leurs préoccupations fut de développer à leur profit le droit de confirmation. Le premier pas dans cette voie fut accompli par le Concile de Latran de 1215. La nomination des évêques se faisait alors par voie d'élection. Le Concile prit d'abord une mesure générale

prescrivant à tous les élus de faire confirmer leur élection par les ayants droit et donc aux évêques de faire confirmer par leurs métropolitains qui furent investis du droit de procéder à une enquête sur les conditions de l'élection et de la moralité de l'élu. Ceci fait, le Concile poursuit en ces termes (*Mansi*, XXII, 982, n° 26) : « Ceux
 « qui relèvent immédiatement du Pontife romain se
 « présenteront devant lui en personne, s'ils le peuvent
 « commodément, pour recevoir confirmation de leur
 « dignité. Sinon, ils enverront des représentants dont
 « les renseignements permettront de faire l'enquête, à
 « la suite de laquelle ils pourront exercer leurs fonctions.
 « En attendant, ceux qui sont éloignés, c'est-à-dire
 « qui demeurent au-delà de l'Italie, pourront, si leur
 « élection s'est faite en paix, exercer par dispense l'admi-
 « nistration tant spirituelle que temporelle de leurs
 « Eglises ». Ceux qui sont visés ici ce sont les métropo-
 litains qui n'ayant personne au-dessus d'eux dans les diocèses, relèvent immédiatement du Saint-Siège. Jamais pareil règlement n'avait été promulgué. C'est donc au Concile de Latran de 1215 que remonte le droit des papes à la confirmation des métropolitains. La constitution de 1215 fut renouvelée par GRÉGOIRE au second Concile de Lyon (*texti decret*, lib. I, tit. VI, cap. 6) 1274 ; puis par le Pape NICOLAS III dans la bulle *cupientes* (*texti decret*, liber. I, cap. XVI, tit. 6). D'après le décret de NICOLAS, l'élu devait se mettre en marche vers Rome dans le mois qui suivait son acceptation.

En même temps que Rome travaillait à se rendre indirectement maîtresse des élections métropolitaines, elle poursuivait un autre but ; elle visait à réduire progressivement à son profit le nombre des élections épis-

copales, en se réservant de pourvoir à certains évêchés. Au Concile de Latran de 1179, il n'y a encore rien de commencé dans cet ordre d'idées. On y voit un décret qui ordonne aux métropolitains de substituer leur action à celle des chapitres en cas de négligence de ces derniers, et c'est tout (*Mansi*, XXII, 234, can. 8). Le Concile de Latran de 1215 se borne lui aussi à attribuer aux métropolitains les nominations épiscopales négligées par les chapitres compétents (*Mansi*, XXII, 982, n° 23). Mais en 1266, CLÉMENT IV rendit l'arrêté qui suit « Bien que
 « le Pontife romain ait, comme on le sait, la disposition
 « entière des Eglises, des dignités et autres bénéfices
 « ecclésiastiques, au point qu'il peut, non seulement les
 « conférer quand ils sont vacants, mais donner aussi un
 « droit sur ceux qui ne le sont pas encore, cependant
 « une coutume antique a réservé d'une manière spé-
 « ciale aux pontifes romains la collation des bénéfices
 « vacants en Cour de Rome (dont les titulaires meurent à
 « Rome). Nous donc, jugeant cette coutume louche
 « et voulant, non seulement l'approuver, mais encore la
 « rendre inviolable, nous statuons que personne autre
 « que le Pontife romain ne pourra désormais conférer
 « les Eglises, dignités et autres bénéfices qui viendront
 « à vaquer à Rome » (*texti decret*, lib. III, tit. IV, cap. 2).

Notons ce décret. Il revendique pour le Pape le droit, qu'il consent néanmoins à ne pas exercer, de nommer tous les évêques et il lui réserve la collation de toute une classe d'évêchés, exactement de tous ceux dont les titulaires mourront près du siège apostolique. Sans doute cela se faisait depuis un certain temps ; mais cela pouvait paraître une usurpation. Grâce à la décrétale de CLÉMENT IV, ces faits ont pénétré dans le domaine du droit.

Désormais, les papes considéreront la collation des évêchés, comme la propriété du Saint-Siège.

La Constitution de CLÉMENT IV ne laissa pas de jeter l'émoi dans le monde des bénéficiers. Pour calmer les esprits, GRÉGOIRE crut devoir en atténuer légèrement la portée et il restreignit à un mois le droit du Saint-Siège (*texti decret*, lib. III, tit. IV, cap. 3) (1274), mais vingt ans plus tard (1294) BONIFACE VIII effaça cette restriction et rendit à la décrétale de CLÉMENT VI toute sa portée (*Extrav. comm.*, lib. III, cap. 1). Puis vinrent les décrétales *Execrabilis* (JEAN XXII, 1318) et *Ad Regimen* (BENOIT XII, 1335) qui créèrent de nouvelles classes de bénéfices réservés au Pape.

La gravité de ces textes ne saurait échapper à personne. Toutes les mesures qu'ils sanctionnent sont de décisives victoires du Saint-Siège dans sa lutte pour la suprématie. Si les évêques ne sont plus élus, s'ils sont nommés par le Pape, quelle indépendance pourraient-ils avoir vis-à-vis de lui ? (J. ROUSSEL, *Les concordats en droit canonique*, p. 52).

L'histoire des concordats n'est pas moins démonstrative que celle de la nomination des évêques, de la mainmise sans cesse croissante de la Papauté sur les Eglises particulières. Autrefois, des conventions se négociaient souvent entre les princes et le clergé du pays ; aujourd'hui, en fait tout au moins, et même peut-être en droit, ils sont de la compétence exclusive du Pape. Voici, sur ce sujet, un page caractéristique de Mgr. GROBBIO, récemment encore professeur de droit public ecclésiastique au Séminaire romain « quelles sont les personnes « qui peuvent conclure ses concordats ? De la part de « l'Eglise, ce sont les évêques et le Pontife romain »

« da parte della Chiesa, tali persone sono i vescovi ed il « romano pontifice ». Les évêques, comme princes ecclésiastiques, peuvent faire des conventions avec le pouvoir civil dans les limites de leur juridiction. De fait, au moyen âge, des évêques contractèrent des conventions spéciales sur des matières ecclésiastiques avec divers Gouvernements ; il suffit de rappeler le concordat conclu en 1288 entre les évêques du Portugal et le roi DENYS, lequel concordat fut confirmé plus tard par NICOLAS IV « basti ricordare il concordato conchiuso nel 1288 per i vescovi del Portogallo ed il rè Dionigi, confermato poscia dal Pontefice NICOLAS IV ». Mais, dans les circonstances actuelles, les concordats ou bien dérogent au droit commun ou bien traitent de questions que nous appellerions causes majeures, d'où il suit que seul le Pontife romain concerne exclusivement le droit de conclure de telles conventions avec les gouvernements « onde solo il romano pontifice conserve esclusivamente « il diritto di conchiudere tali convenzioni coi governi ». (Mgr. GIOBBIO, I *Concordati*, p. 10-11, Roma, 1900).

*
* *

On a déjà observé que PIE XI avait une dilection toute particulière pour les concordats. Ils mettent en évidence la reconnaissance de sa suprématie dans le Gouvernement de l'Eglise, suprématie si longtemps et si âprement contestée par les Etats, et en particulier par la France et les légistes. C'est tout le Gallicanisme, dont au dire d'ESMEIN, les principes essentiels peuvent se ramener à trois : 1^o la puissance temporelle était considérée en France comme complètement distincte et abso-

lument indépendante de la puissance spirituelle ; 2^o pour la discipline côté temporel, le Pape n'avait pas une autorité absolue sur le clergé de France ; son autorité subissait au contraire deux restrictions importantes. En quoi, l'Eglise de France, s'attachant au droit canonique ancien, n'avait pas admis, pour une bonne partie, les décisions contenues dans les recueils des décrétales des papes ; d'un autre côté, la règle s'était établie que le Pape ne pouvait valablement légiférer sur la discipline et le temporel de l'Eglise gallicane qu'avec l'autorisation du roi ; 3^o le Roi, quant à la discipline et au temporel, avait autorité légitime sur l'Eglise gallicane, dont il était à ce point de vue le véritable chef, bien qu'on évitât de le dire expressément.

Depuis la guerre, les nationalismes se sont exacerbés et la Papauté les redoute extrêmement ; les Eglises, qui se sont détachées de Rome, ne l'ont-elles pas fait sous des influences nationalistes ? Et dans les pays même qui sont restés en communion avec Rome, de dangereuses poussées nationalistes n'ont-elles pas abouti parfois à des demi-ruptures ? La Pragmatique Sanction de Bourges, la Déclaration Gallicane de 1682, la Constitution Civile du Clergé sous la Révolution ne s'explique-t-elle pas fondamentalement ainsi ? Si demain un gouvernement nationaliste s'instituait en France, il se regarderait sans doute comme qualifié pour régler à lui seul le régime des cultes, en ce qui touche la discipline et le temporel, ou peut-être s'efforcerait-il de s'entendre avec le clergé national, car, malgré tout, le Pape apparaît toujours un peu comme un souverain étranger.

Sans doute, l'on peut s'élever contre ce sentiment. « Les « rapports entre le Saint-Siège et les Etats présentent

« cette particularité qu'il ne s'agit pas là, à proprement
 « parler, de rapports « internationaux » ni même trans-
 « nationaux pour employer un terme qu'on emploie vo-
 « lontiers aujourd'hui pour 'la Société des Nations ;
 « « supranationaux » nous allons le voir n'est pas non plus
 « tout à fait exact, puisqu'il s'agit précisément dans
 « chaque cas des rapports avec une nation donnée —
 « si l'on veut être précis, le terme de rapports inter-
 « souverains est seul exact — car si le Pape est bien sou-
 « verain, il n'apparaît pas dans un pays donné comme le
 « souverain d'une nation ou d'un Etat étranger ; son
 « pouvoir s'exerce sur les mêmes individus aussi bien
 « que sur le pouvoir des autorités nationales, mais il
 « est de nature différente, et quelque singulier que cela
 « puisse paraître, puisque le Pape n'est pas un souverain
 « étranger, car il ne relève d'aucun Etat, et c'est l'un des
 « avantages du Traité de Latran que de bien préciser
 « ce point, un pouvoir dans chaque pays apparaît dans
 « un certain sens comme un pouvoir national. Et il faut
 « bien qu'il en soit ainsi ; un Etat ne pourrait tolérer
 « un pouvoir spirituel étranger ; le Pape est français en
 « France, allemand en Allemagne, comme il est italien
 « en Italie ; il est de tous les Etats à la fois, parce que son
 « pouvoir, du fait de sa nature spirituelle, n'est entravé
 « par aucune frontière. En réalité, il ne faut pas hésiter
 « à le dire, on se trouve ici en présence d'une sorte de
 « condominium, de souveraineté, mais au lieu de consis-
 « ter en un partage de la puissance publique temporelle,
 « comme c'est le cas dans le condominium portant sur
 « une ville, une province ou une colonie, aux Nouvelles
 « Hébrides, par exemple, pour la France et la Grande-
 « Bretagne, ici les deux pouvoirs sont nettement distincts

« en principe, ce qui rend le partage beaucoup plus facile
 « à effectuer et moins dangereux quant aux conflits à
 « craindre » (LE FUR, *loc. cit.*, p. 180).

Peut-être le distingué Professeur fait-il preuve de trop d'optimisme ; l'histoire est remplie des luttes des deux pouvoirs. Quoi qu'il en soit, la conclusion des concordats témoigne de façon solennelle et péremptoire que les Etats reconnaissent la souveraineté du Pape sur les diverses Eglises et qu'eux-mêmes ont renoncé à une partie de leurs anciennes prétentions, par ce mot « Rendez
 « à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu »,
 « puis a créé quelque chose d'étranger à la politique, un
 « refuge pour les âmes au milieu de l'empire de la force
 « brutale » (Ernest RENAN, *Vie de Jésus*, 3^e édit., 1864, p. 66).

On est en présence de deux pouvoirs qui se prétendent souverains. Chacun dans sa sphère, c'est entendu ; mais ces sphères n'ont pas de limites bien précises et il y a, comme l'on dit, des matières mixtes. Ces deux pouvoirs tendent, par la force même des choses, à l'empiètement, et l'un des avantages des concordats c'est de tracer à chacun, d'une manière un peu précise, sa part. En apparence, si l'on s'en tient aux formes, les concordats se présentent comme des traités, du moins dans les temps récents ; mais, au fond, ils ne rentrent pas parfaitement dans le cadre des traités. On l'a souvent observé, et M. LE FUR l'admet « Les concordats ne sont pas des traités
 « internationaux proprement dits, puisque, à raison des
 « questions sur lesquelles ils portent, l'Eglise les consi-
 « dère plutôt comme une concession faite à un Etat en
 « une matière de sa compétence ; de son côté, l'Etat
 « moderne, s'affirmant aujourd'hui compétent pour tous

« les actes qui produisent des effets civils, qu'ils aient
 « ou non un but et un caractère spirituel, considère éga-
 « lement le concordat comme une concession faite à
 « l'Eglise ». (LE FUR, *loc. cit.*, p. 194).

En passant des concordats, les deux pouvoirs ont donc l'impression de renoncer à une partie de leurs droits ; ce sont des transactions. Spécialement dans les pays catholiques, c'est presque une nécessité, « ce qu'on
 « peut affirmer, écrit M. BERTHÉLEMY (*Traité élémentaire de droit administratif*, 11^e édit., p. 284), c'est que
 « dans un Etat catholique, l'absence de concordat n'est
 « raisonnable que s'il existe un accord tacite entre l'auto-
 « rité politique et l'autorité religieuse... Il est facile de
 « proclamer en droit la séparation de l'Eglise et de
 « l'Etat. Il est impossible, en fait, sans se poser en persé-
 « cuteur de l'Eglise, de régler par la seule loi française et
 « sans l'assentiment du Pape, les conditions de l'admi-
 « nistration temporelle des biens de l'Eglise et les formes
 « de la police du culte catholique ».

Mais à quel titre le Pape figure-t-il dans les concordats ? PIE XI lui-même va nous le dire dans la lettre au Cardinal GASPARRI, où il proteste contre certaines parties du discours de M. MUSSOLINI à la Chambre des Députés. « Si dans le concordat, ce ne sont pas deux
 « Etats qui sont en présence, ce sont très certainement
 « deux souverainetés, au sens total du mot, c'est-à-dire
 « pleinement parfaites, chacune en son ordre, ordre
 « nécessairement déterminé par leurs fins respectives, où
 « il est à peine utile d'ajouter que l'objective dignité des
 « fins détermine non moins objectivement et néces-
 « sairement l'absolue supériorité de l'Eglise.

« Dire du Saint-Siège qu'il est l'organe suprême de

« l'Eglise catholique universelle et qu'il est, par suite,
 « le légitime représentant de l'organisation de l'Eglise
 « en Italie, c'est une formule qui ne peut être admise
 « que dans le sens où l'on dirait que la tête est l'organe
 « suprême du corps humain et que le pouvoir central
 « et souverain d'un pays est le représentant légitime de
 « chaque province de ce pays. C'est toujours le Souverain
 « Pontife qui intervient et qui traite dans la plénitude
 « de la souveraineté de l'Eglise catholique ; pour parler
 « exactement, il ne représente pas cette souveraineté, il
 « la personnifie et il l'exerce en vertu d'un direct mandat
 « divin. Ce n'est donc pas l'organisation catholique en
 « Italie qui se soumet à la souveraineté de l'Etat, fût-ce
 « avec une condition de particulière faveur, mais c'est
 « le Souverain Pontife, la suprême et souveraine autorité
 « de l'Eglise, qui dispose ce qui, à son jugement, peut
 « et doit se faire pour la grande gloire de Dieu et pour le
 « plus grand bien des âmes, et, dans le pire des cas (ce
 « qui est bien loin d'être le nôtre) pour la moindre offense
 « de Dieu et pour le moindre mal des âmes ».

On eut pu, en effet, donner une explication démocratique de la présence du Pape dans les concordats ; voici à peu près la construction juridique que l'on eut pu imaginer. Des individus, ayant les mêmes croyances religieuses et les mêmes aspirations spirituelles, se groupent en une grande association qui est l'Eglise ; mais l'Eglise est une personne morale qui, naturellement, ne peut agir par elle-même ; elle s'est donnée un chef qui est le Pape, d'où le titre de celui-ci à traiter pour elle.

« Les Eglises », écrivait le Professeur PIERANTONI, « ne
 « sont pas hors de l'Etat ; elles sont des associations
 « comme les autres, ayant une mission différente de celle

« que se propose l'Etat ; elles ont le droit de vivre et de
 « se développer sous la seule réserve de ne pas violer
 « l'ordre public et de ne pas attenter à la conservation
 « nationale » (PIERANTONI, *La Chiesa cattolica nel diritto comune*, p. 127).

Mais cette conception assez logique de prime abord d'une Eglise nationale traitant avec l'Etat, dans lequel elle vit, par l'intermédiaire de son chef, le Pape, ne serait peut-être pas très satisfaisante du point de vue de l'Etat. « Ce serait un recul ; les Etats se croient aujourd'hui « diminués, s'ils ne sont réduits à passer des contrats « avec les associations et dans le sein d'un même Etat », écrit BLUNTSCHLI (*Le droit public*, p. 6), « la loi est une « forme plus élevée que le traité, la loi est l'expression « la plus éminemment politique du droit, sa formule la « plus réfléchie et la plus pure. L'Etat entier parle par « sa voix, fixe ainsi le droit, le revêt de son autorité. La « conscience et la volonté de l'Etat y prennent un corps « visible. La loi est le verbe parfait du droit. La forme « du contrat a pour corollaire nécessaire l'impuissance « dans l'action et l'oubli de l'intérêt public. Aussi a-t-elle « été successivement repoussée dans d'étroites limites, « puis écartées », si bien que, en traitant avec le Pape comme chef suprême de l'Eglise universelle, les susceptibilités des Etats sont moins atteintes que s'ils traitent avec les évêques du pays, ou même avec le Pape, comme représentant de l'Eglise nationale. Ce n'est pas à dire que toute difficulté disparaisse, loin de là. Sans doute pour les catholiques, il est aujourd'hui de foi que le Pape est le chef de toute l'Eglise, en vertu d'un mandat divin, mais ce sont là des notions d'ordre religieux et spirituel qui, d'après les règles du droit des gens, ne paraissent pas habilitier le Pape à traiter avec les Etats.

La souveraineté n'est-elle pas un concept purement politique ? Ainsi l'entendent ceux qui la font résider dans le peuple ; ainsi ceux qui placent sa source en Dieu... C'est l'autorité politique chargée de mener la Société à ses fins ; elle s'extériorise dans un sujet qui l'exerce, qu'il s'appelle Prince ou Duc, Empereur ou Roi, Consul ou Président... Dans un curieux article de l'*Osservatore Romano*, paru au moment de la conclusion du concordat polonais, le rédacteur observe que pour les démocraties modernes, mêmes les moins infectées de sectarisme, le *nec plus ultra* de la liberté religieuse paraît être la formule : — l'Eglise libre dans l'Etat libre... L'entente, l'alliance, la collaboration entre l'Eglise et l'Etat restent toujours en dehors des frontières de la pensée philosophique et de la politique dominante. C'est que l'entente, l'alliance, la collaboration, supposent, à titre préjudiciel, le principe d'égalité entre les deux pouvoirs, et, comme conséquence, un concordat, un traité entre les deux puissances. Mais le nationalisme considère la religion comme un fait et un intérêt individuels, et il finit pas faire tomber sous la loi interne, même son expression concrète et extérieure, c'est-à-dire l'Eglise, à laquelle les Etats peuvent bien concéder des libertés et des droits, mais à laquelle ils ne peuvent pas reconnaître la souveraineté.

« Certes, poursuit l'organe officiel du Vatican, « l'Eglise et le Pontificat romain ne se présentent plus comme
« une puissance en regard de l'Etat ; mais dans l'égalité
« des deux pouvoirs, dans l'égalité de leur autorité et de
« leur mission providentielles dans des domaines divers, il
« s'avère une hiérarchie du pouvoir spirituel sur le
« pouvoir civil... Il Concordato italiano corrisponde
« limpidamente alle premesse ideali della dottrina catto-

« lica, la quale riconosce, l'assoluta sovranità della
 « Chiesa nel campo religioso e l'assoluta sovranità dello
 « Stato nel campo civile. La distinzione delle due potestà
 « si esprime in unità vivente nella coscienza dell'uomo
 « che è, al tempo stesso, fedele e cittadino, e appartiene
 « in atto, e alla Chiesa e allo Stato... Esso esprime così,
 « in termini giuridici, il principio della collaborazione
 « tra i due poteri... Nessuna offesa, dunque, reca
 « la pratica concordatoria all'autonomia della Chiesa e
 « a quella dello Stato; ma nega e supera, certamente,
 « tanto le dottrine teologiche che risolvono lo Stato
 « nella Chiesa quanto quelle filosofiche — demoliberali
 « o marxiste o hegeliane — che risolvono la Chiesa nello
 « Stato » (Egilberto MARTIRE, *La conciliazione*, Libreria
 del Littorio, Roma, p. 259 et suiv.).

La prétention des Etats à l'exclusivité en matière de souveraineté a été combattue par M. LE FUR. « C'est
 « une pure exagération de la logique abstraite que de
 « présenter la souveraineté, à l'exemple de Rousseau,
 « comme nécessairement indivisible et illimitée. L'Etat
 « est une personne juridique; il a droit, comme les
 « personnes physiques, à la compétence nécessaire pour
 « accomplir sa tâche, et cette compétence est en dernier
 « ressort, mais c'est tout. La souveraineté est, au con-
 « traire, parfaitement divisible dans l'espace et quant à
 « ses applications, de même qu'il existe de nombreux
 « Etats souverains, de même sur un territoire donné elle
 « peut appartenir à des pouvoirs distincts pour des attri-
 « butions distinctes. La notion des souverainetés mul-
 « tiples ne serait contradictoire que si on affirmait la
 « coexistence pour une même attribution de deux
 « pouvoirs distincts; mais tel n'est le cas, ni dans les

« rapports entre Etats, ni dans les rapports entre un « Etat et l'Eglise universelle » (LE FUR, *loc. cit.*, p. 196).

Si ingénieuse que soit cette conception d'une sorte de « *condominium* de l'Eglise et de l'Etat » sur les individus, il est douteux qu'elle arrive à s'imposer. Elle pourrait mener loin. Et d'abord, les autres cultes ne seraient-ils pas fondés à réclamer le même traitement ? Et les partisans des mêmes doctrines philosophiques et morales ne pourraient-ils pas se grouper aussi en associations, et ces associations ne pourraient-elles pas prétendre aussi à traiter avec les Etats ? Déjà les syndicats ne sont-ils pas sur cette voie ? Ne serait-ce point un retour en arrière ? Ne serait-ce point revenir au moyen âge où l'Etat était obligé de traiter avec les seigneurs, avec les évêques, avec les corps organisés ? Si l'on admet que le Pape est qualifié de par le mandat divin qu'il a reçu de gouverner l'Eglise, à passer des accords avec les Etats, on s'engage dans une voie, dont il est impossible de prévoir les issues et les bifurcations. Même M. MUSSOLINI, dans le Concordat italien, ne s'inspire pas de cette doctrine. Le député SOLINI, rapporteur du projet de ratification devant la Chambre, avait conclu son discours par la formule suivante : Eglise libre et souveraine, Etat libre et souverain. Le Duce ne croit pas devoir garder le silence. Nous pouvons nous trouver, dit-il, devant une équivoque ; il est donc urgent d'éclaircir les idées. Cette formule pourrait faire croire qu'il y a coexistence de deux souverainetés. Autre chose est la Cité du Vatican, autre chose est le royaume d'Italie qui est l'Etat italien. Il faut se persuader qu'entre l'Etat italien et la Cité du Vatican, il y a une distance que l'on peut évaluer à des milliers de kilomètres, même si, par hasard,

cinq minutes suffisent pour aller voir cet Etat et dix minutes pour faire le tour de ses frontières. Il y a donc deux souverainetés bien distinctes, bien différenciées, parfaitement et réciproquement reconnues, mais dans l'Etat l'Eglise n'est pas souveraine et n'est pas libre. Elle n'est pas souveraine, « à cause de la contradiction qui ne le permet pas ». Elle n'est pas libre, parce que, dans ses institutions et dans ses hommes, elle est soumise aux lois générales de l'Etat et elle est également soumise aux clauses spéciales du concordat. C'est pourquoi la situation peut être ainsi définie : Etat souverain dans le Royaume d'Italie, Eglise catholique avec certaines prééminences loyalement et volontairement reconnues, libre admission des autres cultes. M. MUSSOLINI accepte donc pleinement la souveraineté temporelle du Pape sur la Cité du Vatican, mais il n'accepte pas sa souveraineté spirituelle, du moins en tant qu'elle le qualifierait pour traiter d'égal à égal avec l'Etat en Italie, à propos d'individus italiens et de choses italiennes. On voit combien le Duce est loin d'admettre le « *condominium* », dont parle M. LE FUR. Sans doute, le Fascisme a une conception « totalitaire » de l'Etat excessive, et contre laquelle PIE XI s'est souvent élevée. Mais il n'en reste pas moins, semble-t-il, que la souveraineté spirituelle du Pape est une notion d'ordre théologique, qui n'a pas de place dans le droit international public, théorique. Nous disons théorique, car, en fait, les Etats sont obligés de composer avec la Papauté, qui représente une force, souvent prépondérante et presque toujours considérable. « Si les puissances s'imposent de traiter le Pape en monarque », écrivait M. BOMPARD avant les Accords de Latran, « si elles reçoivent ses ambassadeurs avec des

« honneurs particuliers, accréditent des représentants
« auprès de lui... ce n'est ni par respect de la souverai-
« neté dont il est revêtu, ni même pour assurer la liberté
« de conscience de leurs sujets catholiques, c'est unique-
« ment parce que le Pape jouit d'une influence politique
« considérable, dont il peut se servir pour combattre ou
« pour soutenir leurs institutions publiques, et qu'il
« importe au plus haut point de se la concilier ». Il semble
bien que telle ait été la pensée de M. MUSSOLINI en
signant les Accords de Latran...

CHAPITRE III

LA SITUATION DE FAIT ET DE DROIT DE L'ÉGLISE D'ITALIE DE 1870 A 1929

La portée des Accords de Latran n'apparaît nettement que si l'on étudie la situation de l'Eglise en Italie depuis 1871.

La période comprise entre la Loi des Garanties consécutives à la prise de Rome et la signature du Traité de Latran doit être rattachée aux premières années d'existence de l'Etat italien.

Nous ne rentrerons pas dans les détails de cette formation, dure et violente, où tous les Italiens avaient les yeux fixés sur Rome.

L'étude que nous avons entreprise passera en revue la période légèrement antérieure à la Loi des Garanties, l'examen de cette loi et la législation postérieure de 1871 à 1929. Dans cette dernière partie, nous distinguerons une évolution des rapports qui ne changent que par les Gouvernements, qui s'y succèdent.

La législation ne peut être isolée des incidents qui l'illustrent. Ce sera notre dernière partie.

Deux lois fondamentales dominent les rapports de l'Eglise et du nouvel Etat.

Ce sont celles du 7 juillet 1866 et du 15 août 1867. Voici quelles en sont les principales dispositions.

Les communautés religieuses sans aucune exception perdent leur personnalité morale. Leurs biens sont dévolus au domaine sauf les édifices du culte et les établissements de bienfaisance. La caisse ecclésiastique que la loi de 1855 avait créée prend le nom de fonds du culte. Elle garde la personnalité mais reste sous le contrôle de l'administration laïque. L'Etat inscrit en faveur du fonds du culte, sur le livre de la dette publique, une rente de 5 % égale à 95 % des patrimoines qu'il a confisqués. Le fonds du culte assurera les pensions aux religieux des communautés supprimées. Les paroisses seules peuvent conserver un patrimoine immobilier. Elles restent des entités ecclésiastiques.

La loi du 15 août 1867 a les mêmes tendances et poursuit l'œuvre de laïcisation.

Les chapitres et les canonicats perdent la personnalité juridique et la loi supprime les bénéfices des patronages laïques et royaux, et ceux qui n'ont pas charge d'âme. Leurs biens sont dévolus au domaine de l'Etat, sous la réserve de la revendication des patrons.

Une rente de 5 % égale au revenu des biens confisqués est inscrite par l'Etat en faveur du fonds du culte.

La loi BONCOMPAGNI de 1848 avait donné une grande impulsion à la laïcisation ; elle traitait de l'Instruction publique. Dans les années qui précèdent la prise de Rome cette marche se poursuit. Le calendrier de l'Etat exclut beaucoup de fêtes religieuses. En octobre 1869, le calendrier de l'Etat sarde, en vigueur depuis septembre 1853, est étendu à tout le royaume.

En décembre 1866, les chapelains militaires sont sup-

primés. L'exemption du service militaire pour tous les clercs disparaît le 27 mars 1869. Des empiètements graves étaient constitués sur les droits et les privilèges de l'Eglise.

La Loi des Garanties n'a pas les mêmes aspects que les deux lois précédemment étudiées. Beaucoup d'articles ne sont que les témoins d'une politique ancienne, ou « juridictionnaliste ». Elle avait pris naissance en Espagne, en 1700, sous Philippe II. Nous verrons dans l'étude ultérieure de la loi, les différents droits de l'Etat de cette époque. Le régime des cultes est théoriquement déterminé par la Loi des Garanties. Elle fut votée le 13 mai 1871, après des retouches réclamées par Jules FAVRE. Mais elle ne fut jamais acceptée par les papes. Elle a un caractère unilatéral, que possédait déjà la « Constitution Civile du Clergé ». Elle n'était ni irrévocable, ni garantie par les puissances. Il faut lire les protestations du Pape PIE IX pour se rendre compte de l'atmosphère du temps. Le 26 avril 1871, le vieillard s'exprimait dans ces termes : « La souveraineté n'est pas à rechercher dans les temps « comme ceux-ci. Tout ce que je demande, c'est un petit « coin de terre, où je serais le maître. Si l'on m'offrait « de me rendre mes Etats, je refuserais, mais tant que je « n'aurai pas le petit coin de terre, je ne pourrai exercer « dans leur plénitude mes fonctions spirituelles ».

C'était là le nœud de la « Question romaine », qu'étaient appelés à trancher les successeurs de l'illustre pontife.

La Loi des Garanties comprend deux titres. Le premier : « des prérogatives du Souverain Pontife et du Saint-Siège », qui, comme nous l'avons déjà dit, accordent au Pape le privilège de la souveraineté, mais ne lui en reconnaissent pas la réalité, puisque le Pape ne possède

aucun territoire propre. Le deuxième traite des rapports de l'Etat avec l'Eglise. C'est ce point qui nous intéresse, l'autre ayant été traité à différentes reprises dans des ouvrages récents et complets. Les textes ont réglé la question de principe, mais la pratique s'en est sensiblement écartée. Nous étudierons le texte, étude que nous pourrons renforcer par une comparaison avec la loi de Séparation française ; et enfin par une rapide analyse des incidents qui ont pu en entourer l'application.

Six articles constituent le titre II de la Loi des Garanties, dont deux peuvent être étudiés ensemble : l'art. 16 et l'art. 18.

Le premier article (16) concerne le droit de réunion, les deuxième et troisième, de même que le cinquième, ont trait à la suppression de différents privilèges du Gouvernement royal. Le quatrième article passe en revue la juridiction ecclésiastique, la police et les effets juridiques des actes du clergé. Enfin, dans un dernier article, toute disposition contraire à la présente loi est abrogée.

L'exercice du droit de réunion des membres du clergé catholique est libre. Toutes les restrictions spéciales prévues par des législations antérieures sont abolies. En Italie, de même qu'en France, le droit de réunion était réglementé ; une autorisation spéciale des autorités administratives était obligatoire pour que fidèles et membres du clergé puissent se réunir. En France, la loi de 1881 prévoyait certaines mesures que nous pouvons rapidement énumérer.

a) Toute réunion publique devait être précédée d'une déclaration indiquant le lieu, le jour et l'heure de la réunion.

b) Un fonctionnaire, ordinairement un commissaire

de police pouvait être délégué pour assister à toute réunion publique.

c) Trois autres mesures étaient prévues pour le maintien de l'ordre ; la réunion avait lieu dans un local fermé, un bureau composé de trois personnes était constitué, enfin un droit de dissolution était réservé au représentant de l'autorité.

Les évêques, à la suite de la loi de Séparation, auraient souhaité appliquer la loi de 1881. Le Pape le leur interdit, d'où l'origine des deux nouvelles mesures législatives, celle du 2 janvier 1907 et celle du 28 mars de la même année. Les Eglises et leur mobilier, sans aucune condition, à titre précaire, sans titre juridique, sont laissés à la disposition des fidèles et des ministres du culte, pour la pratique de leur religion.

La loi du 28 mars 1907 affranchissait les réunions publiques de la déclaration préalable. On excusera cette digression qui avait pour but d'éclairer la valeur de la mesure italienne. Celle-ci, dans son article 16, accordait la liberté complète sans aucune limitation.

Les trois autres articles concernent la réglementation des bénéfices ecclésiastiques.

Le Gouvernement renonce au droit de « Legazia Apostolica » en Sicile, au droit de nomination, ou de proposition dans la collation des bénéfices majeurs, pour tout le royaume. Le serment des évêques, l'assentiment gouvernemental aux publications des actes des autorités ecclésiastiques sont supprimés. Au contraire, la collation des bénéfices de patronage royal est maintenue. Le Gouvernement italien possédait un droit de « patronage » sur les bénéfices mineurs et majeurs, dans certains évêchés, dont voici la liste : tous les évêchés de Sardaigne et de Sicile, un grand nombre d'évêchés de l'Italie mé-

ridionale, les évêchés de Modène, Guastalla, Massa, Carrara, Vigevano, Chioggia, le patriarcat de Venise. La nomination des titulaires se faisait après un accord préalable entre l'autorité ecclésiastique et le Gouvernement. Deux actes étaient nécessaires pour les évêchés, tandis que dans les actes de nomination aux bénéfices mineurs, le droit de patronage royal, seul était mentionné. La prestation de serment que l'épiscopat devait faire au roi est abolie. Cette soumission du haut clergé à l'exécutif n'existait pas dans notre loi de séparation de 1905. Le Pape nomme en toute indépendance directement les évêques jusqu'en 1923, où il le fait en accord avec le Gouvernement. Une dernière mesure concerne les bénéfices mineurs et majeurs qui ne peuvent être dévolus qu'à des citoyens du royaume. Le royaume d'Italie est à l'aube de sa vie constitutionnelle, et cette mesure est de rigueur, sauf pour Rome et les diocèses suburbicaires, dans lesquels les cardinaux étrangers ont depuis un temps immémorial possédé des cures.

L'article 16 est peut-être une des mesures les plus importantes. Si en elle-même la suppression de l'Exequatur et du Placet royal avait une grande place dans l'article 11 de la Loi des Garanties, les deux privilèges étaient les derniers que le Juridictionnalisme avait accordé à l'Etat, d'où la signification historique de l'abolition du consentement gouvernemental pour la publication et l'exécution des actes de l'autorité ecclésiastique. Pour bien situer ces deux privilèges, envisageons l'ensemble de ces droits primitifs, empreints de « Joséphisme »¹.

1. Système de relations de l'Eglise et de l'Etat qui a pris ce nom parce qu'il s'est développé sous Joseph II et qui consiste en somme dans la résurrection d'une idée très ancienne que les princes étaient les évêques du dehors, présidant les conciles. — Joseph II (1765-1790).

Par le droit de protection, l'Etat était l'avocat de l'Eglise. Il opérait comme garant de l'Eglise contre toutes tentatives de schisme et d'apostasie. C'était aussi un droit de tutelle et d'inspection que l'Etat s'arrogeait à la place des autorités ecclésiastiques. Le droit de réforme consistait dans la faculté pour l'Etat de fixer les conditions de l'établissement de l'Eglise dans un territoire donné. Ce pouvoir exorbitant se rattache à l'adage *cujus regio ejus religio*. L'Etat avait un droit d'inspection suprême par ses tribunaux sur les affaires ecclésiastiques, de plus en se basant sur cette autorité juridique il pouvait restreindre la liberté de relation entre les entités locales et le Saint-Siège. La liberté de l'enseignement pouvait être limitée. Il conservait un droit de regard sur les vœux religieux, et réglementait les cérémonies du culte. Le « droit de vigilance » lui permettait de prendre des précautions contre les dangers pouvant résulter de l'activité des officiers ecclésiastiques. C'était une mesure destinée à sauvegarder l'intégrité de l'Etat. Il concourait à la nomination des officiers ecclésiastiques, tout particulièrement à celle des évêques. Enfin, certains chefs d'Etat prétendaient avoir à leur disposition le « droit d'exclusive » contre les candidats à la papauté qui n'étaient pas *persona grata*. Il pouvait « séquestrer » les biens ecclésiastiques. Le droit du domaine éminent lui donnait la propriété sur certains biens ecclésiastiques ; ils pouvaient être vendus, saisis, taxés. Comme en France, le droit d'appel comme d'abus était concédé à l'autorité royale.

Le Placet royal, l'Exequatur et la Régale font partie de l'ensemble de ces droits. Derniers privilèges, ils vont disparaître dans cette Loi des Garanties. Par ces côtés,

elle présente un caractère de libéralisme, qui contraste avec des concordats postérieurs.

Commençons l'étude de ces droits par un essai de définition. L'Exequatur est le droit, que l'Etat italien s'était arrogé d'exiger que toute pièce, tout document, tout acte d'autorité, émanant du Souverain Pontife, des congrégations romaines, des supérieurs généraux d'ordres religieux, ou même des évêques, lui fussent soumis préalablement à toute publication. Il était nécessaire que l'Etat permette l'effet exécutoire en accordant son visa. Le roi approuvait certaines nominations ecclésiastiques en donnant le « Placet ». L'Eglise nommait librement les officiers qui n'étaient pas titulaires de bénéfices. La nomination faite par l'Eglise n'a d'effet civil que si elle est soumise au contrôle de l'Etat. La raison d'être de cette différence, réside en ce que les titulaires de bénéfices occupent les fonctions les plus importantes, ont le soin des cures, et peuvent jouir d'une grande influence politique.

Mais il semble que la vraie raison soit autre. Les titulaires vont être mis en possession d'un patrimoine ecclésiastique, dont ils seront administrateurs et usufruitiers, et, dans cette situation, le contrôle de l'Etat est nécessaire.

Il existe cependant une exception. Les titulaires de bénéfices à Rome sont exempts du contrôle de l'Etat, car Rome est la capitale de la catholicité. Son clergé a plus ou moins un caractère cosmopolite, et le patrimoine ecclésiastique s'enrichit des libéralités du monde entier. C'est la raison d'être de l'article 16 de la loi du 13 mai 1871, qui supprime « l'Exequatur » et le « Placet » pour le diocèse de Rome et les diocèses suburbicaires.

Le contrôle de l'Etat comprend deux formes : l'Exequatur et le Placet. La pratique y a ajouté l'Assentiment Royal.

L'exequatur a comme objet tous les actes du Saint-Siège concernant la provision des bénéfices majeurs, accordée par décret royal sur la proposition du Ministre de la Justice. Le décret doit être rendu en Conseil d'Etat, en assemblée générale et au Conseil des Ministres (art. 16, 26 juin 1924).

Le Placet vise la provision des bénéfices mineurs ; il est accordé par un arrêté du Procureur général près la Cour d'appel du lieu où se trouvent les bénéfices. Le Procureur signe en marge et au pied de la provision ecclésiastique. Le Procureur ne rend un tel arrêté que sur l'ordre du Ministre de la Justice dans les cas suivants :

1^o Quand le Ministre a évoqué le cas dont il s'agit ;

2^o Quant il est question de nommer un coadjuteur avec future succession.

L'Assentiment Royal traite des actes de la provision ecclésiastique, qui concerne les biens ecclésiastiques. Une réserve y est toujours incluse, celle des droits de l'Etat et des droits des tiers. Voyons comment le Placet, l'Assentiment Royal et l'Exequatur sont sollicités ? L'original de la nomination de l'acte ecclésiastique doit être joint à la demande. Le Ministre ou le Procureur général font un premier examen sur la régularité extrinsèque de l'acte, et si cet examen est favorable, il passe à l'examen du fond. Si par hasard le Ministre estime qu'il doit refuser l'Exequatur par exemple, pour une nomination épiscopale, il devra faire confirmer son refus par une délibération du Conseil des Ministres, avec un avis du Conseil d'Etat. D'un autre côté, si le Procureur général

croit devoir refuser le Placet, il en réfère au Ministre, et si le Ministre n'est pas de son avis, le Placet est accordé. Si le Ministre est du même avis que le Procureur, l'avis du Conseil d'Etat est requis, et le Roi décide en dernier ressort (décret royal du 6 mai 1920). A la suite de la décision du souverain, le Procureur général rédige l'arrêté en marge et au pied de la demande. Le Placet et l'Assentiment peuvent être l'objet de réserves, de conditions et de limitations. Les bénéficiaires n'ont droit aux revenus et aux avantages temporels qu'à partir de la dation de l'Exequatur, du Placet ou de l'Assentiment Royal.

Il est indispensable d'examiner le caractère juridique de ce contrôle. Peut-il apparaître comme une collaboration entre l'autorité ecclésiastique et l'autorité de l'Etat, ou bien comme une négociation juridique bilatérale ? Il semble plutôt que la seconde alternative doive être préférée, car les deux volontés restent distinctes et tendent à la sauvegarde d'intérêts qui peuvent concorder mais qui le plus souvent sont divers. L'acte de l'autorité ecclésiastique est en soi parfait, mais ne peut avoir d'effet d'ordre civil. Ainsi le Placet, l'Exequatur et l'Assentiment royal apparaissent comme une approbation administrative. L'autorité ecclésiastique peut revenir sur son acte, tant que l'Exequatur et le Placet ne sont pas accordés.

Les effets du refus du Royal Assentiment privent de tout effet civil, l'acte qui porte sur les biens ecclésiastiques. Tout au plus, les bénéficiaires peuvent-ils faire des actes d'administration ordinaire. S'ils faisaient des paiements d'une pension sur leur bénéfice, le versement de la pension aurait le caractère d'une libéralité. Le

refus de l'Exequatur et du Placet rend le bénéficiaire incapable d'administrer et de jouir du patrimoine du bénéfice et d'ester en justice pour tout ce qui touche le bénéfice. C'est l'opinion prédominante à l'heure actuelle. L'évêque qui n'a pas reçu l'Exequatur ne peut nommer ni les chanoines, ni les curés. Mais il conserve cependant ses pouvoirs d'ordre.

L'article 18 prévoyait une loi ultérieure pour organiser, conserver, administrer les propriétés ecclésiastiques du royaume. Cette loi était annoncée dans l'article 16 ; certains actes des autorités restaient donc temporairement soumis à l'Exequatur ou au Placet Royal. La dernière disposition concerne la création, les modes d'existence des établissements ecclésiastiques et l'aliénation de leurs biens. Les lois civiles visent la Régale sur les bénéfices majeurs et mineurs, l'organisation des économats et le « Terzo pensionabile » fréquent dans le royaume des deux Siciles.

Le droit de Régale a des origines anciennes, les mêmes que le Placet et l'Exequatur. Ce sont des vestiges périmés d'une époque, où l'Etat avait une emprise sur la vie même de l'Eglise. Le Roi percevait des revenus des bénéfices pendant les vacances. D'autre part, il avait la prétention de se substituer aux évêques morts pour nommer aux bénéfices inférieurs. La première année il touchait l'Annate ; les papes protestaient contre la Régale temporelle, ils disaient que le Roi se conduisait en loup dévorant. Mais leurs reproches portaient surtout sur la Régale spirituelle, ce qui amena même un conflit entre le Pape et Louis XIV, d'où la déclaration gallicane de 1682.

Dans la loi française de 1905 les deux Régales sont supprimées. Les économats royaux des bénéfices va-

cants étaient chargés d'exercer les droits royaux. Ils étaient au nombre de sept : Bologne, Florence, Milan, Naples, Palerme, Turin, Venise. Ces éconômats administraient les biens mis sous séquestre, ou les revenus des bénéfices vacants. Ils exerçaient une surveillance générale sur les établissements ecclésiastiques dans le but avoué de la conservation de leur patrimoine et de l'observation de la loi qui en réglait l'administration. C'était en définitive une organisation lourde et coûteuse que déjà la loi intermédiaire de 1899 avait essayé d'amender. Le droit régalien du « Terzo pensionabile » était maintenu. Le Roi disposait dans le royaume des deux Siciles, d'un tiers des revenus des évêchés et en général des bénéfices de patronage royal. La séparation entre les deux domaines, le spirituel et le temporel est aggravée par l'article 17. Celle-ci est remarquable dans le domaine de la juridiction et de la police. Le régime de liberté est appliqué dans les cérémonies du culte et dans la discipline intérieure de l'Eglise. Mais encore ne faut-il pas que cette liberté aille à l'encontre des lois de l'Etat, de l'ordre public. Il ne faut pas que les droits des particuliers soient lésés. Les délits sont soumis aux lois pénales du pays. En matière disciplinaire et spirituelle, la Loi des Garanties n'admet aucun recours ou appel contre les actes des autorités ecclésiastiques. Aucune exécution n'est reconnue par contrainte du pouvoir de police. Il s'ensuit qu'un prêtre révoqué pouvait garder le costume. La juridiction civile a cependant un droit, celui de connaître des effets juridiques des actes des autorités religieuses. Il n'est pas sans intérêt de faire une brève comparaison entre la réglementation italienne de la police des cultes et la Loi de Séparation de 1905. Cette loi française avait

des origines dans les « Actes Organiques » que l'Empereur Napoléon 1^{er} avait fait de sa seule initiative depuis 1802.

Le pouvoir hiérarchique des évêques sur les curés est reconnu. Les deux domaines, notamment dans les « associations cultuelles », sont séparés. Les autorités administratives reconnaissent et admettent le droit de censure et d'interdiction de l'évêque sur un prêtre ou une autre personne.

Un deuxième point est assez développé, c'est celui de la protection du culte par l'Etat, et de ce dernier contre l'Eglise. Les abus commis dans l'exercice du sacerdoce sont étudiés, et la loi prévoit des sanctions ; la juridiction correctionnelle restait compétente et s'étendait aux délits commis par le Ministre des Cultes dans l'enseignement religieux. Pour l'Eglise ce traitement était considéré comme blessant.

L'état d'esprit des rédacteurs des deux lois se révèle à l'étude comme étant fort différent, nous n'y insisterons pas.

La Loi des Garanties comprend un dernier article supprimant les lois antérieures et les règlements qui seraient contraires à la loi. Elle devient applicable dans les différentes parties du royaume et est assimilée à une loi d'Etat. La Loi des Garanties apparaît comme un ensemble de dispositions particulièrement favorables. Les privilèges royaux sont supprimés pour la plupart. L'Eglise y gagnait en indépendance, mais PIE XI ne pouvait accepter cet acte, où il n'avait pas été partie, fidèle en ceci à son refus de traiter avec CAVOUR, qu'il avait énoncé en 1861. Malgré les pourparlers entre le Cardinal ANTONELLI et le Père PASSAGLIA, le Pape déclarait solennellement : « Que l'Eglise de Rome ne pouvait s'accorder

avec les principes de la Révolution. La doctrine du Saint-Siège ne peut se concilier avec le progrès, le libéralisme avec la civilisation moderne ».

La Loi des Garanties domine cependant toute la législation postérieure. Un *modus vivendi* s'établit entre l'Eglise et le Gouvernement italien. Les différents ministres qui se sont succédé de 1871 à 1929 pratiquèrent une politique qui ne différa guère si on ne consulte que les textes. En 1876, un Gouvernement de gauche succéda à MINGHETTI, et la législation ne fut pas plus restrictive, mais seulement appliquée avec plus de rigueur.

Trois périodes peuvent être étudiées de 1871 à 1876, avec l'avènement de DEPRETIS, de 1876 à 1922, date de l'entrée à Rome de M. MUSSOLINI, et de cet événement jusqu'en 1929. Mais cette étude ne serait pas complète sans l'illustration donnée par les faits eux-mêmes.

Le Parlement en 1871 légiféra contre les congrégations religieuses, soumit le clergé au service militaire, abolit le serment religieux dans les actes judiciaires, prohiba les processions et les pèlerinages. Un décret royal du 26 juin 1871 réglait le mode de dévolution des menses épiscopales aux prélats nommés par le Saint-Siège. C'était une mesure assez arbitraire, car sur 94 demandes d'entrée en possession, 27 furent agréées. Les facultés de théologie furent supprimées dans les universités d'Etat en 1873. Les « lois éversives » furent étendues à la province de Rome par une loi du 18 juin 1873. Cependant, en raison du caractère de Rome, capitale de la catholicité et des possesseurs des instituts de la ville de Rome et dans les diocèses suburbicaires, la rigueur de cette loi fut atténuée.

Le fonds de bienfaisance spécial pour Rome recueillit les instituts supprimés, à la place des fonds du culte.

Le 18 mars 1876, le ministère modéré présidé par MINGHETTI tombe. DEPRETIS avec la gauche lui succède ; la gauche dirigera le Gouvernement d'une façon ininterrompue avec les Ministres DEPRETIS, CAYROLI et surtout CRISPI. Comme nous l'avons remarqué, la législation anticatholique ne s'aggrava pas. Les mesures prévues pour frapper les actes religieux ne furent pas appliquées. Les projets établissant la priorité du mariage civil sur le mariage religieux ne se traduisirent jamais en loi. L'œuvre de la gauche se limita à ce que beaucoup ont appelé la *loi de malheur*. Elle consistait en la suppression des décimes perçus sur les sacrements. Cette loi du 14 juillet 1887 apporta une compensation au dommage causé au patrimoine organisé par les lois antérieures en prévoyant des ressources de l'Etat. La loi du 17 juillet 1890 laïcisa les œuvres de bienfaisance. Les mesures prises par la gauche furent très modérées et cela tient surtout à la présence du Sénat et aux hommes du Gouvernement raisonnables dans leurs projets. Le 6 juin 1888, le Code ZANARDELLI était voté ; certains articles prévoyaient des peines fort importantes et la privation temporaire ou perpétuelle de leurs bénéfices pour les prêtres qui, dans l'exercice de leurs fonctions sacrées ou en tant que citoyens, censureraient publiquement ou outrageusement les institutions et les lois d'Etat. Cette législation était perfide par l'absence d'énumération des cas ; et elle était contraire à l'article 9 de la Loi des Garanties qui avait donné au Pontife la liberté d'accomplir toutes les fonctions de son ministère.

En 1895, le 20 septembre est décrété fête nationale. Mais à mesure que l'on s'éloigne des événements de 1871, les rapports entre l'Etat et l'Eglise d'Italie subissent une

profonde modification. Déjà en 1913 l'indépendance du Pontife romain pouvait s'acquérir autrement que par une souveraineté territoriale, déclare Mgr. Rossi, archevêque d'Udine. C'était une opinion isolée et que la Papauté n'a jamais admise. La guerre éclate en 1914. Un corps de chapelains ayant rang et grade dans la hiérarchie militaire fut constitué. Les relations pendant toute la guerre furent cordiales pour deux raisons. La première était due à ce que BENOIT XV, dans son allocution du 6 décembre 1915, reconnaissait que le Gouvernement italien faisait tous ses efforts pour atténuer les inconvénients de la Loi des Garanties. D'autre part, l'Etat italien voyait tout le bénéfice apporté par le sentiment religieux au patriotisme italien. Un peu plus tard, le Pape déclarait qu'il attendait une amélioration de sa situation, du sens de la justice et du bon vouloir du peuple italien et non des armées étrangères.

Immédiatement après la guerre, les relations devinrent excellentes. L'Eglise autorisa les fidèles à entrer dans les luttes politiques et supprima le « non expedit ». Des Ministres catholiques firent partie des différents cabinets, et l'Etat italien mit un croiseur à la disposition du Cardinal Philippo JUSTIN, légat apostolique de Jérusalem. Celui-ci s'embarqua à Tarente le 13 septembre 1919. Les signes de détente abondent dans les lois et les décrets du Gouvernement. L'Etat redonne des subsides au culte catholique, ce qui ne s'était pas vu depuis soixante ans. Un décret royal du 24 novembre 1919 exempte de certains impôts les biens ecclésiastiques. Le Gouvernement ramène le 18 septembre 1919 le calendrier civil au calendrier religieux. Les curés et les autres catégories du clergé sont exempts d'impôts. Les décrets royaux du

8 juillet 1923, du 31 mars 1925, du 7 janvier 1926 atténuent ce qu'il y avait de trop laïque dans les lois antérieures. La loi du 17 juin 1926 réforme la loi du 17 juillet 1890 sur les institutions de bienfaisance. Le Gouvernement établit une relation avec le septième centenaire de la mort de SAINT FRANÇOIS d'ASSISE et reporte à partir de 1926 la fête nationale au 4 octobre ; obéissant toujours au même mobile, la fête de SAINT JOSEPH, le 19 mars devient fête nationale par la loi du 6 décembre 1928.

Le 20 novembre 1922, le sous-secrétaire d'Etat à l'instruction publique fait remettre tous les crucifix dans les écoles primaires. Le décret royal du 6 mai 1923 rétablit l'enseignement religieux dans l'enseignement secondaire. Mais ces deux dernières lois sont dues au régime fasciste, qui s'est établi le 20 octobre 1922. Jusqu'en 1929, une série de mesures rétablissent la paix dans les rapports de l'Eglise et du Gouvernement italien. L'Encyclique *Ubi arcano Dei* était comme une main tendue, vers le nouveau Gouvernement qui donnait tant d'espérances : « J'ai des pensées de paix et non d'affliction. Que luise « enfin ce jour très heureux... pour la pacification de « l'Italie et de l'Univers ».

Une circulaire du 31 décembre 1925 donnait l'ordre aux examinateurs de s'abstenir de questions qui troubleraient les consciences. La liberté de l'enseignement est rétablie le 30 septembre 1923. Enfin, le 2 octobre 1924, l'université catholique du Sacré-Cœur de Milan faisait partie de l'université. Elle pouvait délivrer des diplômes et conférer des grades. Le Garde des Sceaux Rocco publie un décret qui rétablit le Christ dans les auditoires de la Justice. En 1923, un corps de chapelains est offi-

ciellement constitué pour l'armée, la marine et l'aéronautique, et le 17 mars 1924 on prévoit de nombreuses exemptions du service militaire pour les ecclésiastiques. De multiples dispositions pourraient encore être citées. Elles tendent à montrer la bienveillance croissante du Gouvernement à revaloriser le sentiment religieux en Italie et à rendre un hommage voulu à l'Eglise et à ses institutions.

Le 10 juillet 1924, toute attaque de presse dirigée contre la Patrie, le Roi, la Famille royale, le Pontife et la Religion, est punie très sévèrement. Un nouveau Code italien est promulgué en août 1927 ; il punit les délits contre le culte. Les manifestations du culte catholique sont protégées d'une manière plus efficace que celles des autres cultes. Enfin, nous pouvons citer comme dernière manifestation de cette amorce de rapprochement la tentative de réforme de la législation ecclésiastique. Le Pape fit échouer le projet de l'honorable GENTILI, la réforme ayant un caractère unilatéral. Quelques années plus tard, la prophétie formulée par CAVOUR en 1861 allait se réaliser : il sera donné à une même génération d'avoir ressuscité une nation et d'avoir réalisé quelque chose de plus grand et de plus sublime encore.. « La réconciliation du Pape avec l'autorité civile, la « pacification entre l'Eglise et l'Etat, entre l'esprit de la « religion et des grands principes de liberté ».

* * *

Notre étude ne serait pas complète si nous ne choissions pas quelques incidents qui éclaireront la situation de fait. Comme pour la législation, on peut discerner

trois phases, une favorable avec DEPRETIS, une défavorable pour le Pape avec CRISPI, et une meilleure après guerre. Notre étude nous empêche d'énumérer tous les faits notables. Nous avons dû nous limiter aux plus significatifs. Les voyages des souverains étrangers à Rome sont du domaine de l'histoire diplomatique, et ne touchent que de loin aux rapports de l'Eglise et du Gouvernement italien. L'incident le plus important peut-être de cette période fut celui du transfert des cendres de PIE IX, les 12 et 13 juillet 1881. Nous n'insisterons pas sur ces faits qui seront traités ultérieurement dans leurs détails. A la suite de cet incident, LÉON XII estimait la situation due à la Loi des Garanties d'une grande précarité à tel point qu'il songea à quitter Rome. Mais FRANÇOIS JOSEPH exhorta le successeur de PIERRE de ne pas « abandonner les tombeaux des Saints Apôtres et la Ville Eternelle ». En 1884, les biens de la Sacrée-Congrégation de la Propagation de la Foi sont convertis. L'avènement de CRISPI ne devait pas diminuer la tension ; tout au contraire le syndic de Rome est destitué par lui pour avoir été présenter ses vœux au Cardinal-vicaire. Le deuxième incident fut l'inauguration par CRISPI du monument de Giordano BRUNO sur la place des Fleurs, le 9 juin 1889. « C'est l'abomination dans le Lieu Saint » s'écrit LÉON XIII à la lecture du discours. La crise s'accrut à la suite du célèbre parallèle établi par G. BOVIO. Les historiens considèrent comme aussi importante la date du 20 septembre 1910, lorsque le syndic de Rome NATHAN tint un discours qui était une offense directe au Vicaire du Christ.

La guerre arrive et BENOIT XV reste impassible au milieu des sollicitations des belligérants. BENOIT XV a

répudié toute collusion avec les Empires Centraux ; il n'en continua pas moins à se laisser gagner par leurs arguments, concernant sa propre situation. Sa position était renforcée par la suite heureuse de la guerre. Déjà le 17 mars 1918 les fonds cultuels sont augmentés. JEMOLO considère que c'est une importante innovation. Non moins grande fut la participation des catholiques à la vie politique, sous la bannière du Parti Populaire. Leur programme est publié le 19 janvier 1919. Le Vatican se laisse aller à des concessions. Il lève la prohibition, par laquelle les souverains catholiques et les chefs politiques ne pouvaient rendre visite au Roi d'Italie. Une heureuse mesure influa sur le Gouvernement italien, ce fut le rétablissement de l'ambassade de France. En juin 1921, les fascistes M. MUSSOLINI et ROCCO prononcent à la Chambre des discours que l'on n'avait pas entendus depuis longtemps. Mais le Ministre libéral tombe en septembre. Il n'avait pas su se servir de sa force et de son autorité pour éviter une révolte contre la jeunesse catholique. Le 28 octobre 1922 eut lieu la marche historique des quadrumvirs fascistes sur Rome. Le Fascisme prit le pouvoir. M. MUSSOLINI, de sa nouvelle et déjà grande autorité prononça les paroles désormais immortelles : « Le Catholicisme est une grande
« force spirituelle et morale. Je vous avoue qu'entre le
« Vatican et le Gouvernement, il y aura désormais des
« rapports très amicaux ».

CHAPITRE IV

ANALYSE DU CONCORDAT ITALIEN

Nous n'avons pas l'intention d'examiner en détail toutes les dispositions qui se trouvent dans le Concordat italien ; il y en a, en effet, qui n'ont qu'un intérêt local ; nous nous limiterons à celles qui sont essentielles et fondamentales. Et l'on verra que le Pape disait avec raison aux Professeurs et étudiants de l'Université catholique de Milan que si le Concordat italien n'est pas le meilleur de ceux qui peuvent se faire, il se range certainement parmi les meilleurs conclus jusqu'ici.

Dans les Accords du Latran, Louis MISSEREY observe que le glorieux Pontificat de PIERRE XI pourra s'appeler l'ère des concordats. Et de fait, ce Pape a réussi à en conclure d'avantage que ses prédécesseurs immédiats : BENOIT XV, PIERRE X et LÉON XIII ; mais PIERRE IX le distance... et de loin — du moins au début de son pontificat — car, à la fin, il laissa l'Eglise dans un splendide isolement. LÉON XIII ne passa guère de concordats, mais il pratiqua une politique de rapprochement si active avec les Etats qu'il paraît parfois se soucier davantage des Gouvernements que des catholiques. PIERRE X ne conclut qu'un concordat avec la Serbie et encore la guerre le

mit-elle presque immédiatement à néant. BENOIT XV reprit la politique de LÉON XIII ; mais disparut prématurément — préparant les voies à PIE XI. L'action de ce pontife peut se résumer ainsi, d'après un auteur italien très estimé (Amedeo GIANNINI, *I concordati post belici*, p. 32) : 1° La Chiesa fa da se : l'Eglise agit de soi ; elle est assez grande personne morale pour n'avoir besoin ni de tuteur, ni d'appui, ni de patronat. Il s'ensuit, par exemple, que les délégués pontificaux en Turquie et en Chine n'ont pas besoin d'une présentation française ; ils représentent le Saint-Siège et c'est assez. 2° Il est expédient d'entrer en rapports avec les Etats nés de la guerre et de passer avec eux des accords exprès, mais sans précipitation. 3° Il est expédient de stabiliser et de revivifier les rapports avec les anciens Etats et de les adapter aux circonstances nouvelles. 4° Il faut éviter que l'œuvre des missions ne dégénère et ne s'imprègne de politique. 5° Pour éviter les mouvements xénophobes, il est nécessaire de préparer un épiscopat et un clergé, romain d'esprit et de doctrine, mais national de sentiment. 6° Les rapports avec les Etats doivent avoir pour base les règles du droit canonique ; on pourra faire des concessions si l'on en obtient, mais à condition de ne pas toucher aux principes de la hiérarchie et de la discipline ecclésiastique. 7° L'Eglise doit s'appuyer sur la collaboration des laïcs, encadrés et dirigés par la hiérarchie ecclésiastique. En s'inspirant de ces principes, et en s'en rapprochant autant qu'il se pouvait, PIE XI a conclu toute une série de concordats, *modus vivendi* et accords : concordat avec la Lettonie (30 mai 1922), avec la Bavière (29 mars 1924), avec la Pologne (10 février 1925), accords avec la France relatifs aux honneurs liturgiques

(4 décembre 1926), concordat avec la Lithuanie (27 septembre 1927), *modus vivendi* avec la Tchécoslovaquie (2 février 1928), accord avec le Portugal (15 avril 1928). Du point de vue du Saint-Siège, ces diverses conventions n'ont pas la même excellence ; voici à peu près comment ils se placent sur l'échelle de la perfection.

Tout en bas, l'on a le Concordat bavarois ; il est le fruit de transactions, chacune des hautes parties contractantes donne et reçoit. Il est difficile de dire celle qui reçoit le plus et qui donne le moins. Beaucoup de pratiques archaïques, qui existaient dans le Concordat de 1817, tombent, par exemple le serment des évêques ; mais bien des vieux droits régaliens sont maintenus. L'Eglise catholique retrouve une situation de privilège ou tout au moins rentre dans le droit commun. Les principes du nouveau droit canonique ne sont pas sacrifiés, encore que des accommodations de détail aient été nécessaires. En somme, concordat conciliant, avantageux pour l'Etat et l'Eglise, mais qui ne mérite pas de servir de modèle et de précédent...

A un degré au-dessus figure le concordat avec la Lettonie ; il fut bien accueilli non seulement par les catholiques lettons, mais par les catholiques du monde entier. La Lettonie se contente de s'assurer un clergé national, politiquement fidèle ; mais elle laisse au Saint-Siège la plénitude de sa primauté sur ce clergé et elle fournit d'importants subsides.

Au-dessus vient le Concordat polonais ; il fut assez joyeusement accueilli dans le monde catholique et en Pologne. Le monde catholique vit dans le régime établi en Pologne, malgré la conservation de quelques pratiques anciennes, comme le serment des évêques et le Patronat,

qui devraient disparaître complètement, la pleine et entière reconnaissance de la part de l'Etat de l'organisation et de l'autonomie de l'Eglise...

Plus haut encore, c'est le Concordat lithuanien. « On « peut affirmer, écrit Amedea GIANNINI (*I concordati post bellici*, p. 222), « que toutes les modifications et ad-
« jonctions apportées au Concordat lithuanien par rap-
« port au Concordat polonais, se ramènent à des avan-
« tages en faveur de l'Eglise catholique. Dans les pays
« habitués aux longues luttes contre l'Etat et l'Eglise
« et qui gardent encore une mentalité de défiance envers
« l'Eglise, le Concordat lithuanien apparaîtra audacieux,
« à cause de multiples concessions que l'Etat y fait à
« l'Eglise ; mais en Lithuanie, la situation apparaît sous
« un autre angle. Le peuple est plein de foi et a toute
« confiance dans son clergé, dont le patriotisme a été
« l'une des sources de la renaissance nationale. Il est
« prêt à marcher la main dans la main avec l'Eglise ».

Au sommet enfin, le Concordat italien. Le Comte della TORRE écrit que pour l'amplitude du règlement qu'il établit, pour les raisons qui le déterminent et les sentiments qui l'inspirent, le Concordat mérite mieux que le nom de *Capitula concordaga* ou de « Pacte » ; il mérite le nom de « concordia » ou de « Pax » (*Postille* p. 92) — dont PIE XI a tant de fois fait un si vif éloge. « Lorsqu'on reconnaît à l'Eglise la personnalité
« juridique avec tous les droits qui en découlent ; lorsque
« le sacrement du mariage prend la place qui lui convient
« dans la législation et dans la vie civile ; lorsqu'aux
« familles religieuses est reconnue la personnalité juri-
« dique ; lorsque l'Université catholique du Sacré-Cœur
« obtient à la fois une si haute et si légitime considération

« lorsqu'on rend à l'enseignement religieux la mission
« et l'honneur qui lui sont dus ; lorsque, par ailleurs, on
« concède à l'action catholique sa place légitime ; en
« vérité, il est aussi facile que juste de comprendre que
« l'on puisse et que l'on doive remercier de tout cœur
« le Seigneur » (Discours adressé aux professeurs et aux
« étudiants de l'Université catholique du Sacré-Cœur
« de Milan, 13 février 1929) ¹.

*
* * *

D'après le Comte della TORRE, le Concordat répond à un double but : jeter les bases d'une clarification et d'une réorganisation de la législation ecclésiastique en s'inspirant de mutuels desseins de paix, et renforcer la vie religieuse du peuple romain, selon les vœux de l'Eglise et le programme du régime. Répondent au premier but les règles qui regardent tout le Gouvernement spirituel en Italie, ses droits, ses libertés, ses moyens, et ses rapports avec l'Etat ; répondent au second, toutes les autres règles qui tendent à une collaboration féconde entre les deux pouvoirs.

On peut dire qu'en Italie, les relations entre l'Eglise et l'Etat n'avaient jamais été très bien définies ; de séparation véritable, il n'y avait ni intention ni trace quant aux libertés complètes et réciproques promises par CAVOUR, elles s'étaient muées en une sorte de « Juridictionnalisme », dont les principes politiques étaient la subordination de l'Eglise à l'Etat, mais seulement dans une mesure relative et non dans ses conséquences extrê-

1. Depuis le Saint-Siège a passé deux nouveaux concordats : l'un avec l'Etat de Bade, le 7 novembre 1932, l'autre avec l'Etat allemand, le 20 juillet 1933. On sait à quelles difficultés se heurte l'application de ce dernier concordat.

mes. Ce concept est abandonné dans le concordat. « Si
 « *rinuncia cioè a considerare la Chiesa cattolica come*
 « *un' associazione privata retta da un diritto comune,*
 « *la religione come un problema della coscienza indivi-*
 « *duale, di cui lo Stato non si deve interessare e lo Stato*
 « *come una organizzazione agnostica in materia reli-*
 « *giosa, indifferente rispetto a tutte le religioni »* (Rela-
 zione dell'on. M. MUSSOLINI alla Camera dei deputati).
 L'Italie renonce à considérer l'Eglise comme une asso-
 ciation privée, régie par le droit commun, la religion
 comme un problème de conscience individuelle dont
 l'Etat ne doit pas se soucier, et l'Etat comme une orga-
 nisation agnostique en matière religieuse, indifférente à
 l'égard de toutes les religions. Mais d'après M. MUSSO-
 LINI l'abandon du principe de la séparation, qui du reste
 n'avait jamais été strictement appliqué, ne signifie
 pas l'introduction d'un système dans lequel les deux
 pouvoirs seraient mêlés et confondus. Le concordat
 instaure un régime de concorde et de collaboration,
 mais non de confusion entre l'Eglise et l'Etat.

Le Concordat italien comporte un préambule et qua-
 rante-cinq articles. Le préambule place l'acte sous la
 protection de la Très Sainte Trinité et rappelle le lien
 qui, selon le désir exprès de PIE XI, existe entre le traité
 et le concordat. L'invocation à la Très Sainte Trinité
 a été l'objet de critiques et de sarcasmes ; on a voulu
 voir une résurrection du moyen âge et de ses concep-
 tions théologico-politiques. Mais à la Chambre des
 Députés, M. MUSSOLINI a montré qu'il s'agissait surtout
 d'une formule de style et de courtoisie inscrite aussi
 dans d'autres concordats très récents : les concordats
 avec la Pologne et avec la Lithuanie. Mais elle ne figure

pas dans les concordats avec la Lettonie, ni avec la Bavière.

Les articles du concordat peuvent se ranger en deux groupes : ceux qui sont relatifs au libre exercice du pouvoir spirituel en Italie et à l'organisation du régime des cultes (art. 1 à 33) et ceux qui ont plus spécialement pour but de « rendre l'Italie à Dieu et Dieu à l'Italie » (art. 33 à 43). Les articles 44 et 45 sont d'ordre général : ils prévoient des dispositions pour les conflits qui pourraient naître et pour l'application du concordat.

L'article 1^{er} doit retenir notre attention ; il est ainsi rédigé : « L'Italie, aux termes de l'article 1^{er} du traité, « assure à l'Eglise catholique le libre exercice du pouvoir spirituel, le libre et public exercice du culte, ainsi « que celui de sa juridiction en matière ecclésiastique, « selon les règles posées par le présent concordat ; là où « il le faudrait, elle accorde aux ecclésiastiques, pour les « actes de leur ministère spirituel la défense de la part « des autorités. En considération du caractère sacré de la « Ville Eternelle, siège épiscopal du Souverain Pontife, « centre du monde catholique et but des pèlerinages, le « Gouvernement italien aura soin d'empêcher à Rome « tout ce qui pourrait être en contradiction avec ce « caractère ». La pleine liberté de l'Eglise et sa garantie par l'Etat est plus énergiquement affirmée que dans les autres concordats ; mais substantiellement, il n'y a pas de différence profonde. Voici l'article 1^{er} des divers concordats :

Concordat letton : la religion catholique sera librement et publiquement exercée en Lettonie, et la personnalité juridique avec tous les droits que le Code civil de Lettonie reconnaît aux autres personnes civiles lui sera reconnue.

Concordat bavarois : l'Etat bavarois garantit le libre et public exercice de la religion catholique. Il reconnaît le droit de l'Eglise à émettre dans les limites de sa compétence des lois et des décrets qui obligent ses membres ; il n'empêchera ni ne gênera l'exercice de ce droit. Il assure à l'Eglise catholique le paisible exercice du culte dans les actes de leurs fonctions. Les ecclésiastiques jouissent de la protection de l'Etat.

Concordat polonais : l'Eglise catholique, sans distinction de rites, jouira dans la République de Pologne, d'une pleine liberté. L'Etat garantit à l'Eglise le libre exercice de son pouvoir spirituel et de sa juridiction ecclésiastique, de même que la libre administration de ses affaires et de ses biens, conformément aux lois divines et au droit canonique.

Concordat lithuanien : l'Eglise catholique, sans distinction de rites, jouira dans la République de Lithuanie, de toutes les libertés nécessaires à l'exercice de son pouvoir spirituel et de sa juridiction ecclésiastique, ainsi qu'à l'administration et gestion de ses affaires et de ses biens, conformément aux lois divines et au droit canonique.

Avec des variantes, c'est toujours la même déclaration à savoir que l'exercice du pouvoir spirituel sera pleinement libre. Ce qui est particulier dans le Concordat italien, ce sont les dispositions relatives à la ville de Rome. Elles s'expliquent d'abord par les incidents fâcheux qui s'étaient produits, à diverses reprises, pendant la période de dissentiment entre le Vatican et le Quirinal. Il suffira de rappeler ici les scènes scandaleuses qui se produisirent le 13 juillet 1881 lors du transfert de la dépouille de PIE IX à la Basilique de Saint-Laurent,

scènes rappelées et flétries par LÉON XIII dans une allocution aux cardinaux du 4 août « ce que n'avaient ja-
« mais osé les barbares, des Italiens l'osèrent, non seu-
« lement ils insultèrent le nom de PIE IX, mais ils jetè-
« rent des pierres sur le char qui transportait sa dépouille
« et plus d'une fois l'on pût craindre qu'ils ne jetassent
« ses cendres dans le Tibre », « Devant un pareil attentat », poursuivait le Pontife, « le monde catholique se rendra
« compte de la sécurité qui nous reste à Rome, et qu'il
« ne nous est possible d'y demeurer que comme un
« prisonnier dans le Vatican » (Noi non possiamo rima-
« nere in Roma altrimenti che prigionieri nel Vaticano).

On ne peut pas non plus passer sous silence l'inauguration du monument à Giordano BRUNO sur la place « Campo de' Fiori » le jour de la Pentecôte (9 juin 1889). L'un des orateurs, Giovanni BORIO s'écria : « Les nations
« qui sont représentées ici sentent bien que, de même que
« l'Edit de Milan fixe la date de la religion chrétienne, de
« même le 9 juin fixe la date de l'avènement de la religion
« de la libre pensée ». Et la presse renchérit. « Le monu-
« ment de Giordano BRUNO marque la définitive pos-
« session de Rome spirituelle au nom de l'Italie... de
« même que le 20 septembre marqua la chute du pouvoir
« temporel, le 9 juin marque les funérailles du pouvoir
« spirituel »

LÉON XIII protesta énergiquement dans l'allocution consistoriale du 30 juin. « Depuis l'occupation violente
« de Rome, nous voyons se succéder toute une série
« d'injures contre la religion et le siège apostolique. Mais
« les désirs des sectes impies vont bien plus loin, ils
« s'efforcent de faire de Rome, capitale du monde catho-
« lique, le centre de toute impiété et de mœurs déréglées.

« C'est une chose bien triste et bien monstrueuse que
 « de cette illustre cité, dans laquelle Dieu a établi le
 « siège de son Vicaire, l'on ose proclamer l'indépendance
 « de la pensée vis-à-vis de Dieu... C'est l'abomination
 « de la désolation dans le lieu saint de cette cité qui,
 « au dire des Gouvernements italiens, devait rester
 « toujours le siège glorieux et sûr du Saint-Siège. L'on
 « veut aujourd'hui en faire le centre de l'impiété et du
 « culte de la Raison que l'on veut égaler à Dieu. Dans de
 « telles conditions, l'on voit quelle liberté, quelle dignité
 « il nous reste dans l'exercice du suprême apostolat... ».

Il faut enfin rappeler le discours prononcé le 20 septembre 1910 par le syndic de Rome, Ernest NATHAN, devant la brèche de la Porta Pia et dans lequel, s'érigeant en pontife supérieur de l'anticléricalisme, il parlait du Saint-Siège comme d'un soleil éteint. PIE X protesta comme l'avait fait LÉON XIII et dans sa lettre au Cardinal Vicaire il releva surtout que NATHAN avait parlé « au nom de cette Rome qui devait être d'après des « déclarations autorisées, la demeure honorée et paisible « du Souverain Pontife ». A la lumière de ces faits, les dispositions de l'article 1^{er} du concordat relatives à Rome s'expliquent aisément ; mais elles doivent être interprétées raisonnablement. Dans une lettre au Cardinal GASPARRI, le Pape s'est déclaré peiné de l'exégèse de ce texte faite dans le discours de M. MUSSOLINI à la Chambre des Députés. « Nombre de belles et bonnes choses ont été « dites, touchant le caractère sacré de la ville de Rome, « la cité épiscopale du successeur de SAINT PIERRE, chef « et centre de l'unité catholique, et grandes en sont « notre satisfaction et notre reconnaissance. C'est avec « un étonnement d'autant plus pénible que nous avons

« vu surgir l'idée que certaines vraies et indéniables
« offenses à ce caractère sacré pourraient être tolérées
« au nom de la liberté de conscience et d'une compassion
« qui est tout à fait hors de raison. De quelle liberté de
« conscience parle-t-on. Où n'arriverait-on pas en s'en-
« gageant en pareille voie ? De trop vastes espérances
« s'étaient éveillées dans les milieux catholiques après la
« signature des accords ; on y perdait un peu le contact
« avec les réalités et les possibilités. M. MUSSOLINI y
« fait allusion dans son discours à la Chambre et jette
« un peu d'eau glacée », quelques-uns ont commencé à
faire le procès du « Risorgimento ». D'autres ont trouvé
que cette statue de Giordano BRUNO à Rome est presque
offensante. « Il faut que je déclare que la statue de Gior-
« dano BRUNO, mélancolique comme le destin de ce
« moine, restera où elle est. Il est vrai que lorsqu'elle
« fut placée au Campo di Fiori, il y a eu des protestations
« très violentes. Ruggero BONGHI lui-même y était
« opposé et il fut sifflé par les étudiants de Rome. Mais
« désormais, j'ai l'impression que l'on paraîtrait s'a-
« charner contre ce philosophe qui, s'il s'est trompé et
« s'il a persisté dans son erreur, l'a payée. Naturellement,
« il ne faut pas même penser que le monument de Gari-
« baldi sur le Janicule puisse être placé diversement,
« même en ce qui concerne le cou du cheval. Je crois
« que Garibaldi peut regarder tranquillement de ce
« côté, car aujourd'hui son grand esprit s'est apaisé.
« Non seulement il restera, mais dans la même zone
« surgira, par initiative du régime, le monument à Anita
« Garibaldi... ».

Nous avons eu l'occasion d'aller à Rome, soit avant,
soit après les Accords de Latran ; il ne nous a pas paru

qu'il se fût produit de changement dans sa physionomie. Mais il faut dire que depuis l'avènement du Fascisme, cette physionomie s'est beaucoup modifiée. Il y a moins de bonne humeur, moins de laisser aller. Les visages et les attitudes se sont tendus, militarisés. Les Accords de Latran ne sont pour rien dans ces changements. Ils ne paraissent pas jusqu'ici entraîner de conséquences pratiques à cet égard. M. MUSSOLINI se félicite que Rome ait un certain caractère de gravité, mais il admet parfaitement qu'on s'y divertisse. *Città seria ma che sappia divertirsi...*

Les articles 2 à 33 réglementent minutieusement les rapports de l'Eglise et de l'Etat en Italie ; ils constituent la traduction dans les faits et dans la pratique de l'article 1^{er}. Nous en indiquerons seulement les grandes lignes.

Tout d'abord, le Saint-Siège communique librement avec les évêques, avec le clergé et tout le monde catholique, sans ingérence du Gouvernement. Disposition toute naturelle et qui existait d'ailleurs déjà dans la Loi des Garanties. « Il sommo Pontefice corrisponde liberamente con l'Episcopato e con tutto il mondo cattolico, « senza alcuna ingerenza del Governo italiano » (art. 12). Pareillement, pour tout ce qui se rapporte à leur ministère pastoral, les évêques communiquent librement avec leur clergé et avec tous leurs fidèles. Les instructions, ordonnances du Saint-Siège et des évêques peuvent être affichées à l'intérieur et à l'extérieur des Eglises, sans payer de taxes, pourvu qu'elles soient relatives au gouvernement spirituel des fidèles et qu'elles soient en latin ou en italien, sauf si elles émanent du Pape, auquel cas, elles peuvent être en n'importe quelle langue.

De nombreux privilèges sont concédés aux ecclésiastiques.

tiques : exemption du service militaire, sauf le cas de mobilisation générale. Et même alors, les clercs gardent leur habit et sont affectés aux services sanitaires et religieux. Ceux qui ont charge d'âme bénéficient d'une dispense totale ; exemptions également de l'office de jurés. Ce sont là des conséquences de la doctrine catholique. « Ecclesia abhoret a sanguine » et qui figurent, avec des nuances, dans tous les concordats. *Concordat letton* : les ecclésiastiques, à partir de l'ordre de sous-diacre inclusivement, sont exempts du service militaire et des autres fonctions civiles incompatibles avec la vocation sacerdotale, comme par exemple jurés, membres du tribunal etc... On peut même noter que le Concordat lithuanien va plus loin que l'italien. « Les ecclésiastiques, « ayant reçu les ordres, les religieux ayant prononcé « leurs vœux, les élèves aux séminaires et les novices « dans les noviciats, s'ils persévèrent dans leur état « ecclésiastique ou religieux, seront exempts du service « militaire, même dans le cas de guerre et de levée en « masse. Les ecclésiastiques seront aussi libérés des « fonctions civiles incompatibles avec la vocation « sacerdotale selon le droit canon ».

Le Concordat italien admet l'insaisissabilité partielle des traitements des ecclésiastiques, les assimilant à cet égard aux fonctionnaires de l'Etat. On trouve déjà une règle analogue dans le Concordat letton, polonais, etc... A l'égal des fonctionnaires de l'Etat, ils bénéficieront du droit d'exemption de la saisie judiciaire pour une partie de leur traitement (Concordat polonais art. 5).

L'article 5 est assez exorbitant du droit commun ; il implique une sorte de sujétion de l'Etat ; « Aucun ecclésiastique ne peut être nommé ou rester à un emploi ou

« office de l'Etat italien ou d'organisations publiques,
 « dépendant de celui-ci sans le *nihil obstat* de l'Ordinaire
 « diocésain. La révocation du *nihil obstat* enlève à l'ec-
 « clésiastique la capacité de continuer à exercer l'emploi
 « ou l'office entrepris. En tout cas, les prêtres apostats
 « ou frappés de censure ne pourront être nommés ou
 « conservés dans un enseignement, un office ou un
 « emploi, dans lesquels ils seraient en contact immédiat
 « avec le public ». M. MUSSOLINI, dans son discours à la
 Chambre, l'a ainsi commenté : « Il y a eu sur cet article
 « une assez longue discussion. Il n'est pas rétroactif.
 « Il y a actuellement un millier d'individus environ qui,
 « apostats ou frappés de censure, sont dans la situation
 « prévue. Ils resteront où ils sont. La concession faite
 « par l'Etat italien n'est d'ailleurs pas isolée. Elle figure,
 « dans des limites d'ailleurs diverses, dans plusieurs
 « concordats récents : les Concordats bavarois et polo-
 « nais, par exemple, surtout en matière d'enseignement ».

PIE XI, dans sa lettre au Cardinal GASPARRI, ne paraît
 guère goûter l'interprétation de M. MUSSOLINI. « On a
 « nié à plusieurs reprises la rétroactivité de l'article 5
 « du Concordat. Si c'est une question de mots, nous
 « reconnaissons aisément que le mot lui-même ne se lit
 « pas dans l'article en question ; mais en réalité cette
 « rétroactivité est exigée par l'esprit et la lettre de
 « l'article en question, comme aussi par les discussions
 « dont il a été l'objet et dont la documentation subsiste ».

En définitive, une certaine catégorie de citoyens se
 trouve frappée d'une sorte de *capitis diminutio*, alors que
 peut-être ils se sont séparés de l'Eglise pour des raisons
 de conscience tout à fait estimables, et qu'à tous autres
 égards ils sont qualifiés pour l'emploi qu'ils sollicitent.

L'application de l'article 5 devra se faire avec tact et ménagement, sous peine de se révéler assez odieuse. A noter encore que l'article 29 § 1, punit le port abusif de l'habit ecclésiastique ou religieux des mêmes peines que le port abusif de l'uniforme militaire. Il nous semble que cette disposition peut se défendre, le port abusif de l'habit religieux pouvant être gros de dangers, comme les faits divers des journaux le prouvent.

L'article 8 est aussi susceptible de soulever des critiques ; il est contraire au principe d'égalité devant le droit pénal. Le voici : « Dans le cas où soit un ecclésiastique, soit un religieux, seraient déférés pour délit à un juge, le Procureur du Roi doit informer immédiatement l'Ordinaire du diocèse sur le territoire duquel il exerce sa juridiction ; et, il doit soigneusement transmettre d'office au même le résultat de l'instruction et, s'il y a lieu, la sentence judiciaire tant en première instance qu'en appel. En cas d'arrestation, l'ecclésiastique ou le religieux est traité avec les égards dus à sa situation hiérarchique ; dans le cas de condamnation d'un ecclésiastique ou d'un religieux, la peine est purgée autant que possible dans un local séparé de celui destiné aux laïques, à moins que l'Ordinaire compétent n'ait réduit à l'état laïque le condamné ».

A propos de cet article, l'on a parlé de M. MUSSOLINI d'un For ecclésiastique. Non il n'existe pas de For ecclésiastique ; il n'existe dans l'Etat italien qu'un For civil. Le Duce montre ensuite que l'article 8 est moins favorable aux clercs que ne le sont les articles analogues des concordats récents, par exemple du Concordat polonais. « Si des ecclésiastiques ou religieux sont accusés près des tribunaux laïques de crimes prévus par les lois

« pénales de la République, ces tribunaux informeront
 « immédiatement l'Ordinaire compétent de chaque
 « affaire de ce genre et transmettront, le cas échéant,
 « l'acte d'accusation et l'arrêt judiciaire avec les consi-
 « dérants. L'Ordinaire ou son délégué auront le droit,
 « après conclusion de la procédure judiciaire, de prendre
 « connaissance des dossiers relatifs.

« Dans le cas d'arrestation ou d'emprisonnement des
 « personnes susmentionnées, les autorités civiles procé-
 « deront avec les égards dus à leur rang et à leur état.
 « Les ecclésiastiques et religieux seront détenus et subi-
 « ront les peines de réclusion dans des locaux séparés des
 « locaux destinés aux laïques, à moins d'avoir été privés
 « par l'Ordinaire compétent de leur dignité ecclésias-
 « tique. Au cas où ils seraient condamnés par jugement
 « à la détention, ils subiront cette peine dans un couvent
 « ou autre maison religieuse en des locaux à ce destinés ».

En lisant ces textes, l'on songe, malgré soi, aux pays de capitulations. Il y a en effet une certaine analogie entre le traitement que l'Italie consent aux ecclésiastiques et celui que la Turquie, par exemple, avait dû accorder aux Européens. Il n'y a guère qu'une différence de degré. Mais M. MUSSOLINI donne de l'article 8 une interprétation qui, somme toute, le rend assez anodin. « Que
 « faisons-nous, nous autres ? Nous communiquons
 « l'incident à l'Ordinaire diocésain, pour qu'il puisse
 « prendre les décisions d'ordre hiérarchique convenables.
 « Deux cas peuvent alors se présenter : ou bien il s'agit
 « d'un délit de droit commun, et alors l'ecclésiastique
 « est dégradé et suit le sort de tous les condamnés de
 « droit commun ; ou bien il s'agit d'un délit politique, et
 « alors le prévenu jouit de toutes les faveurs que nous

« avons consenties à ces sortes de délinquants ». Et le Duce rappelle ce qui a été fait pour le Grand Maître de la Franc-Maçonnerie, qui était incarcéré et qui a été transféré dans une clinique, parce qu'il devenait aveugle. A la lecture, il semble que l'article 8 a une portée plus grande que ne le dit le Duce à la Chambre ; un auteur catholique très autorisé, Amedeo GIANNINI, reconnaît que les dispositions de l'article 8 constituent pour les ecclésiastiques et religieux un véritable et spécial régime de privilège, encore qu'elles ne leur concèdent pas la plénitude d'immunité revendiquée naguère encore (9 octobre 1911) par PIE X dans le *motu proprio quantaris diligentia*. On pouvait croire que le « privilège du For » n'était plus qu'un souvenir, il semble que l'Eglise n'y ait pas définitivement renoncé. L'article 8 en est une survivance très atténuée.

Les édifices ouverts au culte sont exempts de réquisition et d'occupation. La force publique n'y peut pénétrer, sans en être requise, sauf les cas de nécessité. On a dit mais vraiment à tort, semble-t-il, que c'était la résurrection du droit d'asile. M. MUSSOLINI le dénie avec humour. « Si un délinquant se réfugie dans une église, les carabinieri l'y poursuivront et le saisiront ; ce sera rare, car il est notoire que les délinquants ont une sainte terreur des églises. Peut-être redoutent-ils davantage les foudres de la divinité que les menottes des carabinieri ».

L'Italie reconnaît les jours de fête établis par l'Eglise, qui sont assez nombreux ; tous les dimanches, le premier jour de l'an, le jour de l'Epiphanie (6 janvier), le jour de la fête de saint Joseph (19 mars), le jour de l'Ascension, le jour de la Fête-Dieu, le jour de la fête des Saints

Apôtres Pierre et Paul (29 juin), le jour de l'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie (15 août); le jour de la Toussaint (1^{er} novembre), le jour de la fête de l'Immaculée Conception (8 décembre), le jour de la Noël (25 décembre). A la condition d'être appliqué avec discernement et modération, cet article, aujourd'hui spécialement, ne peut présenter que des avantages. Le mot d'ordre ne peut plus être, en effet, de produire à outrance, puisque la production est surabondante. D'autre part, l'opinion publique s'humanise de plus en plus et accepte que les travailleurs ont le droit à des loisirs. Il est bon que certains jours soient spécialement voués à des fins idéalistes, cela donne du prix à l'existence.

Les articles 13 et 14 régissent la question du service religieux dans l'armée; ils n'apportent pas de modifications à l'état de choses existant déjà. L'article 15 est relatif aux dignitaires de l'Eglise du Panthéon, qui est comme on le sait, le lieu de sépulture de la Maison royale.

Les articles 16, 17 et 18 prévoient une nouvelle délimitation des diocèses et des paroisses; ils ne sortent pas de ce qui se fait d'habitude en cette matière. L'Italie est la nation catholique qui compte le plus grand nombre d'évêchés : 270, alors que la France n'en a que 75. Le plus grand est celui de Milan qui a 900 paroisses; mais il y en a dans l'Italie méridionale qui n'ont que 20 et même 6 paroisses. Les articles 19 et 20 doivent au contraire retenir notre attention : ils réglementent le choix des archevêques et évêques. Le choix des archevêques et évêques appartient au Saint-Siège. Avant de procéder à la nomination d'un archevêque ou d'un évêque diocésain, ou d'un coadjuteur avec droit de succession, le Saint-Siège communiquera le nom de la personne choisie au

Gouvernement italien pour s'assurer que celui-ci n'a pas de raison de caractère politique à soulever contre la nomination. Ces consultations se dérouleront avec le plus grand empressement possible et en toute discrétion de manière que le secret soit gardé sur la personne choisie, tant que n'a pas eu lieu sa nomination. C'est le système connu sous le nom de « nulla osta ». Il est apparu pour la première fois dans les accords du Saint-Siège à propos de Malte. Dans une note du 20 mars 1890, le Cardinal et Secrétaire d'Etat fit savoir au Général SIMONS, qui répondit en acceptant, que le Saint-Siège ne peut consentir à ce que son droit de nomination soit diminué, mais qu'il est disposé à user vis-à-vis du Gouvernement britannique de tous les égards compatibles avec l'intégrité de ce droit. Dans ce dernier, quand le Saint-Siège a connaissance de la vacance d'un siège, il s'assure préventivement de l'agrément du Gouvernement britannique, non par des correspondances écrites ou officielles, mais par de simples communications verbales d'un caractère strictement confidentiel et privé. Dans le concordat avec la Serbie (24 juin 1914), il est spécifié (art. 4) « que « le Saint-Siège avant de nommer définitivement les « archevêques et évêques, notifiera au Gouvernement « royal le nom du candidat, pour savoir s'il n'y a pas « contre lui des faits ou des raisons d'ordre politique ou « civil ». Dans un aide-mémoire du Cardinal GASPARRI, en date du mois de mai 1921, il est prévu « qu'avant de « procéder à la nomination des évêques en France, le « Cardinal Secrétaire d'Etat se réserve d'interroger S.E. l'ambassadeur de France pour savoir si le Gouvernement a quelque chose à dire au point de vue politique « que contre le candidat choisi ». C'est donc actuelle-

ment le droit commun en matière de nomination épiscopale ; mais les applications en sont assez diverses selon les concordats. Dans certains cas, par exemple pour Malte, le refus d'agrément n'est soumis à aucune limitation. Dans le Concordat serbe, les objections peuvent être de caractère politique ou civil. Dans les accords avec la France, elles ne peuvent être que d'ordre politique, et c'est la règle qui a aussi été admise pour l'Italie, la Pologne, la Lithuanie. Notons en passant, qu'en Bavière, le Saint-Siège ne peut choisir les archevêques et évêques que sur des listes de personnes présentées par les évêques et les chapitres de ce pays. C'est une survivance du temps où les chapitres élaient les évêques ; mais cela fait aujourd'hui figure d'anomalie, tant le Saint-Siège s'est assujetti les Eglises particulières.

Les évêques, avant de prendre possession de leur diocèse, prêtent, entre les mains du chef de l'Etat, un serment de fidélité selon la formule suivante : « Devant
 « Dieu et ses Saints Evangiles, je jure et promets, comme
 « il convient à un évêque, fidélité à l'Etat italien. Je
 « jure et promets de respecter et de faire respecter par
 « mon clergé, et le Roi et le Gouvernement établi, selon
 « les lois constitutionnelles de l'Etat. Je jure et promets,
 « en outre, que je ne participerai à aucun accord et
 « n'assisterai à aucune réunion qui puisse causer
 « dommage à l'Etat italien et à l'ordre public, et que je
 « ne permettrai pas à mon clergé semblable participa-
 « tion. Me préoccupant du bien et de l'intérêt de l'Etat
 « italien, je chercherai à parer tout mal qui pourrait
 « le menacer » (art. 20). Ce serment figure, avec des variantes, dans les Concordats letton, polonais et lithuanien ; il dérive, semble-t-il, en droite ligne de l'article 6

du Concordat français de 1801. « Je jure et promets à
« Dieu sur les Saints Evangiles, de garder obéissance et
« fidélité au Gouvernement établi par la constitution de
« la République Française. Je promets aussi de n'assis-
« ter à aucun concile, de n'avoir aucune intelligence, de
« n'entretenir aucune ligue, soit au dedans, soit au
« dehors, qui soit contraire à la tranquillité publique,
« et si, dans notre diocèse ou ailleurs, j'apprends qu'il
« se trame quelque chose au préjudice de l'Etat, je le
« ferai savoir au Gouvernement ».

En 1931, de graves difficultés se sont élevées entre le Saint-Siège et le Gouvernement italien au sujet de l'*Action Catholique* et de l'éducation de la jeunesse. Dans une Encyclique du 29 juin 1931, PIE XI rappelle que les évêques sont les successeurs des apôtres, que saint PAUL appelait, en termes d'une vertigineuse sublimité, *Gloria Christi* (II Cor. VIII. 23). « Vous savez, » écrit-il aux évêques, « que ce n'est pas un homme mortel, fût-il un
« Chef d'Etat ou de Gouvernement, mais l'Esprit Saint
« qui vous a placés dans la portion du troupeau que
« Pierre vous assigne pour régir l'Eglise de Dieu. Ces
« saintes et sublimes choses et tant d'autres qui vous
« regardent, il les ignore évidemment ou il les oublie,
« celui qui vous appelle, vous, évêques d'Italie, « Offi-
« ciers de l'Etat », car des officiers de l'Etat, vous êtes
« clairement distingués et séparés par la formule même
« du serment qu'il vous fait prêter au Monarque et qui
« précise préalablement « comme il convient à un évê-
« que ». Les évêques « Officiers de l'Etat », cela rappelle la formule française d'avant la séparation : les évêques, des préfets en robe violette. PIE XI, si attaché au dogme de la suprématie absolue du Saint-Siège, n'y saurait

évidemment souscrire. On sait que dans la même Encyclique, le Pape a condamné le serment fasciste, parce qu'il ne comporte pas de réserves et que ceux qui le prêtent deviennent comme des cadavres « *perinda ac cadaver* » dans les mains des autorités fascistes.

« Vous vous demandez, vénérables frères, ce qui reste
 « à penser d'une formule de serment qui impose aux
 « enfants eux-mêmes d'exécuter, sans discuter, des
 « ordres qui peuvent commander, contre toute vérité
 « et toute justice, la violation des droits de l'Eglise et
 « des âmes, déjà par eux-mêmes sacrés et inviolables, et
 « de servir, avec toutes ses forces, jusqu'au sang, la cause
 « d'une révolution qui arrache à l'Eglise et à Jésus-
 « Christ la jeunesse, qui inculque à ses jeunes forces
 « la haine, les violences, les irrévérences, sans en exclure
 « la personne même du Pape. Quand la demande doit se
 « poser en ces termes, la réponse du point de vue catho-
 « lique, et même purement humain, est unique, et nous
 « ne faisons que confirmer la réponse que déjà vous vous
 « êtes donnée : ce pareil serment n'est pas licite ».

Le serment exigé des évêques n'a pas la même portée que celui qui est exigé des fascistes et de ceux qui aspirent à entrer au service de l'Etat. Mais Amedeo GIANNINI le trouve déjà excessif. Il va de soi que ce serment n'est pas exigé du Pape comme évêque de Rome, ni même des évêques subsidiaires (art. 23).

Le Concordat italien admet un droit de regard du Gouvernement italien sur les bénéfices mineurs quant à la collation ; il faut en somme que leurs titulaires soient et restent *persona grata*. S'il survenait de graves raisons qui rendraient dommageable le maintien d'un ecclésiastique déterminé dans un bénéfice paroissial, le Gouver-

nement italien communiquera ces raisons à l'Ordinaire qui, d'accord avec le Gouvernement, prendra, dans les trois mois, les mesures appropriées. C'est en somme, la rançon des obligations du Gouvernement italien par rapport aux prêtres apostats et censurés. Le Concordat bavaïois contient des dispositions analogues et même plus lourdes pour l'Eglise ; mais c'est en considération des dépenses que la Bavière assume pour l'instruction du clergé (art. 14, § 3). Les Concordats polonais et lithuanien prennent aussi quelques précautions, mais inspirées par les circonstances propres à ces pays. « Dans les terri-
« toires de la République de Pologne ne peuvent obtenir
« des bénéfices paroissiaux, à moins d'avoir reçu le
« consentement du Gouvernement polonais : 1^o Les
« étrangers non naturalisés, ainsi que les personnes dont
« l'éducation théologique n'a pas été faite dans les ins-
« tituts théologiques de Pologne ou dans des instituts
« pontificaux. 2^o Les personnes dont l'activité est
« contraire à la sécurité de l'Etat. Avant de procéder aux
« nominations à ces bénéfices, l'autorité ecclésiastique
« s'informera auprès du Ministre compétent de la Répu-
« blique pour s'assurer qu'aucune des raisons prévues
« ci-dessus aux points 1^o et 2^o ne s'y opposerait. Au cas
« où le Ministre sus-mentionné ne présenterait pas, dans
« le délai de 30 jours, de telles objections contre la
« personne dont la nomination est envisagée, l'autorité
« ecclésiastique procédera à la nomination ».

Les articles 24, 25 et 26 énumèrent les privilèges dont l'Italie jouissait jusque là dans ses rapports avec l'Eglise et dont elle fait abandon. Sont abolis l'Exequatur, le Placet royal, ainsi que toute nomination impériale ou royale en matière de prévision de bénéfices, sauf de

très rares exceptions. L'Etat italien renonce à la prérogative souveraine du Patronat royal sur les bénéfices majeurs et mineurs. Est abolie aussi la Régale sur les bénéfices majeurs et mineurs. Est aboli aussi le droit sur le tiers de la pension dans les provinces des Deux-Siciles. Le Concordat n'a fait que reprendre ici l'œuvre élaborée par la commission de réforme de la législation ecclésiastique italienne et que le Gouvernement italien songeait à réaliser de sa propre initiative, quand survint le *veto* de PIE XI, dont il a déjà été question. D'une part, toutes ces institutions du passé : Exequatur, Placet, Régale etc., ne cadrent plus avec les directives de la pensée moderne, directives qui se condensent dans la formule : l'Eglise libre dans l'Etat libre. Et, d'autre part, PIE XI, très imprégné du droit canonique et de scolastique, les tient pour des empiètements insupportables de l'Etat ; de telle sorte qu'elles ont disparu de tous les concordats modernes, à l'exception de celui de Bavière.

L'article 27 est sans grand intérêt ; il règle la cession de certaines basiliques au Saint-Siège. L'article 28 passe l'éponge sur le passé. « Pour la tranquillité des consciences, le Saint-Siège accordera pleine condonation à tous ceux qui, à la suite des lois italiennes abolissant le patrimoine ecclésiastique, se trouveraient en possession de biens ecclésiastiques. Dans ce but, le Saint-Siège donnera aux Ordinaires les instructions opportunes ». C'est une clause qui est de tradition et quasi de style dans les concordats.

D'une toute autre importance sont les articles 29, 30, 31 et 32, qui règlent la situation juridique des corps ecclésiastiques et des associations religieuses, ainsi que la question des biens ecclésiastiques. Le Duce laissa

au Garde des Sceaux le soin de les commenter devant le Parlement. De l'aveu unanime des écrivains catholiques, ils sont extrêmement favorables à l'Eglise. « Grâce au Concordat italien », écrit le R.P. Miserey (*Les Accords de Latran*, p. 99), « les ordres ou les congrégations religieuses, auront leur statut, mais de la façon la plus normale ». La loi italienne du 7 juillet 1866 avait décrété la liquidation des communautés religieuses. De nombreux couvents avaient donc été confisqués, vendus, déclarés propriétés nationales. On s'était ainsi emparé des maisons génératrices des Grands Ordres pour y établir des ministères ou les bureaux des principales administrations. Bien que ces lois spoliatrices n'aient pas été révoquées dans la suite, on semblait cependant les avoir oubliées dans les dernières années. Les ordres et les congrégations religieuses avaient racheté beaucoup de couvents ou en avaient acquis de nouveaux, en se mettant sous la sauvegarde du droit commun, c'est-à-dire de la loi qui leur reconnaissait les droits de tout citoyen, en particulier le droit de s'associer librement et de vivre en commun. Désormais, ils jouiront d'un droit spécial (Dans sa lettre au Cardinal GASPARRI le Pape a souligné ces mots « On dit aussi que l'Etat confère aux entités ecclésiastiques ». Le Concordat « parle toujours de personnalité reconnue, non de personnalité conférée »), car le Gouvernement italien reconnaîtra leur personnalité juridique et par conséquent leur existence en tant que sociétés spécialement organisées en vue d'un but particulier, et leur conférera les droits qui appartiennent à toute société reconnue par l'Etat... Et cela de la façon la plus large : églises publiques et ouvertes au culte ; associations religieuses avec ou sans

vœux approuvés par le Saint-Siège ; associations ayant leur siège à l'étranger sous la même condition ; maisons génératrices et procures des associations religieuses, même étrangères. Les dispositions quant à l'administration du patrimoine ecclésiastique partent toutes de ce fait que la Régale est supprimée, c'est à savoir le droit de l'Etat de percevoir, par le moyen des économats et sous-économats, les revenus des bénéfices durant la vacance du siège. La gestion ordinaire et extraordinaire des biens appartenant à quelque institut ecclésiastique, ou association religieuse que ce soit, a lieu sous la surveillance et le contrôle des autorités compétentes de l'Eglise, à l'exclusion de toute intervention de la part de l'Etat italien et sans obligation de soumettre à conversion les biens immobiliers. L'Etat italien reconnaît aux institutions ecclésiastiques et aux associations religieuses la capacité d'acquérir des biens, en observant toutefois les dispositions civiles concernant les acquisitions des personnes morales, c'est-à-dire l'autorisation chaque fois de l'Etat « la capacità di acquisto di questi istituti « ecclesiastici è riconosciuta previa, come per tutti i « corpi morali, l'autorizzazione volta per volta da parte « dello Stato » (Egilberto MARTIRE, *La Conciliazione*, p. 404). En définitive, la situation faite aux instituts et corps religieux est, quant à la personnalité et au régime des biens, remarquablement favorable. Le Fascisme ne paraît redouter ni les dangers de la main morte, ni celui de la concentration, de biens considérables aux mains de l'Eglise. Il a raison, si l'Eglise sait, dans ce domaine, s'inspirer de ses propres principes.

L'article 33 enfin est relatif aux catacombes ; il s'explique de soi.

*
* *

Nous en avons ainsi terminé avec les articles du Concordat qui fixent la situation du pouvoir spirituel en Italie, des clercs, des associations religieuses, de leurs privilèges, de leurs droits, de leurs biens. Il reste à étudier les articles qui ont pour but plus spécialement religieux, qui tendent à rendre Dieu à l'Italie et l'Italie à Dieu. Ils se rangent essentiellement en trois groupes : ceux qui visent le mariage, ceux qui se rapportent à l'enseignement et enfin ceux qui sont relatifs à l'action apostolique.

C'est l'article 34 qui s'occupe du mariage ; il a une telle importance qu'il doit être cité textuellement :
« L'Etat italien, voulant redonner à l'institution du
« mariage, qui est la base de la famille une dignité
« conforme aux traditions catholiques de son peuple,
« reconnaît au sacrement du mariage réglé par le droit
« canonique, les effets civils. Les publications du mariage,
« comme auparavant, seront faites, non seulement à
« l'Eglise paroissiale, mais aussi à la maison communale.
« Aussitôt après la célébration du mariage, le curé expliquera aux époux les effets civils du mariage, en donnant lecture des articles du Code civil sur les droits et les devoirs des époux. Il rédigera l'acte du mariage, dont il transmettra dans les cinq jours copie intégrale à la commune, afin qu'elle soit transcrite dans les registres de l'état civil.

« Les causes concernant la nullité du mariage et la
« dispense du mariage conclu et non consommé sont
« réservées à la compétence des tribunaux et dicastères
« ecclésiastiques. Les décisions et les sentences sur la
« question, quand elles sont devenues définitives, seront

« portées au suprême tribunal de la Signature, lequel
 « s'assurera si on a respecté les règles du droit canonique
 « relatives à la compétence du juge, à la citation et à la
 « légitime représentation, ou à la contumace des parties.
 « Les dites décisions et sentences définitives avec les
 « décrets y afférents du suprême tribunal de la
 « Signature, seront transmises à la Cour d'appel de
 « l'Etat, compétente pour le territoire, laquelle, par
 « ordonnances émises en Chambre du Conseil, les rendra
 « exécutoires pour les effets civils et ordonnera qu'elles
 « soient notées dans les registres de l'état civil, en marge
 « de l'acte de mariage. En ce qui concerne les causes de
 « séparation de corps, le Saint-Siège consent à ce qu'elles
 « soient jugées par les autorités judiciaires civiles ».

Cet article a fait couler des flots d'encre, soit pour le louer, soit pour le critiquer. Disons d'abord, qu'au premier moment, il fait l'effet d'un anachronisme. « Le mariage civil », écrit PLANIOL, « a de si grands avantages qu'on peut le croire établi pour toujours : la simplicité et l'unité du procédé de publicité et de célébration, qui est le même pour tous, la neutralité de l'Etat, la facilité et la sûreté de la preuve. Il a cependant quelques inconvénients. On a vu des maris après le mariage civil, refuser de se rendre à l'Eglise pour y recevoir la bénédiction du prêtre. La loi ne tenant compte que de l'acte civil, les deux époux sont valablement mariés ... Le mariage civil a un autre inconvénient qui est plutôt dans les faits que dans la loi. Point de chants, point de discours, point d'emblèmes, une formule en quatre mots, quelques signatures, et voilà le mariage terminé ... Le tableau a souvent été fait par comparaison avec la cérémonie de l'Eglise,

« la beauté du cadre, les fleurs les orgues, la marche du
« cortège en grande pompe, le recueillement des époux
« et des deux familles » (*Traité élémentaire de droit civil*
t. I^{er}, p. 290, X^e édit. 1925). Mais l'on peut observer
qu'en Italie, le mariage civil n'avait pas une bien longue
histoire ; il datait de 1869, il apparaissait un peu comme
d'importation étrangère « una riforma di netta impor-
tazione esotica », et la législation n'en avait pas déduit
toutes les conséquences logiques, notamment l'antériorité
obligatoire du mariage civil et surtout le divorce. En
outre, en Italie, davantage encore qu'en France, la céré-
monie manquait de dignité, surtout dans les petits pays,
et les mariés par suite de la dualité du mariage civil et
religieux, ne seront plus obligés à d'ennuyeux dépla-
cements. « Beaucoup voient la question du mariage d'un
« point de vue métaphysique, déclarait M. MUSSOLINI
« à la Chambre ; nous la voyons aussi du point de vue
« de la commodité. Les communes en Italie sont au
« nombre de 8000 ; les paroisses au nombre de 15.000 ;
« qu'avons-nous fait ? Nous avons donné la possibilité
« aux catholiques, s'ils le veulent, de faire la même
« chose, dans le même temps et avec les mêmes person-
« nages. Cela encouragera les mariages jeunes, et si de
« ces mariages naît une abondante progéniture, j'en
« serai particulièrement heureux ».

Le Duce fait ici un peu l'effet de plaider les circons-
tances atténuantes. Mais, dans une autre partie de son
discours, il s'étend beaucoup sur les pays qui accordent
au mariage religieux des effets civils « in quasi tutti i
« paesi civili, il matrimonio religioso ha gli effetti civili » :
Autriche, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Danemark, Grèce,
Angleterre, Irlande, Yougoslavie, Lettonie, Lithuanie,

Norvège, Espagne, Suisse, Etats-Unis d'Amérique, Canada. Mais n'y a-t-il pas ici confusion ? Sans doute les Etats sus-dits admettent la validité de la célébration religieuse du mariage et lui attribuent des effets civils ; mais accordent-ils compétence à des tribunaux d'Eglise pour ce qui touche les causes matrimoniales ? Le Duce ne distingue pas assez, semble-t-il, les questions de formes et les questions de fond ; pour les premières, l'on peut accepter assez facilement le mariage religieux, mais pour les secondes c'est plus délicat. En somme, dans le Concordat, le Gouvernement italien fait sienne presque toute la législation canonique en matière de mariage. C'est une concession fort importante, mais à laquelle PIE XI tenait essentiellement. Pas de traité sans concordat ; mais pas de concordat sans que la législation du mariage ne fit retour à l'Eglise. « En matière de mariage », écrit le Pape au Cardinal GASPARRI, « le Concordat « procure à la famille, au peuple italien, au pays plus « encore qu'à l'Eglise, un bienfait si grand que, pour « celui-là seul, nous aurions volontiers sacrifié notre vie « même ». Et l'on a bien dit « qu'il n'y a point de doute « que, moralement et en face de la conscience religieuse, « le catholique pratiquant devra célébrer le mariage ca- « nonique », mais on ne s'exprime plus aussi bien quand on ajoute que « juridiquement personne peut l'y contraindre ». L'Eglise, société parfaite en son ordre peut et doit le faire avec les moyens qui lui appartiennent ; elle le fera, elle le fait dès maintenant en déclarant exclus de la communauté des fidèles ceux de ses membres qui voudraient négliger ou laisser de côté le mariage religieux pour y préférer le seul mariage civil. L'Eglise — c'est d'ailleurs son inébranlable tradition — ne reconnaît

donc pas la validité du mariage civil, lorsque l'Italie fasciste reconnaît la validité du mariage religieux. Mais l'Etat n'impose à personne le mariage religieux. L'exposé des motifs du chef du Gouvernement à la Chambre des Députés sur le projet de loi relatif à la ratification et à l'exécution des Accords du Latran est formel à cet égard.

« A la différence de ce qui arrivait dans d'autres temps,
« lorsqu'il n'y avait pas un mariage légal, à moins d'être
« célébré devant l'Eglise, le Concordat présuppose la
« législation civile qui règle le mariage à l'égard de tous
« les sujets de l'Etat même, en établissant que les noces
« célébrées par les croyants devant l'Eglise aient tous
« les effets juridiques que les lois de l'Etat attribuent
« au mariage célébré civilement. On pourrait presque
« observer qu'en substance la dualité du mariage sub-
« siste, et que pour les catholiques le rite s'unifie, car
« celui qui sera célébré par le curé aura les effets civils
« comme s'il comprenait également le mariage devant
« le fonctionnaire de l'Etat. Mais l'unification du rite,
« outre qu'elle constitue un hommage rendu à la concep-
« tion du mariage comme sacrement, évitera des conflits
« et des dualismes nuisibles à l'ordre de l'Etat et à la
« morale civile. Cette construction de l'institution du
« mariage permet que, non seulement les catholiques,
« mais également les adeptes d'autres cultes admis par
« l'Etat, célèbrent, s'ils le veulent, le mariage devant les
« ministres des cultes respectifs, en observant au préa-
« lable les garanties établies par les lois de l'Etat. Enfin
« celui qui ne veut pas célébrer le mariage en suivant
« un rite religieux peut toujours célébrer un mariage
« avec un rite civil. Il n'est donc point à craindre — et
« c'est au fond l'essentiel — que renaissent en Italie les

« situations si pénibles qui se produisirent en France, de
 « la révocation de l'Edit de Nantes à l'Edit de 1787.
 « L'Etat y cède peut-être de ses prérogatives ; mais il
 « fait preuve d'un réel libéralisme. Et ceci compense
 « cela. Le point délicat, c'est que les tribunaux d'Eglise
 « redeviennent compétents en matière de mariage ». M. MUSSOLINI l'aborde dans le même rapport : « Le fait
 « d'avoir réservé les causes matrimoniales à la compé-
 « tence des tribunaux ecclésiastiques ne porte aucune
 « atteinte à la souveraineté de l'Etat, ni à son droit ex-
 « clusif de juridiction. Cette compétence apparaît néces-
 « saire étant donné la dignité du sacrement reconnue
 « au mariage et l'unification du rite civil dans la célé-
 « bration religieuse. Tant que subsistaient les deux
 « mariages comme deux actes juridiques distincts
 « et étrangers l'un à l'autre, on concevait, même avec
 « les graves inconvénients qui en dérivait, l'existence
 « de deux procédures distinctes pour la dissolution des
 « deux liens. Une fois admise la faculté des époux de
 « s'unir suivant les lois de l'Eglise, et attribué à cette
 « union le pouvoir de produire des effets civils, il est
 « évident que l'acte en vertu duquel les liens naissent
 « est unique. L'acte religieux, et par suite, sa validité,
 « ne peut être jugé que par le juge compétent en la
 « matière, le juge ecclésiastique ».

Peut-être est-ce assez logique, en effet ; mais cela fait revivre un état de choses que l'on eut pu croire disparu. En somme, comme l'écrit le R.P. Louis MISEREY, dans *Les Accords de Latran* (p. 108), en remplaçant pour les catholiques le mariage civil par la consécration légale et juridique du mariage religieux, le Gouvernement italien renoue la tradition des princes

catholiques d'autrefois, qui ne s'attribuaient aucun pouvoir sur les mariages chrétiens, mais se considéraient comme les gardiens et les défenseurs des lois de l'Eglise à ce sujet.

La solution du Concordat italien apparaît un peu comme un anachronisme ; mais est-ce une raison de la condamner ? Au fond, quelle est la fin de toutes les institutions, qu'elles soient civiles ou ecclésiastiques ? N'est-ce pas le bien de l'homme ? Etat et Eglise ne sont, à notre sens, que des moyens : l'homme seul est une fin. Et dès lors, si la législation canonique du mariage est très bien comprise et excellente, pourquoi ne pas l'accueillir ? Comme le dit le R.P. Louis MISSEREY « on ne peut contester tous les services qu'a rendus l'Eglise à la cause du mariage. L'Eglise a entouré cette institution divine de tant de lois fortes et prévoyantes qu'il ne peut y avoir aucun juge équitable qui ne comprenne que, en cette matière du mariage, le meilleur gardien et le plus ferme vengeur de la Société a été l'Eglise, dont la sagesse a triomphé au cours du temps de l'injustice des hommes et des innombrables vicissitudes publiques » (LÉON XII, Encyclique, *Arcanum divinae sapientiae*).

De même que, pour redonner à l'institution du mariage qui est la base de la famille, une dignité conforme aux traditions catholiques du peuple italien, le Gouvernement fasciste a reconnu au sacrement du mariage des effets civils, de même il a disposé que la religion catholique, base de l'unité intellectuelle et morale du peuple italien, serait enseignée non seulement dans les écoles des enfants, mais aussi dans les écoles de jeunes gens. Dans son exposé des motifs, M. MUSSOLINI souligne qu'en

cette matière il n'y a vraiment qu'une innovation dans le Concordat. Les instituts tenus par des organismes ecclésiastiques continuent à être régis suivant les dispositions du droit en vigueur, parmi lesquelles est reconnue comme essentielle celle qui est relative à l'examen d'Etat et à la parité effective des conditions à l'égard des candidats des écoles gouvernementales et des écoles privées (art. 35). Le seul point où le Concordat fait à l'Eglise catholique, en matière d'instruction publique, une situation de faveur est, ce qui se comprend très bien, celui de l'enseignement religieux. En vertu de l'article 36 du Concordat, l'Etat consent à ce que l'enseignement religieux, limité actuellement aux écoles publiques élémentaires, ait un développement ultérieur dans les écoles moyennes. On a dit que c'était s'arrêter en chemin et que l'enseignement religieux devrait aussi avoir sa place dans les universités. Le Saint-Siège l'avait demandé semble-t-il, d'abord ; mais, déclare M. MUSSOLINI, à la Chambre des Députés, « j'ai refusé de la manière la plus
« catégorique, d'introduire l'enseignement religieux dans
« les universités, et le Saint-Siège est arrivé à la conclu-
« sion qu'en fait c'eût été une grave erreur. Serait-ce
« à dire que l'enseignement religieux n'est désirable
« que pour les enfants et les jeunes gens ? Non certes :
« ce n'est pas dans des considérations d'ordre philoso-
« phique qu'il faut chercher les raisons de la solution
« admise dans le Concordat, mais dans ses raisons pra-
« tiques qui ont paru décisives aux désirs d'autres
« parties contractantes, pour le moment ». Mais, comme le dit la *Tribuna* du 21 mars 1929 « l'avvenire, che non
« sta sulle ginocchia di Giove, ma nelle leggi interiori
« delle cose e dei principi », laisse la porte ouverte pour

de nouveaux arrangements. Il y a d'ailleurs, en Italie, des séminaires et des universités catholiques qui jouissent d'importants privilèges.

Dans tous les concordats passés par PIE XI, les questions d'enseignement tiennent une place considérable, sauf dans le Concordat letton qui ne contient qu'un article sur ce sujet. « L'Eglise catholique a le droit de fonder et de maintenir ses propres écoles confessionnelles ; « le Gouvernement de Lettonie s'engage à respecter le « caractère confessionnel de ces écoles, et de son côté « l'Eglise s'engage à respecter toutes les lois sur les « écoles privées, conformes à cet engagement du Gouvernement. Dans le Concordat bavarois, les problèmes « de l'éducation et de l'instruction sont traités avec « ampleur et minutie » (art. 3 à 9). D'après Amedeo GIANNINI, le Saint-Siège y a obtenu de très efficaces dispositions pour garantir non seulement l'enseignement religieux, mais pour le faire donner par des personnes idoines et pour sauver les écoles catholiques avec leurs caractères propres. Les articles du Concordat relatifs, à l'enseignement religieux furent vivement combattus surtout par les socialistes, soit au Landtag bavarois, soit au Reichstag, mais les partisans de la ratification l'emportèrent. Les Concordats polonais et lithuanien règlent les problèmes de l'enseignement d'une manière plus favorable encore pour l'Eglise. Il est dans la logique même de l'institution de l'Eglise qu'elle se préoccupe par dessus tout des questions d'enseignement ; du moment qu'elle croit avoir les paroles de la vérité et de la vie, il est de son droit, bien plus de son devoir, d'essayer de les répandre et de les faire accueillir. Mais le Fascisme croit aussi détenir les paroles de la vérité et

de la vie, du moins pour les Etats, et elles ne sont pas les mêmes que celles de l'Eglise. En somme, l'on est en face de deux doctrines, dont chacune s'efforce de faire servir l'autre à ses fins, de deux forces dont chacune tend à asservir l'autre.

Le Vatican et le Fascisme peuvent peut-être faire un ménage de raison, parce qu'ils ont les mêmes ennemis ; ils ne peuvent pas faire un ménage d'amour, car leurs idéaux ne sont pas les mêmes. De nombreuses et graves difficultés se sont produites, soit avant, soit depuis le Concordat sur les questions d'enseignement entre le Saint-Siège et le Gouvernement fasciste.

En 1926 (*Acta sanctae sedis*, n° 13, 31 décembre 1926, p. 520), PIE XI s'exprimait ainsi : « Il est à craindre
« que la saine éducation de la jeunesse catholique, partie
« principale du divin commandement : « Allez, enseignez »
« ne soit mise en danger. Il semble que l'on propage à
« nouveau une notion de la Cité ou de l'Etat totalement
« en opposition avec la doctrine catholique. La Cité
« ou l'Etat est à lui-même sa fin dernière, le citoyen
« n'est ordonné qu'à la Cité, tout doit se rapporter à
« elle et tout est absorbé en elle ».

Les tractations relatives au Traité et au Concordat faillirent se briser sur cette pierre d'achoppement ; M. MUSSOLINI l'affirme dans le discours à la Chambre, mais il ne recule pas « PIE XI sait qu'il y a des questions
« dans lesquelles nous sommes intransigeants à l'égal
« de lui, et si, pendant toute l'année 1927, il y eut une
« période de stagnation, si tout se limita à maintenir les
« contacts, cela est dû aux dissensions qui se déterminèrent au sujet de l'éducation des jeunes générations.
« Un autre régime que le nôtre, un régime demi libéral,

« un régime de ceux que nous méprisons, peut juger utile
« de renoncer, à l'éducation des jeunes générations, nous,
« non. Dans ce domaine, nous sommes intraitables.
« L'enseignement doit être nôtre. Ces enfants doivent
« être élevés dans notre foi religieuse, mais nous avons
« besoin de donner à ces jeunes gens le sens de la virilité,
« de la puissance, de la conquête ; nous avons surtout
« besoin de leur transmettre notre foi et nos espoirs ».
Et plus loin, dans le même discours « qu'on se souvienne
« que lorsque le régime fasciste engage une bataille,
« il la mène à fond et laisse derrière lui le désert. Et
« qu'on ne pense pas nier le caractère moral de l'Etat
« fasciste, car j'aurais honte de parler à cette tribune, si
« je ne sentais que je représente la force morale et
« spirituelle de l'Etat. Que serait l'Etat, s'il n'avait
« un esprit à lui, une morale à lui, qui est celle qui donne
« force à ses lois et par laquelle il réussit à se faire
« obéir du citoyen ? Que serait l'Etat ? Une chose misé-
« rable, devant laquelle les citoyens auraient le droit de
« la révolte ou du mépris. L'Etat fasciste revendique en
« plein son caractère éthique : il est catholique, mais
« fasciste, exclusivement, essentiellement fasciste. Le
« catholicisme le complète, et nous le déclarons ouver-
« tement ; mais que personne ne pense sous couleur de
« philosophie et de métaphysique, à brouiller les cartes ».

De telles préoccupations ne s'affirment plus guère à la tribune des Parlements modernes ; elles y ont une résonance un peu étrange et déconcertante ; mais tout compte fait, dans une certaine mesure, elles sont à l'honneur d'un homme d'Etat ; seulement, elles ne sont pas de tout repos. La suite devait le montrer dans la conception de M. MUSSOLINI. Le catholicisme joue un peu

le rôle des « officiers à la suite » dans certaines armées royales, ce sont des personnalités très distinguées et utiles, mais dont le rôle n'est cependant que secondaire. PIRE XI ne pouvait manquer de prendre le contre-pied et il le fit en effet, dans sa lettre au Cardinal GASPARRI (30 mai 1929). « Il faut reconnaître aussi que les respon-
 « sabilités, en matière d'éducation, incombent dans toute
 « leur plénitude à l'Eglise, non à l'Etat ; que l'Etat ne
 « peut empêcher l'Eglise de remplir une pareille mission,
 « il ne peut l'entraver d'aucune façon, ni non plus la
 « réduire à l'enseignement exclusif des vérités religieuses ;
 « aucun dommage n'en peut résulter pour les droits véri-
 « tables et spécifiques de l'Etat, ou pour mieux dire, pour
 « les devoirs de l'Etat par rapport à l'éducation des
 « citoyens, les droits de la famille restant bien entendu
 « saufs. L'Etat n'a rien à craindre de l'éducation donnée
 « par l'Eglise et sous les directives de l'Eglise ; c'est
 « cette éducation qui a préparé la civilisation moderne
 « en tout ce qu'elle a de vraiment bon, en ce qu'elle a de
 « meilleur et de plus élevé. En somme, il y a antino-
 « mie entre la politique traditionnelle de l'Eglise en
 « matière d'éducation et les prétentions au Fascisme.
 « Il s'agit pour l'Eglise et pour le Fascisme de s'assurer
 « les cerveaux et les cœurs de la jeunesse, et cela, à
 « mesure que les générations se renouvellent, sans
 « relâche, ni répit, car c'est le moyen de servir le pouvoir.
 « Pour l'Eglise, en outre, c'est une nécessité de sa mission.
 « Essentiellement, la rivalité entre le Saint-Siège et le
 « fascisme réside dans le problème de l'éducation et de
 « l'instruction de la jeunesse, mais elle s'est extériorisée
 « à propos de l'Action catholique ».

L'Action catholique a été définie dans une lettre de

PIE XI au Cardinal BERTRAM, prince-évêque de Breslau (13 novembre 1928). « L'Action catholique n'a pas « d'autre fin qu'une participation des laïques à l'apostolat hiérarchique. Elle n'est donc pas d'ordre temporel, mais spirituel, ni d'ordre terrestre, mais divin, ni « d'ordre politique, mais religieux ». A maintes reprises, le Pape a déclaré qu'il y tenait comme à la prunelle de ses yeux, et il s'est efforcé de lui donner droit de cité dans les pays avec lesquels il a passé des concordats. « La « République de Lettonie ne mettra pas d'obstacle, à « l'activité, contrôlée par l'archevêque de Riga, des « associations catholiques en Lettonie, lesquelles auront « les mêmes droits que les autres associations reconnues « par l'Etat ». Texte assez vague, assurément, mais qui comme l'écrit Amedeo GIANNINI, ouvre la porte au développement des associations catholiques et « all'azione « cattolica. Le Concordat lithuanien vise expressément l'Action catholique. « L'Etat accordera pleine liberté « d'organisation et de fonctionnement aux associations poursuivant des buts principalement religieux, faisant « partie de l'Action catholique, et comme telles, dépendant de l'autorité de l'Ordinaire ». Le Concordat italien est libellé de la façon que voici : « L'Etat italien « reconnaît les organisations dépendantes de l'Action « catholique italienne, en tant que celles-ci, comme le « Saint-Siège l'a décidé, développent leur activité en « dehors de tout parti politique et sous la dépendance « immédiate de la hiérarchie de l'Eglise, pour la diffusion « et l'application des principes catholiques ».

« Le Saint-Siège prend occasion de la stipulation du « présent Concordat pour renouveler à tous les ecclésiastiques et religieux d'Italie la défense de s'inscrire et de « militer dans quelque parti politique que ce soit ».

L'Action catholique devait être la cause, ou le prétexte, de très graves difficultés entre le Gouvernement fasciste et le Saint-Siège. Déjà, dans son discours du 13 mai 1929, M. MUSSOLINI se plaignait que l'action catholique n'eût pas coupé tous les ponts avec le parti populaire et fit le procès du régime. « Il est curieux, disait-il, que dans « les trois mois qui se sont écoulés, j'ai emprisonné plus « de journalistes catholiques que dans les sept années « précédentes ». Depuis, les choses n'ont fait que s'envenimer et sont arrivées à un état tout à fait aigu en 1931, et qui a déterminé l'Encyclique pour l'Action catholique (29 juin). En voici le début : « Nous n'avons pas à vous « apprendre, vénérables frères, les événements en cette « Ville de Rome, notre Siège épiscopal, et dans toute « l'Italie, c'est-à-dire précisément dans notre circons- « cription primatiale, événements qui ont eu une si large « et si profonde répercussion dans le monde entier, « et plus particulièrement dans chacun des diocèses « de l'Italie et du monde catholique. Ils se résument en « ces brèves et tristes paroles : « on a tenté de frapper à « mort tout ce qui était et ce qui sera toujours le plus « cher à notre cœur de Père et de Pasteur des âmes ».

Le Pape s'éleva ensuite, avec une vigueur rarement atteinte dans une Encyclique, contre les violences exercées envers l'Action catholique, contre les accusations mensongères produites par le Fascisme envers elle, contre l'assertion spécialement que l'Action catholique aurait un caractère politique. Il s'étonna qu'on ait été y voir un péril pour l'Etat. « Mais tous ceux qui auront « reçu le message et qui l'auront lu n'auraient pu répri- « mer un sourire d'incrédulité ou se défendre d'une vraie « stupeur si le message avait ajouté que sur les cercles

« catholiques frappés, 10.000 étaient, ou pour mieux dire,
« sont des cercles de jeunesse féminine, avec un total
« de 500.000 jeunes femmes ou jeunes filles ; qui peut y
« voir un péril sérieux ou une menace réelle pour la
« sécurité de l'Etat ? Il faut considérer que 220.000 seu-
« lement sont des membres effectifs, plus de 100.000
« des petites aspirantes, plus de 150.000 des benjamines
« encore plus petites ».

Pour le Pape, la bataille qui est en cours aujourd'hui n'est pas politique, elle est morale et religieuse, essentiellement morale et religieuse... « L'Action catholique
« elle-même, nous osons le dire, est un prétexte ; ce qu'on
« a voulu et ce que l'on a tenté de faire, cela a été d'ar-
« racher à l'Eglise la jeunesse, toute la jeunesse... C'est
« si vrai qu'après avoir tant parlé de l'action catholi-
« que, on a visé aux associations de jeunesse et l'on ne
« s'en est pas tenu aux associations de jeunesse catholi-
« que, mais on a tumultuairement allongé la main sur
« des associations et des œuvres de pure piété et de
« première instruction religieuse, comme les congréga-
« tions des Enfants de Marie et les patronages ». Et PIERI
conclut « qu'une conception qui fait appartenir à l'Etat
« les jeunes générations, entièrement et sans exception,
« depuis le premier âge jusqu'à l'âge adulte, n'est pas
« conciliable pour un catholique avec la doctrine catholi-
« que ; elle n'est pas même conciliable avec le droit natu-
« rel de la famille. Ce n'est pas, pour un catholique,
« chose conciliable avec la doctrine catholique que de
« prétendre que l'Eglise, le Pape, doivent se limiter
« aux pratiques extérieures de la religion (la messe et les
« sacrements) et que le reste de l'éducation appartient
« à l'Etat ... Nous devons dire et nous disons que l'on

« est catholique seulement par le baptême et par le
 « nom, en contradiction avec les exigences du nom et les
 « promesses mêmes du baptême, quand on adopte et
 « quand on développe un programme qui fait siennes des
 « doctrines et des maximes si contraires aux droits de
 « l'Eglise de Jésus-Christ et des âmes, qui méconnaît,
 « combat et persécute l'action catholique, c'est-à-dire ce
 « que l'Eglise et son chef ont notoirement de plus cher
 « et de plus précieux ».

L'Encyclique du 29 juin 1931 « *Non abbiamo bisogno* » à la fois véhémement, amène et sereine selon ses parties, porte donc condamnation solennelle des doctrines fascistes sur l'emprise de la jeunesse. Le R.P. Yves de la BRIÈRE observe que « l'Encyclique prouve que la Papauté
 « n'a pas précisément perdu la liberté de ses mouvements,
 « ni l'indépendance de ses démarches devant le royaume
 « d'Italie et devant le Gouvernement dictatorial » (*Etudes*, 5 août 1931, p. 268).

Mais le fascisme ne dure en Italie que parce qu'il a la jeunesse avec lui. Dans tous nos séjours là-bas, c'est une chose qui nous a toujours frappé : ce sont les moins de 30-40 ans qui sont fascistes. Les personnes plus âgées reconnaissent, en général, que le Duce a rendu de grands services, mais elles trouvent que l'on ne respire plus à l'aise dans la Péninsule. « Le ton de la vie italienne
 « des citoyens, en tant que tels, ne peut être différent
 « de ce que le fascisme exige pour ses fins nationales. Les
 « adolescents, c'est-à-dire les futurs citoyens ne peuvent
 « être soustraits à l'action tonifiante du Fascisme » (*Corriere della Sera*, 26 mai 1929). Et dans un discours du 14 septembre 1929, le Duce disait avec sa coutumière netteté : « L'Etat a le droit et le devoir, non seulement

« d'instruire le peuple, mais de l'éduquer selon son éthique particulière. Il ne cèdera rien à l'Eglise sur ce délicat problème ».

On fut en droit de redouter, quand parut l'Encyclique *Non abbiamo bisogno* qu'elle ne suscitât immédiatement quelque réaction scandaleuse et irréparable, inspirée par la surprise et la colère, de la part du Gouvernement fasciste et de la part de ses phalanges impétueuses. Mais, selon l'opinion du R.P. Yves de la BRIÈRE, la rupture serait un événement trop grave, trop contraire aux intérêts évidents des deux parties en présence pour que, d'un côté ou de l'autre, on apporte volontiers la perspective d'un dénouement aussi désastreux, aussi chargé d'inconnu, et à vrai dire, d'un imbroglio aussi indéchiffrable pour tout le monde » (*Etudes*, 5 août 1931, p. 268).

Et de fait, un accord a fini par intervenir, dont voici les termes, d'après l'agence Stéfani : « L'Action catholique italienne est essentiellement diocésaine et dépend directement des évêques qui en choisissent les dirigeants ecclésiastiques et laïques. Ne pourront être choisies, comme dirigeants, des personnalités appartenant à des partis adversaires du régime. Conformément à ses buts, qui sont d'ordre religieux et spirituel, l'Action catholique ne s'occupe pas de politique, et, dans la manifestation extérieure de son activité, ainsi que dans son organisation, elle s'abstient de tout ce qui est la marque traditionnelle et particulière des partis politiques. Le drapeau des sections locales de l'Action catholique sera le drapeau national. L'Action catholique ne s'occupe pas, dans son programme, de la constitution d'associations professionnelles et de

« syndicats corporatifs ; par conséquent, elle ne se pro-
 « pose pas des buts d'ordre syndical. Les actions inté-
 « rieures, professionnelles, actuellement existantes,
 « conformément à la loi du 3 avril 1926, sont créées pour
 « des buts exclusivement spirituels et religieux. Elles
 « se proposent en outre, afin de répondre toujours
 « mieux, en tant que syndicat juridiquement constitué, en
 « principe de la collaboration des classes, de contribuer
 « à la réalisation des buts sociaux et nationaux, que
 « l'Etat s'est donné la tâche d'atteindre dans l'actuelle
 « organisation des pays catholiques. Les associations de
 « la jeunesse dépendant de l'Action catholique s'appel-
 « leront : « Associations de la jeunesse de l'Action catholi-
 « que ». « Les dites associations pourront avoir des cartes
 « et des insignes correspondant étroitement à leur
 « essence religieuse, et il ne pourra exister pour diffé-
 « rentes associations d'autres drapeaux que le drapeau
 « national et les étendards religieux. Les associations
 « locales s'abstiendront de toute activité de nature ath-
 « létique et sportive et se limiteront uniquement à des
 « réunions de caractère récréatif et éducatif et ayant la
 « religion comme fin ». A peine signé, cet accord a donné
 lieu à des divergences d'interprétation dans les feuilles
 fascistes et dans l'*Osservatore Romano*. D'après le *Temps*,
 il est difficile de considérer l'accord réalisé autrement
 que comme un victoire du Fascisme ¹. Mais il est permis de
 douter que le *modus vivendi* suffise, ainsi que le déclare le

1. « Le droit du pape à la souveraineté du Vatican est un détail. L'Etat italien ne dépouille personne. L'Italie a toujours été généreuse et la nouvelle Italie n'entend pas poser à l'œuvre chrétienne de l'Eglise des limites qui pourraient être offensantes. Mais si c'est un devoir que l'Etat et le fascisme ont rempli, on peut, et à juste titre poser en principe que du devoir accompli naît un droit, celui de ne pas voir ignorer par les papes avec une froideur et une hostilité déclarées la réalité de l'unité italienne avec Rome comme capitale ». (Vie d'Arnaldo Mussolini par Benito Mussolini).

Lavoro Fascista, pour établir qu'entre le fascisme et le catholicisme il n'existe pas de contraste de principes et d'intentions. *L'Osservatore Romano* a déjà publié une note dans laquelle il dit que le monde a parfaitement compris ce qui est bien clair dans l'accord et en constitue l'essence, à savoir que le caractère totalitaire de l'Etat fasciste, laisse subsister les droits de l'Eglise à l'éducation chrétienne de la jeunesse et à l'existence d'une action catholique, s'inspirant de ces buts spirituels et religieux ... En attendant, le Gouvernement italien poursuit son œuvre de « fascination » de la jeunesse. Le Duce vient d'ordonner d'étendre désormais l'organisation nationale des balillas à toute la jeunesse italienne, sans aucune exception, c'est-à-dire que les fils de communistes comme les fils de bourgeois, les fils des ouvriers comme les fils des paysans, les fils catholiques, les fils des antifascistes, tous, dès l'âge de huit ans, devront porter obligatoirement les chemises noires¹.

1. « La direction totale de l'éducation était une nécessité à laquelle le fascisme ne pouvait renoncer. Il est bien entendu que l'élément religieux sera pris en considération dans toute la force de sa doctrine divine et humaine » (*Vie d'Arnaldo Mussolini*, par Benito MUSSOLINI).

CONCLUSION

De l'étude que nous venons de faire, il résulte que le Concordat italien est peut-être le plus avantageux pour l'Eglise qui ait été jusqu'ici signé. Les stipulations qu'il renferme au sujet du mariage ne se retrouvent dans aucun autre. On conçoit donc que PIE XI en ait éprouvé une vive satisfaction, d'autant que jusque là ses réussites concordataires se limitaient à de petits Etats : Lettonie, Bavière, Pologne, Lithuanie. Il était autrement brillant d'amener à composition une grande puissance comme l'Italie et un Gouvernement de la susceptibilité de celui de M. MUSSOLINI. C'était un triomphe pour l'Eglise et pour le suprême Pontificat.

Mais les concordats ne se bornent pas à mettre fin à un conflit ; ils règlent l'avenir, et, à cet égard, selon un mot célèbre, il s'agit « d'une création continue », c'est-à-dire qu'ils ont sans cesse besoin d'être adaptés aux circonstances d'où la spéciale importance des relations diplomatiques, grâce aux Accords du Latran. L'Italie a désormais un ambassadeur auprès du Vatican, et le Vatican un nonce près de l'Italie. Et cela était depuis longtemps dans les vœux des Pontifes romains. « Il est à peine besoin de vous le dire », déclarait le Pape dans une Encyclique du 23 décembre 1922, « combien profonde est notre douleur de ne pouvoir compter l'Italie parmi les nombreuses nations qui entretiennent des relations d'amitié avec le Saint-

« Siège. Cette Italie, notre Patrie bien aimée, que le Dieu
 « qui règle par sa Providence le cours des temps et
 « l'harmonie de toutes choses, a choisi pour y fixer le
 « siège de son vicaire ici-bas. De ce fait, cette auguste
 « cité, jadis le centre d'un empire immense, mais que
 « limitaient néanmoins des frontières déterminées est
 « devenue de ce jour la capitale du monde entier. Rome,
 « en effet, comme siège du Souverain pontificat, qui
 est de par sa nature même au-dessus des frontières de
 « races et de nationalités, embrasse tous les peuples
 « et toutes les nations ».

Mais n'est-ce pas comme un écho des paroles que M. MUSSOLINI prononçait à la Chambre quelques mois plus tôt (21 juin 1921). Il affirme que la tradition latine et impériale de Rome est représentée aujourd'hui par le catholicisme, Si, comme le disait MOVASERT, il y a vingt-cinq ou trente ans, on ne peut rester à Rome sans une idée universelle, je pense et j'affirme que l'unique idée universelle qui existe aujourd'hui à Rome, c'est celle qui rayonne du Vatican.

M. MUSSOLINI et PIE XI ont parfaitement senti que l'entente entre le Vatican et le Quirinal retrouverait le prestige des deux pouvoirs et leur procurerait d'importants avantages réciproques, soit en Italie, soit en dehors.

Mais le Catholicisme et le Fascisme sont des doctrines auxquelles il est difficile de tailler une part qui les satisfasse, d'où des heurts et des conflits presque immédiats. Le fascisme a taxé l'Eglise d'ingratitude noire et le Saint-Siège lui a retourné le reproche « que si l'on veut
 « parler d'ingratitude, l'ingratitude a été et reste, à
 l'égard du Saint-Siège, le fait d'un parti et d'un régime
 « qui, au jugement du monde entier, ont tiré de leurs

« rapports amicaux avec le Saint-Siège, dans le pays et au
« dehors, une augmentation de prestige, et de crédit, qui à
« certains moments en Italie et à l'étranger, parut exces-
« sive, comme leur parurent trop large la faveur et trop
« large la confiance de notre part ». (*Encyclique* du
29 juin 1931).

Depuis 1870, les conflits ont été nombreux et graves entre les deux puissances ; ils ont toujours fini par s'arranger, plus ou moins bien. Il est probable qu'il en sera de même à l'avenir. On trouvera des « combinaisons », à moins que le Fascisme n'ait la maladresse et l'orgueil de ne pas tenir compte de la suprématie absolue du Pape sur l'Eglise, suprématie que le Saint-Siège a mis des siècles à conquérir, mais qu'il n'est pas disposé à laisser atteindre.

ANNEXES

CONCORDAT POUR RÉGLER LES CONDITIONS DE LA RELIGION ET DE L'ÉGLISE EN ITALIE

(11 février 1929)

Au nom de la Très Sainte Trinité,

Attendu : que, dès le début des négociations entre le Saint-Siège et l'Italie pour résoudre la « Question romaine » le Saint-Siège lui-même a déclaré que la négociation relative à cette question avait pour nécessaire complément un concordat ayant pour but de régler la situation de la religion et de l'Eglise en Italie ; qu'a été conclu et signé aujourd'hui même le « Traité pour la solution de la Question romaine », Sa Sainteté le Souverain Pontife Pie XI et Sa Majesté Victor-Emmanuel III, roi d'Italie, ont résolu de faire un concordat et, à cet effet, ont nommé les mêmes plénipotentiaires délégués pour la stipulation du traité, à savoir, pour Sa Sainteté, Son Eminence Révérendissime le Cardinal Gasparri, son secrétaire d'Etat, et, pour Sa Majesté, Son Excellence le Chevalier Benito Mussolini, premier ministre et chef du gouvernement, lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs et les ayant trouvés en bonne et due forme, ont convenu des articles suivants :

Le libre exercice du pouvoir spirituel

Article premier. — L'Italie, aux termes de l'article premier du traité, assure à l'Eglise catholique le libre exercice du pouvoir spirituel, le libre et public exercice du culte, ainsi que

celui de sa juridiction en matière ecclésiastique, selon les règles posées par le présent concordat ; là où il le faudrait, elle accorde aux ecclésiastiques, pour les actes de leur ministère spirituel, la défense de la part de ses autorités. En considération du caractère sacré de la Ville Eternelle, siège épiscopal du Souverain Pontife, centre du monde catholique et but des pèlerinages, le Gouvernement italien aura soin d'empêcher à Rome tout ce qui pourrait être en contradiction avec ce caractère.

Article 2. — Le Saint-Siège communique et correspond librement avec les évêques, avec le clergé et avec tout le monde catholique, sans aucune ingérence du Gouvernement italien. Pareillement, pour tout ce qui se rapporte au ministère pastoral, les évêques communiquent et correspondent librement avec leur clergé et avec tous leurs fidèles.

Tant le Saint-Siège que les évêques peuvent publier librement et aussi afficher à l'intérieur et aux portes extérieures des édifices destinés au culte ou aux édifices destinés à leur ministère les instructions, ordonnances, lettres pastorales, bulletins diocésains et autres actes concernant le gouvernement spirituel des fidèles, qu'ils jugeront bon de publier dans le domaine de leur compétence. Ces publications et affiches et, en général, tous les actes et documents relatifs au gouvernement spirituel des fidèles, ne sont pas sujets à des taxes fiscales.

Les dites publications, en ce qui concerne le Saint-Siège, peuvent être faites en n'importe quelle langue ; celles des évêques sont faites en langue italienne ou latine ; mais, à côté du texte italien, l'autorité ecclésiastique peut ajouter la traduction en d'autres langues. Les autorités ecclésiastiques peuvent, sans aucune ingérence des autorités civiles, faire des collectes à l'intérieur et à l'entrée des églises, ainsi que dans les édifices leur appartenant.

Exemptions pour le clergé

Article 3. — Les étudiants en théologie, ceux des deux dernières années de préparation à la théologie se destinant au

sacerdoce et les novices des instituts religieux peuvent, sur leur demande, renvoyer d'année en année, jusqu'à la vingt-sixième année, l'accomplissement des obligations du service militaire.

Les clercs ordinaires dans les Ordres sacrés et les religieux qui ont émis leurs vœux sont exempts du service militaire, sauf le cas de mobilisation générale. En ce cas, les prêtres passent dans les forces armées de l'Etat, mais ils conservent l'habit ecclésiastique, afin qu'ils exercent parmi les troupes leur ministère sacré, sous la juridiction ecclésiastique de l'Ordinaire militaire, aux termes de l'article 14. Les autres clercs ou religieux seront de préférence envoyés aux services sanitaires.

Toutefois, même si la mobilisation générale est proclamée sont dispensés de se présenter à l'appel les prêtres ayant charge d'âmes. On considère comme tels les ordinaires, les curés, les vice-curés ou coadjuteurs, les vicaires et les prêtres préposés à poste fixe à la direction d'églises ouvertes au public.

Article 4. — Les ecclésiastiques et les religieux sont exemptés de remplir l'office de juré.

Article 5. — Aucun ecclésiastique ne peut être nommé ou rester à un emploi ou office de l'Etat italien ou d'organisations publiques dépendant de celui-ci sans le *nihil obstat* de l'Ordinaire diocésain. La révocation du *nihil obstat* enlève à l'ecclésiastique la capacité de continuer à exercer l'emploi ou l'office entrepris. En tout cas, les prêtres apostats ou frappés de censure ne pourront être nommés ou conservés dans un enseignement, un office ou un emploi dans lesquels ils seraient en contact immédiat avec le public.

Article 6. — Les honoraires et autres appointements que touchent les ecclésiastiques en raison de leur office sont exempts de toute opposition dans la même mesure où le sont les honoraires et les appointements des employés de l'Etat.

Article 7. — Les ecclésiastiques ne peuvent être requis par les magistrats ou par d'autres autorités de donner des informations sur les personnes ou dans les matières qui sont

venues à leur connaissance par le moyen de leur ministère.

Article 8. — Dans le cas où soit un ecclésiastique soit un religieux seraient déférés pour délit à un juge, le procureur du roi doit informer immédiatement l'Ordinaire du diocèse sur le territoire duquel il exerce sa juridiction ; et il doit soigneusement transmettre d'office au même le résultat de l'instruction et, s'il y a lieu, la sentence judiciaire tant en première instance qu'en appel. En cas d'arrestation, l'ecclésiastique ou religieux est traité avec les égards dus à sa situation hiérarchique ; dans le cas de condamnation d'un ecclésiastique ou d'un religieux, la peine est purgée autant que possible dans un local séparé de celui destiné aux laïques, à moins que l'Ordinaire compétent n'ait réduit à l'état laïque le condamné.

Exemptions pour les édifices sacrés

Article 9. — De droit, les édifices ouverts au culte sont exempts de réquisition ou d'occupation. Quand de graves nécessités publiques exigent l'occupation d'un édifice ouvert au culte, l'autorité qui procède à l'occupation doit préalablement s'entendre avec l'Ordinaire, à moins que des raisons d'urgence extrême ne s'y opposent. En cette dernière hypothèse, l'autorité en question doit informer immédiatement l'Ordinaire. Sauf les cas d'urgente nécessité, la force publique ne peut entrer pour l'exercice de ses fonctions dans les édifices ouverts au culte, sans en avoir avisé préalablement l'autorité ecclésiastique.

Article 10. — Il ne pourra, pour quelque cause que ce soit, être procédé à la démolition des édifices ouverts au culte, si ce n'est après accord préalable avec l'autorité ecclésiastique compétente.

Reconnaissance des jours de fête

Article 11. — L'Etat reconnaît les jours de fête établis par l'Eglise, qui sont les suivants :

Tous les dimanches, le premier jour de l'an, le jour de l'Epiphanie (6 janvier), le jour de la fête de saint Joseph

(19 mars), le jour de l'Ascension, le jour de la Fête-Dieu, le jour de la fête des saints apôtres Pierre et Paul (29 juin), le jour de l'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie (15 août), le jour de la Toussaint (1^{er} novembre), le jour de la fête de l'Immaculée Conception (8 décembre), le jour de Noël (25 décembre).

Article 12. — Les dimanches et les fêtes de précepte, dans les Eglises où officie un chapitre, le prêtre célébrant la messe conventuelle chantera, selon les règles de la sacrée liturgie, une prière pour la prospérité du roi d'Italie et de l'Etat italien.

Le service religieux dans l'armée

Article 13. — Le Gouvernement italien communique au Saint-Siège le tableau organique du personnel ecclésiastique du rôle employé au service de l'assistance spirituelle aux troupes de l'Etat, aussitôt qu'il est approuvé par une loi. La désignation des ecclésiastiques auxquels est confiée la haute direction du service d'assistance spirituelle (Ordinaires militaires, vicaires et inspecteurs) est faite confidentiellement par le Saint-Siège au Gouvernement.

Si le Gouvernement italien a des raisons à opposer à la désignation faite, il en donnera communication au Saint-Siège, lequel procédera à une autre désignation. L'Ordinaire militaire sera revêtu de la dignité archiépiscopale. La nomination des chapelains militaires est faite par l'autorité compétente de l'Etat italien sur la désignation de l'Ordinaire militaire.

Article 14. — Les troupes italiennes d'air, de terre et de mer jouissent, au sujet de leurs devoirs religieux, des privilèges et exemptions consentis par le droit canonique. Les chapelains militaires ont, à l'égard de leurs troupes, juridiction paroissiale. Ils exercent le saint ministère sous la juridiction de l'Ordinaire militaire, assisté de sa propre curie. L'Ordinaire militaire a juridiction même sur le personnel religieux masculin et féminin attaché aux hôpitaux militaires.

Article 15. — L'archevêque Ordinaire militaire est préposé au chapitre de l'Eglise du Panthéon, à Rome, constituant

avec celui-ci le clergé auquel est confié le service religieux de ladite basilique. Ce clergé est autorisé à pourvoir à toutes les fonctions religieuses, même hors de Rome, qui, en conformité avec les règles canoniques, sont demandées par l'Etat ou par la Maison royale.

Le Saint-Siège consent à conférer à tous les chanoines composant le chapitre du Panthéon la dignité de protonotaires *ad instar*, leur charge durant.

La nomination de chacun d'entre eux sera faite par le Cardinal Vicaire de Rome, sur présentation de la part de Sa Majesté le Roi d'Italie, après indication confidentielle de l'ecclésiastique à présenter. Le Saint-Siège se réserve de transférer la diaconie à une autre Eglise.

La nouvelle délimitation des diocèses

Article 16. — Les hautes parties contractantes procéderont d'accord, au moyen de Commissions mixtes, à une revision des circonscriptions des diocèses, dans le but de la faire correspondre autant que possible à celle des provinces de l'Etat. Il demeure entendu que le Saint-Siège érigeria le diocèse de Zara ; qu'aucune partie du territoire soumis à la souveraineté du Royaume d'Italie ne dépendra d'un évêque dont le siège se trouve en territoire soumis à la souveraineté d'un autre Etat, et qu'aucun diocèse du Royaume ne comprendra de zones de territoires soumises à la souveraineté d'un autre Etat.

Le même principe sera observé pour toutes les paroisses existantes ou à constituer dans les territoires situés sur les frontières de l'Etat.

Les modifications qui, après l'arrangement indiqué ci-dessus, devraient à l'avenir être apportées aux circonscriptions des diocèses seront faites par le Saint-Siège, accords préalables pris avec Gouvernement italien et en observant les directives exprimées ci-dessus, sauf les petites rectifications de territoire demandées par le bien des âmes.

Article 17. — La réduction des diocèses qui résultera de l'application de l'article précédent opérée au fur et à

mesure que les diocèses en question deviendront vacants. Il reste entendu que la réduction ne comportera pas la suppression des titres des diocèses ni des chapitres qui seront conservés, les diocèses se regroupant toutefois de manière que leurs sièges correspondent aux chefs-lieux des provinces. Les réductions susdites laisseront sauvées toutes les ressources matérielles actuelles des diocèses et des autres corps ecclésiastiques y existant, y compris les rentes maintenant servies par l'Etat italien.

Article 18. — Plusieurs paroisses devant, par ordre de l'autorité ecclésiastique, se regrouper provisoirement ou définitivement, soit en les confiant à un seul curé assisté d'un ou plusieurs vice-curés, soit en réunissant plusieurs prêtres dans un même presbytère, l'Etat maintiendra sans changement le traitement dû à ces paroisses.

Le choix des archevêques et évêques

Article 19. — Le choix des archevêques et évêques appartient au Saint-Siège. Avant de procéder à la nomination d'un archevêque ou d'un évêque diocésain ou d'un coadjuteur avec droit de succession, le Saint-Siège communiquera le nom de la personne choisie au Gouvernement italien pour s'assurer que celui-ci n'a pas de raison de caractère politique à soulever contre la nomination. Ces consultations se dérouleront avec le plus grand empressement possible et en toute discrétion, de manière que le secret soit gardé sur la personne choisie, tant que n'a pas lieu sa nomination.

Article 20. — Les évêques, avant de prendre possession de leur diocèse, prêtent, entre les mains du Chef de l'Etat, un serment de fidélité, selon la formule suivante :

Devant Dieu et ses Saints Evangiles, je jure et promets comme il convient à un évêque, fidélité à l'Etat italien. Je jure et promets de respecter et de faire respecter par mon clergé, le Roi et le Gouvernement établi, selon les lois constitutionnelles de l'Etat. Je jure et promets, en outre, que je ne participerai à aucun accord et n'assisterai à aucune réunion qui puisse causer dommage à

l'Etat italien et à l'ordre public et que je ne permettrai pas à mon clergé semblable participation. Me préoccupant du bien et de l'intérêt de l'Etat italien, je chercherai à parer tout mal qui pourrait le menacer.

La provision des bénéfices

Article 21. — La provision des bénéfices ecclésiastiques appartient à l'autorité ecclésiastique. Les nominations des personnes investies des bénéfices paroissiaux sont communiquées discrètement au Gouvernement italien et ne peuvent avoir exécution avant que soient passés trente jours à partir de la communication. Dans cet intervalle, le Gouvernement italien, dans le cas où de graves raisons s'opposeraient à la nomination, peut les faire connaître discrètement à l'autorité ecclésiastique, laquelle, si le désaccord durait, déférerait le cas au Saint-Siège. S'il survenait de graves raisons qui rendraient dommageable le maintien d'un ecclésiastique déterminé dans un bénéfice paroissial, le Gouvernement italien communiquera ces raisons à l'Ordinaire qui, d'accord avec le Gouvernement, prendra, dans les trois mois, les mesures appropriées. En cas de divergence entre l'Ordinaire et le Gouvernement, le Saint-Siège confiera la solution de la question à deux ecclésiastiques de son choix, lesquels d'accord avec deux délégués du Gouvernement italien, prendront une décision définitive.

Article 22. — Ne peuvent être investis de bénéfices existant en Italie les ecclésiastiques qui ne seraient pas citoyens italiens. Les titulaires des diocèses et des paroisses doivent, en outre, parler la langue italienne. En cas de besoin, des coadjuteurs devront leur être adjoints qui, outre l'Italien, comprennent et parlent aussi la langue d'usage local, dans le but de donner les secours religieux dans la langue des fidèles, selon les règles de l'Eglise.

Article 23. — Les dispositions des articles 16, 17, 20, 21 et 22 ne concernent pas Rome et les évêchés « suburbicaires ». Il demeure aussi entendu que si le Saint-Siège procédait à une nouvelle organisation desdits diocèses, resteraient sans change-

ment les rentes servies aujourd'hui par l'Etat italien, soit aux menses épiscopales, soit aux institutions ecclésiastiques.

Renonciation par l'Etat aux privilèges du passé

Article 24. — Sont abolis l'*Exequatur*, le *Placet* royal, ainsi que toute nomination impériale ou royale en matière de provision de bénéfices ou offices ecclésiastiques dans toute l'Italie sauf les exceptions établies à l'article 29, lettre *g*.

Article 25. — L'Etat italien renonce à la prérogative souveraine du Patronat royal sur les bénéfices majeurs et mineurs. Est abolie la Régale sur les bénéfices majeurs et mineurs. Est aboli aussi le droit sur le tiers de la pension dans les provinces du Royaume des Deux-Siciles. Les charges y relatives cessent d'incomber à l'Etat et aux administrations qui en dépendent.

Article 26. — La nomination des personnes investies des bénéfices majeurs ou mineurs, ou de celles qui représentent temporairement le siège, ou le bénéfice vacant, obtient son effet dès la date de la provision ecclésiastique qui sera officiellement communiquée au Gouvernement. L'administration et la jouissance des revenus durant la vacance sont prévues par les règles du droit canonique. En cas de mauvaise gestion, l'Etat italien après accord avec l'autorité ecclésiastique, peut procéder au séquestre du temporel du bénéfice, en faisant la dévolution du revenu net en faveur de la personne investie du bénéfice, ou à son défaut, à l'avantage du bénéfice.

Les basiliques cédées au Saint-Siège

Article 27. — Les basiliques de la Sainte-Maison, à Lorette ; de Saint-François, à Assise, et de Saint-Antoine de Padoue, avec les édifices et œuvres annexes, excepté celles de caractère purement laïque, seront cédées au Saint-Siège, et celui-ci les administrera en toute liberté. Seront également libres de toute ingérence de l'Etat, et par convention, les autres organisations, de quelque nature qu'elles soient, gérées par le Saint-Siège en Italie, ainsi que les collèges de Missions. Toutefois,

en tous cas, restent applicables les lois italiennes concernant les acquisitions des personnes morales. Par rapport aux biens appartenant maintenant aux dits sanctuaires, on procédera à leur répartition au moyen d'une commission mixte, ayant égard aux droits des tiers et aux dotations nécessaires aux dites œuvres purement laïques. Pour les autres sanctuaires, dans lesquels existerait une administration civile, la libre gestion de l'autorité ecclésiastique sera introduite, en sauvegardant, le cas échéant, la répartition des biens d'après le précédent paragraphe.

Article 28. — Pour la tranquillité des consciences, le Saint Siège accordera pleine condonation à tous ceux qui, à la suite des lois italiennes abolissant le patrimoine ecclésiastique, se trouveraient en possession de biens ecclésiastiques. Dans ce but, le Saint Siège donnera aux Ordinaires les instructions opportunes.

La situation juridique des corps ecclésiastiques et des associations religieuses

Article 29. — L'Etat italien revisera sa législation en ce qui concerne les questions ecclésiastiques afin de la réformer et compléter pour la mettre en harmonie avec les directives dont s'inspirent le traité stipulé avec le Saint-Siège et le présent Concordat. Il est dès à présent convenu entre les deux hautes parties contractantes ce qui suit.

a. La personnalité juridique des corps ecclésiastiques jusqu'ici reconnus par les lois italiennes (Saint-Siège, diocèses, chapitres, séminaires, paroisses, etc.) restant ferme, cette personnalité sera reconnue aussi aux églises publiques et ouvertes au culte qui ne l'avaient pas déjà, y compris celles appartenant aux corps ecclésiastiques supprimés, avec assignation, au sujet de ces dernières, de la rente que le fonds pour le culte destine actuellement à chacune d'elles. Tout en observant ce qui est fixé dans le précédent article 27, les Conseils d'administration, partout où ils existent et quelle que soit leur dénomination, même s'ils sont composés totalement ou en majorité

de laïques, ne devront pas s'ingérer dans les services du culte, et la nomination de leurs membres sera faite d'entente avec l'autorité ecclésiastique.

b. Sera reconnue la personnalité juridique des associations religieuses avec ou sans vœux approuvés par le Saint-Siège, qui ont leur siège principal dans le royaume et y sont représentés juridiquement et de fait par des personnes qui ont la citoyenneté italienne et sont domiciliées en Italie. Sera reconnue, en outre, la responsabilité juridique des provinces religieuses italiennes, dans les limites du territoire de l'Etat et de ses colonies, des associations ayant leur siège principal à l'étranger, quand les mêmes conditions se vérifient.

Sera reconnue par ailleurs la personnalité juridique des maisons, quand les règles particulières de leur Ordre leur attribuent la capacité d'acquérir et de posséder.

Sera reconnue enfin la personnalité juridique aux maisons généralices et aux procures des associations religieuses même étrangères. Les associations ou les maisons religieuses qui ont déjà la personnalité juridique la conserveront.

Les actes relatifs aux transferts des immeubles dont les associations sont déjà en possession, des actuels dépositaires aux associations elles-mêmes, seront exempts de tout impôt.

c. Les confraternités ayant un but exclusif ou principal de culte ne sont pas sujettes à d'ultérieures transformations dans leur but et dépendent de l'autorité ecclésiastique pour tout ce qui regarde leur fonctionnement et leur administration.

d. Sont admises les fondations du culte, de quelque espèce qu'elles soient, pourvu qu'elles répondent aux besoins de la population et qu'il n'en découle aucune charge financière pour l'Etat. Cette disposition s'applique aussi aux fondations déjà existantes de fait.

e. Dans les administrations civiles du patrimoine ecclésiastique provenant des lois qui l'abolissaient, les Conseils d'administration seront formés pour moitié de membres délégués par l'autorité ecclésiastique ; il en sera de même pour les fonds du culte des nouvelles provinces.

f. Les actes accomplis jusqu'ici par les corps ecclésiasti-

ques ou religieux sans l'observation des lois civiles devront être reconnus et régularisés par l'Etat italien, sur la demande de l'Ordinaire, à présenter dans les trois ans à partir de l'entrée en vigueur du présent Concordat.

g. L'Etat italien renonce aux privilèges de l'exemption de la juridiction ecclésiastique pour le clergé palatin dans toute l'Italie (sauf pour le clergé attaché aux Eglises du Saint-Suaire de Turin, de la Superga, du Saint-Suaire de Rome et des chapelles annexées aux palais de résidence des Souverains et des princes royaux), toutes les nominations et provisions de bénéfices et offices rentrant sous les règles exposées dans les articles précédents.

Une commission compétente veillera à l'assignation à chaque basilique ou église palatine d'une dotation convenable d'après les principes indiqués pour les biens des sanctuaires à l'article 27.

h. Tout en sauvegardant les adoucissements fiscaux déjà établis en faveur des corps ecclésiastiques par les lois ecclésiastiques en vigueur jusqu'ici, le but du culte et de la religion est, pour tous les effets fiscaux, assimilé aux buts de bienfaisance et d'instruction. Est abolie la taxe extraordinaire du 30%, imposée par l'article 18 de la loi du 15 août 1867, n° 3.848, la contribution de concours dont parlent les articles 31 de la loi du 7 juillet 1866, n°s 3.036 et 20 de la loi du 15 août 1867, n° 3.848, ainsi que la taxe sur l'envoi en usufruit des biens constituant la dotation des bénéfices et autres corps ecclésiastiques, établie par l'article 1^{er} du décret royal du 20 décembre 1923, n° 3.270, demeurant exclue, même pour l'avenir, l'institution de quelque impôt spécial que ce soit, à charge des biens de l'Eglise. Ne seront pas appliqués aux ministres du culte pour l'exercice de leur ministère sacerdotal les impôts sur les professions et la taxe de patente instituée par le décret royal du 15 novembre 1923, n° 2.538, au lieu de la taxe supprimée d'exercice et de revente, ni quelque autre impôt de ce genre.

i. Le port de l'habit ecclésiastique ou religieux de la part des séculiers ou de la part d'ecclésiastiques ou de religieux aux-

quels il a été interdit par une décision définitive de l'autorité ecclésiastique compétente, qui devra, dans ce but, être communiquée officiellement au Gouvernement italien, est interdit et puni par les mêmes sanctions et peines que celles interdisant et punissant le port abusif de l'uniforme militaire.

La gestion des biens ecclésiastiques

Article 30. — La gestion ordinaire des biens appartenant à quelque institut ecclésiastique ou association religieuse que ce soit a lieu sous la surveillance et le contrôle des autorités compétentes de l'Eglise, à l'exclusion de toute intervention de la part de l'Etat italien et sans obligation de soumettre à conversion les biens immobiliers. L'Etat italien reconnaît aux institutions ecclésiastiques et aux associations religieuses la capacité d'acquérir des biens, en observant toutefois les dispositions des lois civiles concernant les acquisitions des personnes morales. L'Etat italien, jusqu'à ce que des accords nouveaux aient, établi un autre état de choses, continuera de suppléer à l'insuffisance des revenus des bénéfices ecclésiastiques en assignant des pensions qui devront correspondre dans une mesure non inférieure à la valeur réelle de ce qu'établissent les lois actuellement en vigueur. Pour cette considération, la gestion patrimoniale desdits bénéfices, pour ce qui concerne les actes et les contrats excédant les mesures de simple administration, se fera avec intervention de la part de l'Etat italien et, en cas de vacance, la consigne des biens sera faite, en présence d'un représentant du Gouvernement, avec rédaction d'un procès-verbal. Ne sont pas soumis à l'intervention susdite les menses épiscopales des évêchés suburbicaires et les patrimoines des chapitres et des paroisses de Rome et desdits diocèses.

A l'effet du supplément de traitement, le montant des revenus que touchent sur lesdits menses et patrimoines les bénéficiaires, sera rétabli par une déclaration faite annuellement sous la responsabilité propre de l'évêché suburbicaire pour les diocèses et du Cardinal Vicaire pour la Ville de Rome.

Article 31. — L'érection de nouveaux corps ecclésiastiques ou associations religieuses sera faite par l'autorité ecclésiastique selon les règles du droit canonique. Leur reconnaissance pour les effets civils sera faite par les autorités civiles.

Article 32. — Les reconnaissances et les autorisations prévues dans les dispositions du présent Concordat et du Traité auront lieu d'après les règles établies par les lois civiles qui doivent être mises en harmonie avec les dispositions du même Concordat et du Traité.

Les catacombes

Article 33. — Est réservée au Saint-Siège la disposition des catacombes existant dans le sol de Rome et dans les autres parties du territoire du royaume, avec la charge qui s'ensuit de leur garde, de leur entretien et de leur conservation. Il peut donc, en observant les lois de l'Etat et en sauvegardant les droits éventuels des tiers, procéder aux recherches nécessaires et au transfert des corps saints.

Le mariage

Article 34. — L'Etat italien, voulant redonner à l'institution du mariage, qui est la base de la famille, une dignité conforme aux traditions catholiques de son peuple, reconnaît au sacrement de mariage, réglé par le droit canonique, les effets civils. Les publications du mariage, comme auparavant, seront faites, non seulement à l'Eglise paroissiale, mais aussi à la maison communale. Aussitôt après la célébration du mariage le curé expliquera aux époux les effets civils du mariage, en donnant lecture des articles du Code civil sur les droits et les devoirs des époux. Il rédigera l'acte du mariage, dont il transmettra dans les cinq jours copie intégrale à la commune, afin qu'elle soit transcrite dans les registres de l'état civil.

Les causes concernant la nullité du mariage et la dispense du mariage conclu et non consommé sont réservées à la compétence des tribunaux et dicastères ecclésiastiques. Les décisions

et les sentences sur la question, quand elles sont devenues définitives, seront portées au suprême tribunal de la Signature, lequel s'assurera si on a respecté les règles du droit canonique relatives à la compétence du juge, à la citation et à la légitime représentation ou à la contumace des parties. Les dites décisions et sentences définitives avec les décrets y afférents du suprême tribunal de la Signature seront transmises à la Cour d'appel de l'Etat, compétente pour le territoire, laquelle, par ordonnance émises en Chambre du Conseil, les rendra exécutoires pour les effets civils et ordonnera qu'elles soient notées dans les registres de l'état civil, en marge de l'acte de mariage. En ce qui concerne les causes de séparation de corps, le Saint-Siège consent à ce qu'elles soient jugées par les autorités judiciaires civiles.

L'enseignement religieux

Article 35. — Pour les écoles d'instruction secondaire tenues par les corps ecclésiastiques ou religieux, l'institution de l'examen d'Etat reste ferme pour une parité effective de situation entre les candidats des instituts gouvernementaux et les candidats des dites écoles.

Article 36. — L'Italie considère comme le fondement et le couronnement de l'instruction publique l'enseignement de la doctrine chrétienne selon la forme reçue de la tradition catholique. C'est pourquoi elle consent à ce que l'enseignement religieux, actuellement donné dans les écoles publiques élémentaires, ait un développement ultérieur dans les écoles secondaires, selon un programme à établir d'accord entre le Saint-Siège et l'Etat. Cet enseignement sera donné par l'intermédiaire de maîtres ou professeurs, prêtres ou religieux, approuvés par l'autorité ecclésiastique et subsidiairement par l'intermédiaire de maîtres et professeurs laïques qui soient dans ce but munis d'un certificat de capacité à délivrer par l'Ordinaire diocésain. La révocation du certificat de la part de l'Ordinaire prive sans autre formalité le maître du pouvoir d'enseigner. Dans ledit enseignement religieux dans les écoles

publiques, ne seront acceptés que les manuels approuvés par l'autorité ecclésiastique.

Article 37. — Les dirigeants des associations d'Etat pour l'éducation physique, pour la préparation militaire, des avant-gardes et des balilla, pour rendre possible à l'instruction et l'assistance religieuse de la jeunesse à eux confiée, régleront leurs horaires de manière à ne pas empêcher, les dimanches et les fêtes de précepte, l'accomplissement des devoirs religieux. Les directeurs d'écoles publiques agiront de même pour les réunions éventuelles des élèves les jours de fête.

Les Universités catholiques et les Séminaires

Article 38. — Les nominations des professeurs de l'Université catholique du Sacré-Cœur et de l'Institut annexe d'enseignement Marie-Immaculée sont subordonnées au *nihil obstat* de la part du Saint-Siège, qui a qualité pour affirmer qu'il n'y a rien à objecter au point de vue moral et religieux.

Article 39. — Les Universités, les grands et les petits Séminaires, soit diocésains, soit interdiocésains, soit régionaux, les Académies, les collèges et les autres institutions catholiques pour la formation et la culture des ecclésiastiques continueront à dépendre uniquement du Saint-Siège, sans aucune ingérence des autorités scolaires du royaume.

Article 40. — Les grades, en sacrée théologie donnés par les facultés approuvées par le Saint-Siège seront reconnus par l'Etat italien. Seront pareillement reconnus les diplômes qui sont conquis dans les écoles d'archivistes paléographes et de diplomatique documentaire érigées près de la bibliothèque et des archives de la cité du Vatican.

Les décorations pontificales et titres nobiliaires

Article 41. — L'Italie autorise le port, dans le royaume et ses colonies, des décorations pontificales d'Ordres de chevalerie moyennant l'enregistrement des Brefs de nomination, à délivrer sur présentation du Bref même et demande écrite de l'intéressé.

Article 42. — L'Italie admettra la reconnaissance, moyennant un décret royal, des titres nobiliaires conférés par les Souverains Pontifes, même après 1870, et de ceux qui seront conférés, à l'avenir. On établira les cas où ladite reconnaissance ne sera pas soumise en Italie au versement d'une taxe.

L'action catholique

Article 43. — L'Etat italien reconnaît les organisations dépendantes de l'action catholique italienne, en tant que celles-ci, comme le Saint-Siège l'a décidé, développent leur activité en dehors de tout parti politique et sous la dépendance immédiate de la hiérarchie de l'Eglise, pour la diffusion et l'application des principes catholiques. Le Saint-Siège prend occasion de la stipulation du présent Concordat pour renouveler à tous les ecclésiastiques et religieux d'Italie la défense de s'inscrire et de militer dans quelque parti politique que ce soit.

Article 44. — S'il s'élevait à l'avenir quelque difficulté sur l'interprétation du présent Concordat, le Saint-Siège et l'Italie procéderaient d'un commun accord à une solution amicale de la question.

Article 45. — Le présent Concordat entrera en vigueur dès l'échange des ratifications, en même temps que le traité stipulé entre les mêmes hautes parties, qui résout la Question romaine. Avec l'entrée en vigueur du présent Concordat, cesseront de s'appliquer en Italie les dispositions des concordats tombés en désuétude des anciens Etats italiens.

Les lois autrichiennes, les lois, règlements, ordonnances et décrets de l'Etat italien actuellement en vigueur, pour autant qu'ils seraient en contradiction avec les dispositions du présent Concordat, sont considérés comme abrogés dès l'entrée en vigueur de ce même Concordat.

Pour préparer l'application du présent Concordat, sera nommée, aussitôt après la signature du même, une commission composée de membres désignés par les deux hautes parties.

Rome, 11 février 1929.

Signé : *Pierre cardinal Gasparri.*

Signé : *Benito Mussolini.*

LOI DES GARANTIES

(11 mai 1871)

Titre II

Rapports de l'Etat avec l'Eglise

Article 14. — Est abolie toute restriction spéciale à l'exercice du droit de réunion des membres du clergé catholique.

Article 15. — Il est renoncé par le Gouvernement au droit de *Legazia* apostolique en Sicile et, pour tout le royaume, au droit de nomination ou de proposition dans la collation des bénéfices majeurs.

Les évêques ne seront point requis de prêter serment au Roi.

Les bénéfices majeurs et mineurs ne peuvent être conférés qu'à des citoyens du royaume, sauf dans la Ville de Rome et dans les diocèses suburbicaires.

Dans la collation des bénéfices de Patronage royal, rien n'est innové.

Article 16. — Sont abolis l'*Exequatur* et le *Placet* royal et toute autre forme de consentement gouvernemental pour la publication et l'exécution des actes de l'autorité ecclésiastique.

Toutefois, tant qu'il n'aura pas été pourvu différemment par la loi spéciale dont il est question à l'article 18, restent soumis à l'*Exequatur* et au *Placet* royal les actes de ces autorités qui concernent la destination des biens ecclésiastiques et la collation des bénéfices majeurs et mineurs, sauf ceux de la Ville de Rome et des diocèses suburbicaires.

Sont maintenues les dispositions des lois civiles relativement à la création et aux modes d'existence des établissements ecclésiastiques et à l'aliénation de leurs biens.

Article 17. — En matière spirituelle et disciplinaire, il n'est pas admis de réclamations ou d'appel contre les actes des autorités ecclésiastiques, et il n'est reconnu ni accordé pour ces actes aucune exécution par contrainte.

La connaissance des effets juridiques soit de ces actes, soit de tout autre acte de ces autorités, appartient à la juridiction civile.

Cependant ces actes sont dénués d'effet s'ils sont contraires aux lois de l'Etat ou à l'ordre public, s'ils lèsent les droits des particuliers, et ils sont soumis aux lois pénales, s'ils constituent un délit.

Article 18. — Il sera pourvu par une loi ultérieure à la réorganisation, à la conservation et à l'administration des propriétés ecclésiastiques dans le royaume.

Article 19. — Dans toutes les matières qui forment l'objet de la présente loi, cesse d'avoir son effet toute disposition actuellement en vigueur dans la mesure où elle lui serait contraire.

Nous ordonnons que la présente loi, munie du sceau de l'Etat, soit insérée dans le *Recueil officiel* des lois et des décrets du royaume d'Italie, et mandons à qui il appartient de l'observer et de la faire observer comme loi de l'Etat.

Donné à Turin, le 13 mai 1871.

Vu, le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu, le Président de la Thèse,
Gilbert GIDEL.

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris.
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- Pie XI.** — Encycliques diverses. — *Discours aux Curés et Prédicateurs de Rome.* — *Discours aux Pèlerins de l'Université catholique.* — *Lettre au Cardinal Gasparri*, etc... etc.
- Mussolini.** — *Rapport du Chef du Gouvernement à la Chambre des Députés sur le projet de loi relatif à la ratification et à l'exécution des Accords du Latran.* — *Discorsi Al Parlamento*, etc... etc...
- Pucci (Enrico).** — *La Pace del Laterano*, 2^e édition, Libreria editrice fiorentina.
- Devoghel (E.).** — *La Question romaine sous Pie XI et Mussolini.*
- Zanetti (Francesco).** — *Nella città del Vaticano*, Roma, Tip. edit. sallustiana.
- La Brière (Yves de).** — *Les Etudes*, 15, rue Monsieur, Paris.
- Trezzi (Giuseppe).** — *La posizione giuridica della Santa Sede nel diritto internazionale*, Roma, Desclée et C^{ie}, 1929.
- Les Accords du Latran*, études de MM. **Louis Le Fur** et **Louis Misserey**, éditions Spes, Paris.
- Dossier de l'Action populaire*, éditions Spes, Paris, 25 juillet 1931.
- Desbuquois (G.).** — *La Papauté et l'Italie*, éditions Spes, Paris.
- Giannini (Amadeo).** — *I Concordati post bellici*, Milano, Società editrice Vita e Pensiero.
- Martire (Egilberto).** — *La conciliazione*, Libreria del Littorio, Roma.
- Le Marois.** — *La Question romaine*, Sirey, 1923.
- Torre (G. della).** — *Pistille*, Libreria editrice fiorentina.
- Olgiati (Francesco).** — *La Questione romana e la sua soluzione*, Milano, Società editrice Vita e Pensiero.
- Passim.*

- Giudice (Avv. Vincenzo del).** — *Corso di Diritto ecclesiastico Italiano*, 11^e édition, Milan, 1933.
- Jemolo (Arturo Carlo).** — *Elementi di Diritto Ecclesiastico*, Florence.
- Vercesi (Ernesto).** — *Il Vaticano. L'Italia et la guerra*, Milan, 1925.
- Monti (Giuseppe).** — *La libertà della Scuola*, Milan, 1928.
- Mollat (G.).** — *La question romaine*, Paris, 1932.
- Mussolini (B.).** — *Edition définitive des œuvres et discours de Benito Mussolini*, Paris, 1931.
- Anzilotti.** — *Cours de droit International*, 1^{er} volume, traduction Gilbert Gidel, Sirey, 1929.
- Hove (Van).** — *Le Concordat entre le Saint-Siège et le Gouvernement italien*, Nouvelle revue théologique, juin 1929.
- Hughes (H.K.).** — *The catholic revival in Italy, 1815-1915*, Burns Oates, London, 1935.
- Civardi (Luigi).** — *Manuale di Azione Cattolica* (Cisa luigi Ertigianelli), Pavia, 1929.
- Guichard (Louis).** — « Les Concordats de Pie XI », *Revue des Sciences Politiques*, oct.-déc. 1935.
- Olgiati (Francesco).** — *Storia dell' Azione Cattolica Italiana, (1865-1914)*, Vita e Pensiero, Milan.
- Piatti (Tommaso).** — *Un precursore dell' Azione Cattolica, Pio Brunone Lanteri*, Marietti, Rome, 1925.
- Gemelli (Agostino).** — *Idee e battaglie per la Cultura Cattolica*, Vita e Pensiero, Milan, 1933.
- Panzini (Alfredo).** — *Cavour et l'époque du Risorgimento*, Payot, Paris, 1932.
- Bire (Anatole).** — *La Séparation des Eglises et de l'Etat*, Rousseau, 1906.
- *Acta inter Bonifacium VIII. Benedictum XI. Clementem V. P.P.D. et Philipum Pulc. Regem Christian... Tractatus sive quaestio de Potestate. P.P. Script. circa, 1614*, in-8°.
- Renan.** — *La politique religieuse du règne de Philippe le Bel*.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION..... 1

Les Accords de Latran. — Connexité entre le Traité et le Concordat. — Nature différente des deux actes : lien de dépendance établi par Pie XI. — Les raisons du Pontife. — Rapports entre l'Eglise et l'Etat : modalités possibles. — La supériorité des concordats.

La Papauté et l'Italie. p. 6 et 7. La prédilection de Pie XI pour cette solution : motifs.

CHAPITRE PREMIER

LA MÉDIOCRE AFFAIRE DU TRAITÉ DE LATRAN POUR LE SAINT-SIÈGE 13

Que la solution de la question romaine ne pouvait être cherchée que dans deux voies : Temporalisme ou Internationalisation. — Que ni le Temporalisme, ni l'Internationalisation n'étaient admissibles pour le Fascisme : d'où impasse. — Renonciation quasi totale de la Papauté au pouvoir temporel : explications de Pie XI. — Renonciation absolue aux garanties internationales : les variations de la politique du Vatican à cet égard : explications de Pie XI. — Qu'en fait le Vatican a dû s'incliner devant un non Possumus absolu du Gouvernement fasciste, mais qu'il a su tirer un habile parti de ses concessions en obtenant un excellent concordat.

Le Concordat contre-partie avantageuse d'un Traité médiocre. — En quoi le traité est médiocre : territoire infime, population quasi inexistante, services essentiels gérés par l'Italie, aucune garantie des puissances même pas indirecte par l'entrée du Saint-Siège dans la Société

des Nations. — Comparaison de la politique de Pie XI avec celle de son prédécesseur : tractations Orlando Cerreti. — Le Vatican sous la sauvegarde de l'opinion publique italienne. — Le Concordat, moyen de s'assurer cette opinion publique. — Le Concordat, explication du Traité.

CHAPITRE II

DE LA PRÉDILECTION DU SAINT-SIÈGE POUR LES CONCORDATS 39

Que l'Eglise rejette les régimes des cultes les plus favorables s'ils émanent exclusivement des Etats : exemples : en France, la loi du 9 décembre 1905 ; en Italie, les avant-projets de 1925. — Examen détaillé : le pourquoi de cette attitude, étrange de prime abord. C'est une atteinte à la suprématie du Saint-Siège sur l'Eglise, suprématie qu'il a eu toutes les peines du monde à établir, qu'il regarde comme fondamentale et dont il ne veut pas perdre le bénéfice. — Exposé sommaire de la politique centralisatrice de la Papauté.

Les Concordats, manifestations de la primauté du Saint-Siège. Que Pie XI a pour ces accords une affection particulière : le pourquoi. — Nature juridique des concordats, exposé sommaire. — Titre auquel le Pape figure dans les concordats, discussion. — Le Condominium de l'Eglise et de l'Etat sur les individus, examen critique. Pourquoi les Etats passent des concordats.

CHAPITRE III

LA SITUATION DE FAIT ET DE DROIT DE L'ÉGLISE D'ITALIE DE 1870 A 1929 . . . 63

Lois Eversives de 1866 à 1867. Etude détaillée de la Loi des Garanties dans la partie qui se réfère à la situation de l'Eglise en Italie. La législation postérieure à la Loi des Garanties, sous les ministères de droite avec Minghetti, sous les ministères de gauche avec Depretis, Crispi, pendant la guerre, après la guerre.

Les différentes phases de la situation de fait de l'Eglise et les incidents notables qui ont marqué les rapports de l'Eglise et de l'Etat depuis la chute du pouvoir temoorel. — Transfert des cendres de Pie IX. — Erection de la statue de Giordano Bruno. — Discours de Nathan contre la Papauté. — L'avènement du Fascisme.

CHAPITRE IV

ANALYSE DU CONCORDAT ITALIEN ... 83

Sa place parti les concordats modernes. — Les directives de la politique de Pie XI par rapport aux Etats. — Ordre d'excellence des concordats passés par le Pape. Que le Concordat italien est tout en haut de l'échelle. — Concordat bavarois. — Concordat letton. — Concordat polonais. — Concordat lithuanien. — Concordat badois. — Concordat allemand. — Concordat italien.

Les deux buts de ce dernier concordat : réorganiser le régime des cultes selon les normes très favorables à l'Eglise, renforcer la vie religieuse du peuple italien. — Etude séparée de ces deux ordres de dispositions dans ce qu'ils ont d'essentiel. — Le préambule : invocation à la Sainte-Trinité. — L'organisation du régime des cultes en Italie, articles 1 à 3. — L'Italie rendue à Dieu et Dieu à l'Italie, articles 33 à 43. — Le libre exercice du pouvoir spirituel. — Les exemptions pour le clergé et pour les édifices sacrés. — La reconnaissance des jours de fête. — Le service religieux dans l'armée. — La nouvelle délimitation des diocèses. — Le choix des archevêques et évêques. — La provision des bénéfices inférieurs. — Les renonciations de l'Etat aux privilèges du passé : Exequatur, Placet, etc... — Les basiliques cédées au Saint-Siège. — La situation juridique des corps ecclésiastiques et des associations religieuses. — Condonation aux possesseurs de biens ecclésiastiques. — La gestion des biens ecclésiastiques.

Exposé des dispositions du Concordat italien et comparaison avec les dispositions analogues des autres Concordats : la situation spéciale de la ville de Rome, le pourquoi, examen approfondi. — L'Eglise catholique obtient une situation de privilège, chose d'ailleurs normale dans un pays essentiellement catholique. — Prêtres

censurés. — Prêtres délinquants. — Le « nulla osta » pour la nomination des évêques : historique. Le serment des évêques. — Comparaison avec le serment des fonctionnaires et des fascistes. — La personnalité juridique des corps ecclésiastiques.

Dispositions tendant à rendre l'Italie à Dieu. — Etude approfondie et comparative des dispositions du Concordat relatives au mariage, à l'enseignement, à l'action catholique. Les incompatibilités du Fascisme et de l'Eglise catholique en ce qui touche l'enseignement et l'action catholique. Les phases du conflit : qu'il renaîtra sans doute, vu l'antinomie fondamentale entre les conceptions de l'Eglise et celles du Fascisme relativement à la jeunesse.

CONCLUSION 129

Un concordat n'est pas une œuvre morte : Nécessité de l'adapter sans cesse aux circonstances, d'où l'obligation pour les Etats qui sont sous ce régime d'avoir près du Vatican une représentation diplomatique. — Que la reprise des relations diplomatiques entre le Saint-Siège et l'Italie a comblé les vœux du Pontificat suprême. — Que l'Italie et le Vatican pourront vivre dans une harmonie suffisante, à la condition que le Fascisme ne méconnaisse pas que le Gouvernement de l'Eglise est désormais centralisé dans les mains du Pape.

BIBLIOGRAPHIE 153



